



# European Journal of Turkish Studies

12 (2011)

Demographic Engineering - Part II

---

Tassos Kostopoulos

## ***How the North was won***

Épuration ethnique, échange des populations et politique de colonisation dans la Macédoine grecque.

---

### **Warning**

The contents of this site is subject to the French law on intellectual property and is the exclusive property of the publisher.

The works on this site can be accessed and reproduced on paper or digital media, provided that they are strictly used for personal, scientific or educational purposes excluding any commercial exploitation. Reproduction must necessarily mention the editor, the journal name, the author and the document reference.

Any other reproduction is strictly forbidden without permission of the publisher, except in cases provided by legislation in force in France.

**revues.org**

Revues.org is a platform for journals in the humanites and social sciences run by the CLEO, Centre for open electronic publishing (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

### Electronic reference

Tassos Kostopoulos, « *How the North was won* », *European Journal of Turkish Studies* [Online], 12 | 2011, Online since 13 December 2011, Connection on 07 June 2013. URL : <http://ejts.revues.org/4437>

Publisher: European Journal of Turkish Studies

<http://ejts.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document available online on:

<http://ejts.revues.org/4437>

Document automatically generated on 07 June 2013.

© Some rights reserved / Creative Commons license

Tassos Kostopoulos

## ***How the North was won***

Épuration ethnique, échange des populations et politique de colonisation dans la Macédoine grecque.

- 1 S'il est une région de la Grèce où l' « ingénierie démographique » fut appliquée comme un élément plus ou moins constant de la politique étatique, c'est bien la Macédoine. Après l'incorporation de cette région dans le royaume grec en 1913 et jusqu'aux années 1960 au moins, des plans pour la transformation radicale de la composition ethnique de sa population se sont succédés pendant des décennies ; certains de ces projets avaient l'aval enthousiaste de la « communauté internationale » de leur temps, tandis que d'autres étaient formulés dans le secret le plus absolu ; une partie de ces plans ont été appliqués, d'autres sont restés finalement sur le papier. En général, pourtant, cette politique a produit des résultats impressionnants : la Macédoine grecque est aujourd'hui une province de caractère national grec, avec des îlots de minorités ethniques qui hésitent pourtant à se déclarer publiquement comme telles ; elle ne ressemble en rien avec la région multilingue, multiethnique et multiconfessionnelle occupée par les armées helléniques il y a plus d'un siècle.
- 2 Il faut cependant noter ici que la notion d' « ingénierie démographique », sans doute très utile pour désigner une activité étatique aspirant au changement radical de la composition ethnique des régions contestées ou perçues comme telles, présente néanmoins des problèmes de généralisation considérables. D'après les spécialistes qui ont introduit ce terme dans le discours politique et scientifique, l' « ingénierie démographique » peut comprendre des formes d'action étatique aussi diverses que l'instrumentalisation ou le trucage des recensements, les politiques pro-natalistes, l'assimilation des groupes minoritaires, les transferts de population, la colonisation des régions frontalières, la promotion des mouvements sécessionnistes et / ou irrédentistes, l'exercice de pressions économiques discriminatoires sur des groupes minoritaires, les restrictions à l'entrée des immigrants sur le territoire national ou même l'encouragement de l'émigration pour atténuer les pressions économiques et sociales créées par la surpopulation (Bookman 1997: 32-4 ; Weiner et Teitelbaum 2001 : 55-7). D'autres analystes circonscrivent son usage aux seuls mécanismes complémentaires de l'épuration ethnique (réalisée par des moyens ouvertement violents ou plus subtilement par des politiques discriminatoires) et du peuplement des régions contestées avec des colons faisant partie de groupes ethniques proches du pouvoir (McGarry 2000). Il y a même des cas où le terme « *demographic engineering* » est utilisé principalement pour décrire des politiques infiniment plus meurtrières, comme le génocide arménien (Şeker 2007).
- 3 On doit donc clarifier dès le départ les pratiques que l'État grec a mis en œuvre pour transformer le paysage démographique dans ses provinces macédoniennes, depuis l'incorporation de ces territoires en 1912-1913 (et même avant cette date) jusqu'aux années 1960. Il faut d'abord dire que les pratiques en cause n'ont jamais atteint le niveau du massacre généralisé comme dans le cas arménien, avec des déportations massives de populations entières en vue de leur destruction physique. Le nombre des assassinats politiques fut toujours limité, même pendant les années où la guerre faisait rage dans la région (guerres balkaniques de 1912-1913, première et seconde guerres mondiales, guerre civile grecque de 1946-1949). On peut cependant noter l'existence, ponctuellement, de véritables campagnes d'épuration ethnique, avec destruction physique des lieux et expulsion des habitants au-delà des frontières ; c'est plutôt le *modus operandi* « à l'israélienne », pratiqué par l'armée et les autorités grecques, qui ont profité des circonstances de guerre pour appliquer un terrorisme sélectif à l'encontre des communautés visées afin de contraindre une partie substantielle du groupe ethnique indésirable à s'exiler<sup>1</sup>. Beaucoup plus intéressants sont les plans qui étaient élaborés (et souvent matérialisés) en temps de paix et qui envisageaient la transformation ethnique du terrain par des moyens plus sophistiqués et moins violents. En tout cas, le changement le plus radical dans ce domaine est apparu non comme le résultat d'une planification à long terme de la part des

gouvernements helléniques, mais comme celui de l'intervention de la « société internationale » de l'entre-deux-guerres pour régler une fois pour toutes la Question d'Orient : on se réfère à l'échange réciproque, à grande échelle et obligatoire, des minorités nationales de la région.

4 La politique macédonienne de l'État grec pendant le XX<sup>e</sup> siècle balance constamment entre l'intervention démographique, visant à éliminer ou au moins à réduire démographiquement les minorités ethniques dans la région, d'un part, et la politique assimilatrice qui a comme but la transformation des populations « xenophones » en « Grecs purs », de l'autre. La première est d'habitude considérée par le plupart des acteurs intervenant sur le terrain comme une condition préalable essentielle pour le succès de la seconde : l'« ennemi national » étant perçu comme composé de la faction nationaliste de ces mêmes communautés dont on envisage l'assimilation linguistique et nationale, une épuration sélective des noyaux non-assimilables s'impose comme première priorité, afin que l'intégration nationale de la partie qualifiée comme ayant « une conscience nationale fluide<sup>2</sup> » soit enfin possible. Cette tactique de « saucissonnage » produit pourtant de nouvelles ruptures au sein de la population destinée à l'assimilation, forçant une partie de cette dernière à réévaluer son attitude envers le nationalisme et l'État-nation grecs. Au fil des ans, on enregistre ainsi une régénération permanente de l'ennemi intérieur (*i.e.* de celui qui est perçu comme tel) qu'il faut à nouveau éloigner du territoire national. Cercle vicieux ou rocher de Sisyphe, selon l'angle choisi par l'observateur...

5 Une dernière remarque, sur les acteurs de l'ingénierie démographique qu'on va décrire dans cet article. Jusqu'à l'incorporation de la Macédoine méridionale dans l'État grec en 1912-1913, toute planification politique concernant la région convoitée est l'œuvre exclusive d'un appareil centralisé : diplomates, envoyés spéciaux et dirigeants du Comité macédonien constitué à Athènes en 1904 pour mener une propagande armée dans le territoire ottoman sans implication officielle du gouvernement grec. Pendant la première décennie de la souveraineté grecque sur la région, cette tradition centraliste survit plus ou moins, en même temps qu'on perçoit l'introduction des nouveaux acteurs dans le jeu : des cadres supérieurs de l'armée et de la bureaucratie administrative, ainsi que quelques politiciens locaux issus des luttes nationales de l'ère ottomane. C'est seulement après l'échange de populations des années 1920 qu'on observe une « démocratisation » de ce processus, avec l'intervention spontanée d'une pléiade de cadres de rang intermédiaire ou même subalterne (par exemple de simples maîtres d'école) qui proposent au gouvernement ou à ces représentants des mesures à prendre pour « éradiquer le problème » de la présence d'une minorité en Macédoine grecque. La presse locale et – surtout – celle d'Athènes contribuent aussi à créer un climat de danger national imminent et réclame des mesures spéciales pour que ce danger soit écarté. On peut cependant s'interroger sur l'existence d'une « main invisible » de l'appareil sécuritaire profond derrière ces interventions « spontanées » ; la fourniture aux journalistes de passage de listes de villages « dangereux », l'existence de rapports d'instituteurs quasi-identiques mais théoriquement composés par des personnes différentes à quelques années de distance (sur ces rapports, découverts dans les archives, cf. Iliadis 1931, Papadopoulos 1936) éveillent le soupçon. La situation pendant l'immédiat après-guerre est, elle, totalement différente : une multitude d'acteurs locaux s'exprime alors sur l'amplitude et les modalités de l'épuration des « éléments étrangers ». Si la décision finale est toujours l'œuvre des instances centrales du gouvernement et de l'appareil administratif, cette mobilisation indique cependant un état d'esprit généralisé au niveau des appareils nationalistes locaux, qui a beaucoup contribué au développement d'une campagne d'épuration ethnique *de facto* sur le terrain. Il faut enfin noter que cette tradition d'intervention nationaliste, exigeant et proposant des mesures « radicales », pour sécuriser le pays une fois pour toutes contre l'ennemi intérieur, a survécu à un certain degré durant la décennie sanglante des années 1940 ; des politiciens locaux et des agents des services secrets sur place ont ainsi continué au fil des ans à « bombarder » l'appareil central avec des projets d'ingénierie démographique, et cela jusqu'aux années 1970<sup>3</sup>.

## I. AVANT L'ORAGE (1870-1912)

6 Le problème le plus crucial auquel le Royaume de Grèce a été confronté avant (et immédiatement après) l'annexion en 1913 de la partie méridionale de la Macédoine, était

le hiatus entre le discours nationaliste dominant, qui postulait le caractère majoritairement grec de la région, et les réalités ethniques rencontrées par ses agents sur le terrain. D'après les statistiques officielles grecques, établies *a posteriori* et sanctionnées officieusement par la Société des Nations dans les années 1920, environ 1 205 000 personnes habitaient en 1912 dans la future Macédoine grecque, dont 513 000 Grecs (42,6 %), 475 000 musulmans (39,3 %), 119 000 « bulgarisants » (9,9 %) et 98 000 « divers », en majorité des Juifs (Pallis 1925 : 11-3, SdN 1926 : 163-5). En fait, sur à peu près 1 250 000 habitants, la population chrétienne grecophone de la région ne dépassait pas 360 000 individus (29 % du total), tandis que les musulmans, toutes langues confondues, étaient au moins 450 000 et les chrétiens slavophones entre 250 000 et 300 000. En ce qui concerne la population de la Macédoine ottomane entière en 1912, elle peut être estimée aux alentours de 2 500 000 dont 900 000 musulmans, 900 000 chrétiens slavophones divisés depuis longtemps en trois ou quatre « partis nationaux » rivaux (bulgare, grec, serbe et – à partir du début du XX<sup>e</sup> siècle – macédonien), 360 000 chrétiens grecophones, quelques 100 000 Valaques, entre 70 000 et 90 000 Juifs, des petites minorités de chrétiens albanophones ou turcophones plus un nombre indéterminé de Tsiganes) (Kostopoulos 2002, 2007 : 25-6, 157-66)<sup>4</sup>.

7 La dispersion géographique de l'élément « grec pur », c'est-à-dire grecophone, posait des difficultés supplémentaires pour les architectes de l'irrégentisme grec : la plupart des chrétiens grecophones habitaient le littoral et les provinces de la Macédoine du sud-ouest frontalières de la Grèce ; plus au nord, la présence grecque était confinée à quelques centres urbains, « encerclés » par une campagne plus ou moins slavophone. « *Au nord de la ligne qui relie [les villes de] Kastoria, Niaousta, Salonique, Serres et Drama il n'y a aucune commune grecophone, sauf Meleniko* », constatait par exemple en 1903 le diplomate Ion Dragoumis, un des défenseurs le plus ardents de l'implication politico-militaire de la Grèce dans les affaires macédoniennes (Petsivas 2000 : 623)<sup>5</sup>. Ses remarques sont partagées par la totalité des concepteurs de la politique extérieure hellénique dans leurs analyses confidentielles, en pleine contradiction avec le discours officiel qui mettait l'accent sur l'« hellénisme éternel » de la région. Konstantinos Paparrigopoulos par exemple, père fondateur de l'historiographie nationale grecque et en même temps président de l'Association pour la propagation des Lettres grecques (organisme semi-officiel fonctionnant comme service de renseignements et de pénétration politique vers les territoires irrédents de l'Empire ottoman), constatait aussi en 1884 que, au nord de cette même ligne, « *la langue grecque n'est parlée nulle part comme langue maternelle, exception faite pour Meleniko et en partie pour Nevrokop* » (Paparrigopoulos 1884 : 3c).

8 Malgré cette situation ethnique peu propice à l'irrégentisme grec, la Macédoine était convoitée pour des raisons plutôt « historiques », économiques et – surtout – géostratégiques : elle constituait le corridor indispensable pour l'établissement d'une continuité terrestre entre le royaume grec et ses terres irrédentes dans la Thrace orientale grecophone et Constantinople, la capitale du futur État byzantin reconstitué par la « Grande Idée » (Paparrigopoulos 1884 : 7a-7b). La proposition stratégique de Paparrigopoulos, adoptée par les gouvernements de l'époque et idéologiquement validée – malgré son avis – par la délimitation théorique d'une Macédoine « historique » qui devait être réduite « *aux seuls endroits où l'Hellénisme pouvait se présenter comme prépondérant* » (Paparrigopoulos 1885), était la démarcation de trois « zones » différentes dans la Macédoine ottomane, en allant de l'ouest vers l'est, zones délimitées conformément au degré de l'influence nationale grecque dans chaque région. La zone la plus au nord était considérée comme « *définitivement perdue* » pour l'hellénisme, tandis que la plus méridionale (où la population chrétienne était grecophone ou totalement liée au « parti grec ») fut désignée comme « *purement grecque* » ; la zone centrale, presque totalement « xenophone », constituait enfin l'enjeu principal du conflit national acharné entre les mouvements nationaux grec et bulgare (Paparrigopoulos 1884).

9 La lutte gréco-bulgare pour l'allégeance de la population slave de la Macédoine était surtout une bataille politique, utilisant toutes les modalités d'un jeu partisan classique pour renforcer son « parti » (et affaiblir ou démanteler celui de l'adversaire) dans chaque ville, village ou hameau du pays. Dans la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, cette confrontation politique, de

même que la lutte identique serbo-bulgare plus au nord, se sont transformées en guerre civile entre les partis nationaux rivaux. Le point de rupture fut la révolte avortée d'Ilinden (1903), qui aboutit à la crise ouverte du mouvement autonomiste macédonien et à l'intervention des puissances européennes qui préconisèrent une future « *modification dans la délimitation territoriale des unités administratives* » de la région « *en vue d'un groupement plus régulier des différentes nationalités* » – préconisation que tous les intéressés ont interprété comme le premier pas vers le partage définitif de la Macédoine<sup>6</sup>. En marge de cette lutte politico-militaire, des plans ont été néanmoins dressés à diverses reprises par l'appareil dirigeant grec pour entraîner des changements dans l'équilibre ethnique de certaines régions du pays qui étaient considérées comme importantes du point d'un point de vue stratégique<sup>7</sup>. La première proposition de ce genre a été probablement formulée en 1880 par Athanasios Eftaxias. Envoyé par le gouvernement d'Athènes en Macédoine pour étudier la situation du pays et donner son avis sur la politique nationale à suivre, Eftaxias a rédigé un petit livre de 48 pages, « imprimé à compte d'auteur » et diffusé dans un cercle limité d'initiés. Il y explique que la prépondérance ethnique de l'élément slave dans les provinces macédoniennes ne laisse qu'un seul champ d'action à l'intervention grecque : l'achat massif par des entrepreneurs grecs de *tchifliks* et l'usage musclé de la raison patronale pour forcer leurs cultivateurs slavophones à s'helléniser du point de vue national mais aussi linguistique, grâce aux écoles grecques qui seraient créées et entretenues par les nouveaux propriétaires dans leurs villages. Une fraction du revenu produit par cette entreprise devait financer les activités assimilatrices organisées par un « conseil des citoyens de bonne réputation » basé à Salonique. Le succès économique était considéré comme assuré d'avance, étant donnée la dépréciation de la valeur de la terre et de la main d'œuvre agricole dans la partie européenne de l'Empire ottoman après la guerre russo-turque de 1877-1878 (Eftaxias 1880). Malgré leur originalité, peut-être aussi à cause de celle-ci, les propositions d'Eftaxias n'ont guère influencé le *modus operandi* de l'appareil grec – inertie qui s'explique surtout par le niveau peu élevé du capitalisme grec de l'époque, qui par ailleurs n'a pas encore épuisé son potentiel expansionniste à l'intérieur du royaume, et par l'inexistence des entreprises de grande taille capables d'un effort systématique au-delà des frontières (Hatziosif 1993 : 147). L'existence des propriétaires grecs de *tchifliks* et leur activité en faveur de la cause nationale hellénique resta alors le résultat exclusif d'une « main invisible » de l'État grec guidant les forces purement économiques<sup>8</sup>.

10 Plus radicales encore étaient les propositions faites par Ion Dragoumis, au début du XX<sup>e</sup> siècle. En sa qualité de chargé d'affaires du consulat de Serres, il dressa en décembre 1903 un plan pour l'hellénisation des populations slavophones, centré non pas sur la pénétration scolaire, qui était considérée comme insuffisante, mais sur l'intervention économique et le contrôle de la terre, en envisageant même la colonisation des régions contestées par des « Grecs purs » [*καθαρούς Έλληνας*], c'est-à-dire grecophones. La présence de ces derniers dans les communautés « xénophones » était considérée comme indispensable pour l'assimilation linguistique progressive des autres habitants, à condition que les colons grecophones soient surveillés « pour ne pas perdre eux-mêmes leur langue ». Dans son rapport, Dragoumis reconnaissait les difficultés inhérentes à une telle entreprise : malgré l'abondance des populations grecques « enclines à émigrer », notait-il, la canalisation de cette émigration vers la Macédoine était très difficile à cause des mauvaises conditions de vie prévalant là-bas, mais aussi parce que très peu des Grecs étaient disposés à travailler la terre « comme des serfs » dans les *tchifliks*<sup>9</sup>. La solution proposée était le soutien financier des futurs colons par une banque ou société agricole, après consultation de celle-ci avec le gouvernement grec (Petsivas 2000 : 628-30). Trois ans plus tard, Dragoumis a élaboré ses plans avec encore plus de précision dans un rapport de 22 pages qu'il a rédigé alors qu'il était consul à Dedeağaç (aujourd'hui Alexandroupoli). Dans ce document, des mesures sont proposées pour stopper la « descente graduelle » des populations slavophones vers le sud et les centres urbains de la Macédoine (et de la Thrace), « descente » qui s'opérait depuis des siècles pour des raisons purement économiques, mais qui, avec l'avènement du réveil national bulgare et l'aube de l'ère démocratique en Europe, représentait désormais un danger pour la prépondérance grecque au

sein de la population chrétienne locale. À ces nouveaux venus qui se répandaient « comme une infection ou comme la gale », écrit Dragoumis, l'appareil grec devait opposer une politique de guerre économique menée si possible en coopération avec les autorités ottomanes. Le plan prévoyait entre autres l'interdiction de nouvelles installations de paysans slavophones dans les villes et de l'achat de terre par eux, interdiction motivée officiellement par le danger posé par les *comitadjis* slaves contre l'ordre public ; les *moukhtars* patriarchistes devaient ainsi être incités à refuser de cautionner n'importe quel transfert de terre aux mains de slavophones exarchistes, nouveaux venus ou simplement non enclins à l'hellénisation ; une guerre économique larvée empêcherait, enfin, le développement de ces slavophones déjà installés sur place. Dans les villes, les professionnels slavophones devraient être remplacés par des boulangers et des fourniers épirotes « invités sur place » sans beaucoup de bruit ; aussi discrètement seraient aussi remplacés les domestiques, valets et serviteurs slavophones chez les particuliers ou dans les magasins grecs. Dans la campagne, une Banque agricole irait acheter massivement des terres pour y installer des agriculteurs grecs « locaux ou transférés d'autres territoires grecs ». En général, selon le vocabulaire de Dragoumis, l'idée centrale du projet était de pallier le « manque d'un nombre satisfaisant de Grecs » dans les régions convoitées par le recours généreux à « l'usage de l'argent grec » ; ses promoteurs pouvaient pourtant « aller jusqu'à la violence » pour atteindre leur but (Dragoumis 1906 : 17-22).

11 Le degré avec lequel ces idées furent appliquées dans la pratique reste à clarifier. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le capitalisme grec était certes beaucoup plus extraverti et dynamique que vingt ans auparavant, quand le livre d'Eftaxias avait été « imprimé comme manuscrit » ; les obstacles « techniques », économiques ou purement politiques rencontrés en cours de route restaient néanmoins assez considérables. Dans les archives diplomatiques de l'époque, on trouve souvent des propositions concrètes pour le rachat de tel ou tel *tchiflik*, suivies dans plusieurs cas par la suggestion de l'implantation de « familles grecques » sur place. Le chef du Comité gréco-macédonien d'Athènes, Panagiotis Danglis, cherche par exemple en 1909 « cinquante familles grecques au moins, pour les installer dans les villages de Berantsi et Mogila, propriétés de M. Oikonomou, pour être utilisées comme appui et lieu de résidence aux propagandistes grecs envoyés dans la région de Monastir » ; dans ce même rapport, Danglis propose au ministère des Affaires étrangères le rachat d'une partie du *tchiflik* de Novak, dont le propriétaire était grec, pour effectuer une implantation similaire, justifiée par des raisons d'ordre stratégique (Danglis 1909). Presque simultanément, le consul grec de Serres, Antonios Sahtouris, sonne le tocsin face à la mobilisation des paysans slavophones par l'aile gauche de l'ex-ORIM (Organisation révolutionnaire interne macédonienne)<sup>10</sup>, qui demandait la répartition de la terre aux cultivateurs. Dans cette perspective, qui aurait comme conséquence pour la Grèce « la perte de la zone contestée [de la Macédoine], c'est-à-dire de la question macédonienne », Sahtouris propose aussi l'achat sélectif des *tchifliks* (appartenant à des « nôtres » ou considérés comme « stratégiques » à cause de leur situation), pour les attribuer aux paysans sous des conditions assurant à long terme leur loyauté envers le « parti grec ». La négociation pour la distribution des terres devait ainsi avoir lieu entre le consulat et les chefs des communautés, les paysans n'obtenant la propriété des champs qu'après dix ou vingt ans, durée estimée suffisante pour leur assimilation et pour « la préparation d'une nouvelle génération grecque » dans les villages. Pour faciliter ce processus, le consul envisageait aussi l'installation dans ces mêmes villages « de familles agricoles grecophones de Lazes, de Caucasiens ou d'autres réfugiés » (Pop-Gueorgiev et Shishkov 1918 : 44-8). La possibilité de la colonisation par des Lazes était aussi invoquée par Danglis, dans ces projets pour la région de Monastir (Danglis 1909). La matérialisation de ces plans fut néanmoins assez discutable. On sait, par exemple, que quelques-unes des propositions en cause furent rejetées par les banques sondées pour leur financement, sous prétexte qu'elles n'avaient pas les capitaux nécessaires ou que les prêts hypothécaires sortaient du cercle de leurs activités (Hatziosif 1993 : 159). Un cas assez exceptionnel fut ainsi celui du village d'Elovo (aujourd'hui Elatia), dans le *kaza* de Florina : quand les propriétaires turcs de ce *tchiflik* albanophone annoncèrent à l'automne 1906 leur disposition à le vendre, le consulat grec du Monastir soutint son achat par la communauté patriarchiste locale avec des prêts alloués par la Banque d'Orient sous garantie de l'État

grec ; cette intervention était considérée comme vitale pour le maintien du rapport des forces dans la région, étant donné que les champs du *tchiflik* étaient aussi convoités par les paysans slavophones des villages voisins Dolno Kotori (aujourd'hui Kato Ydroussa) et Koutchkoveni (aujourd'hui Perasma). Le *tchiflik* fut finalement acheté en deux phases, en 1907 et 1909, et quinze familles albanophones du village voisin Belkamen (aujourd'hui Drosopigi) y furent installées après 1909 (Giagiorgos 2000 : 143-4 ; Musée de la lutte macédonienne 1997 : 310-2 ; Dimaras 1909).

- 12 Si le manque relatif de crédits disponibles de la part de l'État grec (engagé, dans le même temps, dans un effort politico-militaire de grande envergure pour la reconstitution du « parti grec » décimé en Macédoine après la révolte d'Ilinden) peut expliquer les limites de l'implication étatique dans l'achat des *tchifliks*, l'absence de l'initiative privée dans ce domaine doit être surtout attribuée au climat politique et social instable créé par la révolte des paysans slavophones encadrés par le guérilla de l'ORIM. D'après les *Mémoires* de Periklis Argyropoulos, à l'époque membre de la direction du Comité gréco-macédonien d'Athènes, « l'occasion était unique » grâce à la baisse des prix des terres et l'encouragement de l'installation des Grecs parmi la population slavophone de la part des autorités ottomanes ; cette même conjoncture a cependant empêché le financement de l'entreprise par des sources privées : « La question de recherche des capitaux était posée ; peut-être pouvait-on trouver de l'argent en Égypte. On a fait des efforts, mais l'affaire n'a pas marché. Il n'était pas facile pour des entrepreneurs de venir s'installer dans un pays en état de révolution » (Argyropoulos 1970 : 57).
- 13 Il faut noter ici que des problèmes similaires ont troublé, dans le même temps, les efforts du camp adverse dans le même domaine. La distribution immédiate de la terre aux cultivateurs fut surtout le slogan de l'aile gauche de l'ORIM, qui a en vain essayé d'imposer une réforme agraire radicale par le moyen de la mobilisation paysanne (Sahtouris 1909). Le programme des nationalistes bulgares des Clubs constitutionnels, par contre, excluait explicitement toute possibilité d'expropriation massive des terres, mettant plutôt l'accent sur la protection des droits de propriété des paysans et le retour des terres saisies par des beys musulmans après la révolte de 1902-1903 (SBKK 1910 : 97-111 ; Tomov 1946 : 59 ; Hristov 1964 : 173-4). Un projet de l'Exarchat bulgare, pour la création d'un « Fonds *tchifliks* » destiné à l'achat des terres et à leur distribution aux paysans slavophones aux conditions favorables, échoua lui aussi quand deux métropolitains détournèrent l'argent pour se procurer des immeubles de luxe pour leur propre logement (Laftchiev 1994 : 104-5, 111). L'acquisition des champs par des paysans ordinaires, là où elle s'est produite avant les guerres balkaniques, fut donc l'œuvre de l'initiative « privée » des familles élargies locales, et grâce à l'argent des émigrants aux États-Unis, qui profitèrent de la situation pour forcer des propriétaires musulmans à leur vendre quelques lopins à des prix avantageux (Karavidas 1931 : 212, 221 et 223 ; Razboinikov 1913 : 51-8).
- 14 Dans les villes, le programme de Dragoumis était appliqué beaucoup plus systématiquement par l'appareil grec. C'est surtout à Salonique, ville où l'élément grec prédominait sur l'élément slave mais était clairement en minorité face aux communautés israélite et musulmane<sup>11</sup>, que l'« Organisation grecque », dirigée par Athanasios Souliotis, a livré une guerre économique et organisé un terrorisme politique pour bloquer la progression de l'« ennemi » sur le terrain social. Comme but principal, l'organisation a posé « la réaction à l'installation des Bulgares dans la ville et la neutralisation de ceux qui s'y trouvaient déjà » (Souliotis 1907 : 12). Entre autres, des lots de terre furent achetés pour l'installation de 15-20 familles grecophones au centre du quartier purement exarchiste de Kilkis Mahala et l'édification d'une église patriarcale dans le quartier, également exarchiste, d'Aghia Triada. La reconnaissance officielle d'un troisième quartier bulgare dans le faubourg de Çavuş Monastir était entravée, grâce au blocage par l'organisation de tout achat d'immeuble par des exarchistes, action qui a empêché la concentration des 40 familles exarchistes (propriétaires de leur domicile) nécessaires pour une telle reconnaissance de la part des autorités et la désignation d'un *moukhtar* particulier du *mahalle*. L'activité professionnelle des commerçants, professionnels et travailleurs exarchistes fut aussi compromise par le

déclenchement d'une guerre économique totale, commencée par une campagne terroriste intracommunautaire (« punition » des Grecs qui faisaient des transactions économiques avec des « schismatiques ») pour acquérir vite sa propre dynamique, avec la participation spontanée des couches sociales qui en tiraient des avantages (comme par exemple les maçons grecs, qui ont ainsi délogé du marché leurs concurrents bulgares). La tendance des commerçants grecs de la ville à étendre ce boycott contre la communauté israélite de la ville fut au contraire repoussée par les dirigeants de l'organisation, qui estimaient que la neutralité – au moins – de l'élément juif était indispensable pour le succès de leur entreprise (Souliotis 1907). Des propositions similaires, pour une « guerre économique sourde et systématique » contre la présence juive à Kavala, étaient cependant faites en septembre 1907 par le vice-consul grec de cette ville à majorité grecque, pour contenir l'installation de familles israélites dans la ville et sa transformation en « une seconde Salonique » (Souidas 1907). Le développement d'une communauté bulgare à Kavala, la présence même de commerçants et de travailleurs slavophones dans la ville, furent d'ailleurs empêchés par des mesures violentes. Après consultation entre les représentants diplomatiques de Grèce et les autorités locales, les résultats du recensement officiel ottoman de 1905-1906 furent aussi falsifiés, avec l'inscription de 206 Bulgares seulement (tous désignés comme « travailleurs de passage »), quand leur nombre réel était estimé aux alentours d'un millier et beaucoup d'entre eux étaient des résidents permanents (Musée de la lutte macédonienne 1997 : 255-6)<sup>12</sup>.

15 Plus meurtriers furent les massacres aveugles perpétrés par les bandes grecques contre des slavophones sans armes qui travaillaient comme journaliers agricoles, meuniers, bûcherons, charbonniers ou faucheurs dans les régions grécophones du sud de la Macédoine. Presque une centaine de ces « Bulgares » furent noyés dans le rivièrè Aliakmonas en mai 1905 (Karavas 1999 : 325-6 et 2006 : 267-9), vingt-cinq autres tués à Isvor (Chalcidique) en novembre 1907 et une quinzaine égorgés devant leurs enfants aux alentours de Katerini en février 1907 (Dakin 1966 : 313-4 ; BPP 1908 : 20 ; Direction historique de l'armée 1979 : 269) ; les incidents moins sanglants étaient plus fréquents (Kakavos 1972 : 131, 150, 167 et 168). Si des raisons de sécurité ont parfois été invoquées pour justifier les tueries de ce genre, leur justification la plus fine fut cependant celle énoncée par un journaliste anglais à la solde du gouvernement grec : « Du point de vue des Grecs », écrit dans son livre Allen Upward, « ces manœuvriers sans armes étaient l'avant-garde d'une armée d'invasion, qui venait pour occuper et annexer le territoire grec. S'ils avaient essayé d'entrer dans le Royaume de Grèce, ils auraient été repoussés de la même façon que les immigrants chinois sont repoussés par les États-Unis ; des méthodes aussi pacifiques sont néanmoins impossibles quand le gouvernement se trouve dans les mains de quelqu'un d'autre » (Upward 1908 : 107)<sup>13</sup>. D'après le bilan du consulat grec de Salonique pour l'année 1908, l'action des bandes grecques dans la péninsule grécophone de Chalcédoine réussit à « écarter la descente des ouvriers bulgares qui avait lieu autrefois » (Rapport 1908 : 30). Le règlement des bandes opérant dans cette même région percevait d'ailleurs clairement comme leur devoir principal l'interdiction forcée de « tout contact [des habitants] avec des Bulgares, des Roumains, des bandits ou autres éléments criminels sous peine de mort » ; la bande devait être mise au courant de la présence de telles personnes dans chaque agglomération par le chef du comité du village, qui était aussi responsable de leur arrestation immédiate (Laourdas 1961 : 68-9, 72).

16 Encore plus ambitieux, un projet de colonisation de la Macédoine ottomane par des Grecs de Bulgarie, chassés de leurs domiciles par le pogrom anti-grec de 1906<sup>14</sup>, resta néanmoins lettre morte. À cette fin, le consul grec de Salonique avait même sondé l'inspecteur général de la Macédoine, Hilmi Pacha, obtenant son accord pour ces implantations<sup>15</sup>. « Je pense que toute l'affaire doit être poursuivie sans trop de bruit », peut-on lire dans son rapport adressé au ministère des Affaires étrangères, « pour placer des Grecs, des agriculteurs surtout, à des points stratégiques afin de couper la continuité des populations bulgarophones. Pour cela on a besoin de dépenses véritables, parce que les immigrants n'accepteront jamais de servir dans des *tchifliks*, mais ils seront attirés s'ils comptent sur l'acquisition des terres. [...] Il n'y a aucun doute que cette mesure renforcera étonnamment l'Hellénisme » (Coromilas 1906). Malgré tout l'enthousiasme, et les incitations officielles des émigrants potentiels par les autorités



consulaires grecques à s'orienter vers la Macédoine ou la Thrace ottomane (Zalokostas 1908), il semble pourtant que les Grecs quittant la Bulgarie n'avaient pas envie de se trouver encore une fois dans une situation trop proche du conflit qui les avait contraints à s'expatrier. Aucune installation des Grecs de la Roumélie orientale n'est par conséquent enregistrée dans les régions de la Macédoine proches de Salonique avant 1912, et il semble encore moins possible que de pareilles implantations aient eu lieu dans des endroits plus éloignés et moins sûrs ; les « colons » en cause ont préféré s'installer à Athènes ou dans la plaine fertile de Thessalie (Maravelakis-Vakalopoulos 1955). Quelques uns d'entre eux seront pourtant transférés plus tard, dans les années 1920, en Macédoine « pour des raisons démographiques » (Maravelakis-Vakalopoulos 1955 : 175-6).

## II. DU BON USAGE DES ÉPURATIONS ETHNIQUES (1912-1925)

### Guerres de libération (1912-1913)

- 17 Les guerres balkaniques de 1912-1913 aboutissent à l'incorporation de la moitié de la Macédoine dite « géographique » au Royaume de Grèce. Pour l'irrédentisme grec, c'était une grande victoire, équivalent à la réalisation de 90 % de ses aspirations les plus avancées sur le territoire macédonien. De toutes les régions qui étaient convoitées, une bande de terre de moins de 20 kilomètres, au nord de la frontière, restait seulement hors des « Nouvelles Provinces » grecques<sup>16</sup>. Cette victoire était pourtant assombrie par l'insécurité régnante, véritable menace pour la stabilité du nouveau régime, et par la possibilité d'une révolte nationaliste des populations « étrangères » du pays (Kostopoulos 2002). En novembre 1913, cette possibilité était corroborée par l'accord entre le Comité jeune-turc et l'ORIM pour une action armée coordonnée contre les « occupations » grecque et serbe de la Macédoine. Comme d'habitude, cet irrédentisme était alimenté par l'existence de dizaines de milliers de réfugiés, qui espéraient (mais ils en étaient empêchés) revenir dans leurs foyers. La colonisation de la nouvelle province avec des « Grecs purs » était donc considérée comme indispensable pour le renforcement des « éléments loyaux » et la consolidation de son appartenance à l'État grec.
- 18 Pendant les guerres balkaniques, des atrocités furent commises par tous les belligérants contre la population civile « de l'adversaire » dans les zones occupées, produisant l'exode de dizaines de milliers de réfugiés. D'après des statistiques grecques officielles (mais tenues secrètes)<sup>17</sup>, quelques 45 000 « Bulgares » et presque 20 000 Musulmans ont fui la Macédoine grecque avant la fin des hostilités. 14 544 « Bulgares » et environ 60 000 Musulmans sont partis dans l'immédiat après-guerre (1913-1915), avant le débarquement des forces de l'Entente et la transformation de la région en champ de bataille de la Première Guerre mondiale<sup>18</sup>. Du point de vue géographique, la plupart de ces réfugiés provenait de la Macédoine centrale (23 000 « Bulgares » et 45 000 Musulmans) et Orientale (20 000 « Bulgares » et 33 500 Musulmans) ; la Macédoine occidentale était au contraire relativement épargnée pour ce type de déplacements (seuls 707 « Bulgares » et 4 234 Musulmans partis entre 1912 et 1915). En même temps, 161 272 réfugiés grecs et 44 000 Musulmans étaient venus s'installer en Macédoine après avoir quitté leurs foyers dans la « nouvelle Bulgarie » (région de Pirin et Thrace occidentale), la Thrace orientale, l'Asie Mineure et – dans une moindre proportion – le Caucase<sup>19</sup>.
- 19 Dans quelle mesure cet exode était-il non seulement voulu mais aussi dû à des planifications antérieures ? On ne peut, bien sûr, pas nier la violence des armées « libératrices » : des villes entières, comme la partie musulmane de Yenice (aujourd'hui Giannitsa), Kilkitch / Kukuş (aujourd'hui Kilkis)<sup>20</sup>, Serrès ou Nigrita périrent dans les flammes pendant les hostilités ; d'autres comme Melnik furent incendiées par leurs habitants qui partirent pour ne jamais revenir ; des quartiers « ennemis » dans des villes ou des villages mixtes ont également été saccagés, parfois réciproquement, par le groupe ethnique ou le parti national victorieux du moment (Kostopoulos 2007 : 35-59, Dotation Carnegie 1914). Il faut cependant pouvoir distinguer entre trois types de violence : la violence produite dans le cadre (et comme conséquence inévitable) des hostilités, celle qui ressort des haines réciproques accumulées dans un passé plus ou moins récent, et la politique organisée d'épuration ethnique pratiquée

par les belligérants. Dans le cas des atrocités commises par l'armée ou des civils armés grecs contre la population musulmane pendant la première guerre (1912-1913), la documentation disponible ne permet pas d'émettre une telle hypothèse : des villages sont anéantis et des paysans « turcs » sont fusillés (ou simplement massacrés) dans la fureur de la bataille ou en représailles, après avoir résisté à l'avancée de l'armée grecque dans la région de Kozani – Kailar (aujourd'hui Ptolemaida) en novembre 1912 et / ou après avoir détruit des villages chrétiens. Il existe aussi des cas de violences perpétrées à des fins différentes, comme la vengeance personnelle, le viol ou le pillage ; il manque cependant la volonté de la part des autorités militaires grecques de forcer la population musulmane à s'enfuir. Même le prince Constantin, général en chef de l'armée grecque et futur roi du pays, dans sa correspondance particulière, exprime des sentiments de pitié pour les épreuves des civils « turcs » (Constantin 1925 : 83-4). Ce qui n'est du tout le cas avec le second ennemi, le Bulgare, dont les « représentants locaux » étaient considérés dès le début comme un problème démographique à résoudre. Cette attitude envers les Musulmans doit être plutôt attribuée à la mentalité dominante de l'époque dans la région, en ce qui concerne le destin des Musulmans des pays « libérés » : considérés comme incapables de vivre sous la domination chrétienne, ils allaient tôt ou tard partir pour ce qui restait de la « Turquie » ; nul besoin donc d'avoir recours à l'usage d'une violence qui pourrait compliquer les choses. De plus, dans le cadre de la guerre diplomatique latente entre les alliés pour le partage du butin, le gouvernement grec a œuvré pour obtenir l'appui des élites musulmanes locales (qui se sentaient en danger face à leurs métayers slavophones mobilisés par l'armée bulgare ou les bandes de l'ORIM) pour qu'ils se déclarent publiquement en faveur de l'incorporation de leur pays à l'État grec, au lieu de la Principauté bulgare<sup>21</sup>.

20 Les desseins du commandement grec envers la population slavophone (et surtout exarchiste) était tout à fait différents. Ainsi, dès le mois de décembre 1912, c'est-à-dire six mois avant le déclenchement final des hostilités entre les ex-alliés, le prince Constantin déclarait à son environnement que « le seul titre dont il rêvait était celui de tueur de Bulgares » (Danglis 1965 II : 57). Un document rédigé pendant les premiers jours (ou même heures) de la deuxième guerre balkanique, en juin 1913, est très édifiant sur la planification de l'attitude de l'armée grecque envers les populations chrétiennes slavophones de la zone des opérations. Il est signé par le commandant Konstantinos Mazarakis, ancien chef de bande en Macédoine sous le nom de guerre « Kapetan Akritas », désormais à la tête des bandes des « scouts » irréguliers faisant partie de l'armée hellénique. En bref, Mazarakis classifie les villes et villages du champ de bataille par langue maternelle mais surtout par leur appartenance à l'un ou à l'autre « parti national », indiquant par exemple des villages « sur lesquels on peut s'appuyer », ceux où il existe des « factions pro-grecques fanatiques ». On fait la distinction entre agglomérations « bulgarisantes » [βουλγαροζονταχωρία] et celles qui « macédonisent » [μακεδονίζουσι] ou entre villages « macédonophones hellénisés par l'école » et leurs voisins qui constituaient des « centres de propagande bulgare depuis toujours » ; le rédacteur du document va jusqu'à signaler quelques villages parmi les « bulgarisants fanatiques » de la plaine de Kilkis qui appartenaient, comme *tchifliks*, à des propriétaires grecs et disposaient « de surveillants en majorité fiables » (Mazarakis 1913). Ce document est analysé dans ce dossier de l'EJTS par Leonidas Embirikos. La plupart des villes et villages (ou des groupes de villages), classifiés ici comme résolument ennemis, ont été détruits par l'armée grecque et ses auxiliaires pendant les hostilités. La plus grande victime de cette politique fut la ville de Kilkis (ou Kukuş), habitée totalement par des exarchistes slavophones et détruite par l'armée grecque le soir même de sa « libération »<sup>22</sup>. Malgré les versions officielles, selon lesquelles Kilkis avait été incendiée soit par accident pendant la bataille soit par ses habitants avant leur fuite en Bulgarie, l'évènement fut salué avec exclamations par l'appareil de propagande nationaliste de l'époque : « Kilkis, le nœud des bandits, le centre des *comitadjis*, le cœur des cannibales, la patrie de Daneff [*i.e.* Premier ministre bulgare], c'est fini ! », lit-on par exemple dans une description populaire de la guerre (Anonyme 1913 : 9). Encore plus éloquente est la description par le général Alexandros Mazarakis, frère de Konstantinos, de ses sentiments (et ceux de ses collègues) face à la destruction de la ville par le feu : « Notre joie était grande », écrit-il dans ses *Mémoires*,

« non seulement pour la victoire, mais aussi parce que Kilkis était considérée depuis longtemps comme la ville bulgare la plus fanatique » (Mazarakis 1948 : 51)<sup>23</sup>.

## L'après-guerre immédiat (1912-1915)

- 21 Les guerres balkaniques terminées, un débat public s'est exprimé dans la presse et le Parlement de Grèce sur l'avenir de la Macédoine, entre défenseurs de la proposition officielle du ministère des Affaires intérieures (qui prévoyait la soumission de la région à un régime d'exception pour deux ou trois décennies, et qui était basée sur le précédent roumain de la Dobroudja du Nord) et les partisans de son assimilation totale et rapide dans l'État grec. Parmi les arguments avancés par les défenseurs de la première option, le plus courant était – naturellement – la composition ethnique défavorable de la population macédonienne, les « tendances séparatistes » entre nationalités ainsi que leur passé de luttes armées et de massacres réciproques. Le Premier ministre Venizélos s'est publiquement prononcé en faveur de l'assimilation totale. Seule exception : au niveau de l'administration locale, l'élection des chefs de commune par les habitants fut suspendue provisoirement – en fait, jusqu' à 1925<sup>24</sup>.
- 22 La réhabilitation des réfugiés a offert une possibilité de plus pour la transformation du territoire ethnique selon les nécessités nationales et sécuritaires du royaume. La raison d'État qui a guidé l'action de l'administration est parfaitement analysée par le commandant Athanasios Exadaktylos, cadre de l'état-major de l'armée, dans un rapport rédigé moins de deux mois après la fin des hostilités. Rappelant à ses lecteurs que « cette question est étroitement liée à des raisons militaires et ethniques », il désigne sur la carte une région étendue de la frontière jusqu'aux alentours de Salonique et « peuplée, à quelques exceptions près, par des populations de langue et de nationalité étrangères ». Ensuite, la région est divisée en trois zones, chacune avec une composition ethnique différente (A : « presque exclusivement des Musulmans », B : « Bulgares », C : « Musulmans et Bulgares, les premiers étant en majorité »)<sup>25</sup>. « Le changement du caractère ethnique de la zone ABC par des mesures diverses », lit-on, « est urgent pour atténuer le désavantage politique et militaire d'avoir sur la zone frontalière exclusivement des populations inamicales ou même ennemies ». Pour en arriver là, Exadaktylos a proposé l'exclusion des réfugiés musulmans de toute agglomération au nord et à l'est de Salonique (ils devaient être transférés dans le sud de la Macédoine ou plutôt en Thessalie) et le peuplement de chaque zone par des groupes de colons spécifiques: « Dans la partie A [Musulmans, région de Drama et de Chari Chaban] il faut installer des réfugiés grecs qui proviennent de la Thrace occidentale, comme ils parlent la langue grecque et ils pratiquent la même agriculture [probablement le tabac]. Dans la partie B, peuplée par des Bulgares [environs de Demir Hissar], il faut installer les grécophones de Meleniko et ceux de la Thrace occidentale qu'il ne serait pas possible d'établir dans la zone A. Dans la partie C [Musulmans et Bulgares, Kilkis et environs], il faut installer ceux de Strumica et de ses villages, ainsi que ceux de Petritch » – ce dernier groupe étant composé uniquement de patriarchistes slavophones. L'État devait enfin faire barrage à chaque tentative de fuyards slavophones de la guerre pour regagner leurs domiciles. Cette interdiction devait être appliquée contre les ex-métayers et ouvriers agricoles des *tchifliks*, car ceux-ci constituaient un double danger, du point de vue non seulement national mais aussi social : sous le régime ottoman, « la plupart des sans-terre étaient parmi les éléments les plus turbulents », auxquels « la propagande bulgare avait inspiré des idées révolutionnaires et socialistes » avec, comme résultat, « la création plusieurs fois de questions agricoles » (Exadaktylos 1913 : 5-6). À peine formulée, cette imbrication de menaces « nationale » et « sociale » devient une constante du discours étatique sécuritaire dans les décennies suivantes.
- 23 Le commandant Exadaktylos n'était naturellement pas le seul à soutenir le peuplement organisé de la Macédoine. D'autres cadres administratifs ont également pris la parole pour appuyer ce projet. Efthymios Boudonas par exemple, directeur du Bureau d'éducation publique de Salonique et ancien inspecteur général des écoles grecques en Macédoine avant 1912, soutient en avril 1914 que « le mixage systématique des grécophones dans la région de langue étrangère accélérera énormément l'hellénisation du pays ». Ses modèles sont les villes de Serres et de Niaousta (aujourd'hui Naoussa), où l'existence d'un noyau grécophone

considérable a permis l'assimilation linguistique d' « une multitude de gens de langue étrangère, venus en famille des alentours pour s'installer » dans la ville. Par contre, il rappelle que les villes non grecophones de Florina, de Monastir, de Korçë ou de Vodena (aujourd'hui Edessa) ont prouvé qu'elles étaient incapables, non seulement d'helléniser les immigrants mais aussi de s'helléniser linguistiquement elles-mêmes, malgré l'existence de très forts « partis grecs ». Avec l'implantation des réfugiés, l'État peut ainsi « multiplier ces îlots assimilateurs » dans l'arrière-pays macédonien (Boudonas 1913 : 3). Quelques temps après, le représentant de l'administration à Magiadağ ne peut pas dissimuler son soulagement quand, dans une région où, jusqu'à la fin des guerres balkaniques, il n'existait que des Turcs et des Chrétiens bulgarophones exarchistes, sans « aucun Grec grecophone », et où le parti grec était représenté par « de rares Grecs bulgarophones, de sentiments douteux dans leur majorité ou de semblables salariés qui suçaient la richesse nationale », « la situation ethnique a été modifiée à hauteur d'un tiers de la population » grâce à l'installation de quelques 4 500 « Grecs fervents » de Thrace et du Caucase. La ligne de la frontière était désormais « habitée par des réfugiés de notre race » (ομογενείς) (Konstantinidis 1914). Il semble, pourtant, que des voix se soient aussi élevées contre l'encouragement de l'émigration des Grecs de la Bulgarie vers la Macédoine. Quelques jours seulement après le traité de Bucarest, en août 1913, le journal prestigieux d'Athènes *Akropolis* a été obligé de publier deux articles successifs pour rejeter l'idée que l'exode des Grecs entraînerait la perte éternelle pour la Grèce de leurs pays d'origine incorporés à la Bulgarie. La protection nécessaire de la frontière y était aussi invoquée, avec comme modèle le peuplement allemand de la Pologne (Koutoupis 1913).

24 Malgré l'abondance relative des futurs colons, l'application pratique du programme devait pourtant surmonter trois obstacles sérieux : le manque de crédits, la résistance passive d'une partie des intéressés (qui, provenant des milieux urbains, n'avaient pas toujours envie de s'installer dans les provinces) et surtout l'instabilité politique intérieure et internationale généralisée après le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Des 117 548 réfugiés énumérés par la direction des Domaines de l'État du ministère des Finances en 1916, plus d'un tiers se trouvait ainsi installés à Salonique (pratique qui, néanmoins, ne contrevenait pas au besoin d'helléniser la capitale cosmopolite de la Macédoine grecque). Les autres étaient installés dans 343 villes et villages, la plupart dans les régions où il y avait des maisons désertées par leurs anciens habitants musulmans ou slavophones ; en tout, les services responsables du logement des réfugiés n'ont bâti jusqu'au printemps 1916 que 834 nouvelles maisons dans 9 agglomérations, dont 433 en Macédoine orientale et 295 dans la ville reconstruite de Kilkis, pour héberger une partie des réfugiés de Strumica (Direction des Domaines de l'État [DDE] 1916 : 7 et 22-32 ; Kanaginis 1918 : 19). Hors de Salonique, la majorité immense des réfugiés habitait en 1915 les régions de la Macédoine centrale (plus de 30 %) et surtout orientale (plus de 50 %), tandis que dans la Macédoine occidentale, éloignée du front éventuel d'une guerre avec la Bulgarie ou la Turquie, on a installé moins de 3 % du total. En général, on constate que les instructions du commandant Exadaktylos ont été plus ou moins suivies : les anciens habitants de Strumica et Dedeağaç étaient établis dans la région de Kilkis, ceux du Pirin à Demir Hissar et ses alentours ; quand aux réfugiés de Xanthi, on les a installés dans les plaines de Drama et de Chari Chaban (DDE 1916 : 5 ; Pallis 1915 : 1). Les deux tiers des Grecs (*Rum*) de l'Asie Mineure arrivés en Macédoine après le pogrom anti-grec organisé par les Jeunes-Turcs en 1914 ont de leur côté préféré rester dans la ville de Salonique (Pallis 1915 : 1). La docilité de tous les nouveaux venus à se soumettre aux impératifs de la colonisation n'était pourtant pas acquise. Peu de temps après leur débarquement à Salonique, par exemple, les premiers immigrants grecs du Caucase ont contacté le consul russe de la ville, demandant leur rapatriement en Russie (Xanthopoulou-Kyriakou 1996 : 284). Une analyse rétrospective de l'entreprise, rédigée en 1918 par le directeur de Peuplement, précise d'ailleurs qu'il a fallu des mesures sévères pour « extirper les mauvaises habitudes » et « minimiser les déplacements arbitraires et sans raison des réfugiés hors de leurs campements » (Kanaginis 1918 : 4, 18). Les aspects répressifs de la colonisation ne se limitaient cependant pas à la mise au pas des réfugiés indociles. En 1914 déjà, le représentant gouvernemental dans l'arrondissement de Kato Thodoraki informait son supérieur que les réfugiés installés dans

sa région étaient « devenus littéralement un fléau pour leurs voisins non-grécophones ». Il demandait ainsi le renforcement de la gendarmerie locale, pour parvenir à « la restriction des délits des réfugiés » contre les slavophones et la protection des biens de ces derniers (Haralambidis 1914 : 37)<sup>26</sup>. Il n'était pas le seul à constater que la pression exercée par les réfugiés était le facteur déterminant qui poussait les Slaves macédoniens à s'expatrier (Kontogiorgi 2006 : 204-5). Il faut noter enfin que le traitement inégal en faveur des réfugiés était sanctionné par la politique officielle de l'État. Selon la loi 350 votée en 1914 pour régler « l'établissement des colons de notre race [ομογενείς] en Macédoine et ailleurs », chaque famille de colons allait recevoir des lots de terre « entiers », tandis que l'allocation de terre aux familles de métayers ou des travailleurs agricoles indigènes dans les (mêmes) *tchifliks* expropriés dépendait du capital productif qu'elles avaient à leur disposition<sup>27</sup>.

## La Grande Guerre et l'après-guerre (1915-1922)

25 Entre 1915 et 1918, la Macédoine grecque a été broyée, comme le reste de l'Europe, dans l'abattoir de la Première Guerre mondiale. Les parties centrale et occidentale de la région ont été occupées par les forces de l'Entente, la partie orientale par les armées allemande et bulgare. Toute activité de réhabilitation des réfugiés a été donc *de facto* suspendue. De plus, des dizaines de villages ont été détruits ou simplement évacués par les belligérants et les opérations militaires ont généré des dizaines de milliers de nouveaux réfugiés.<sup>28</sup> Dans le sillage de ces opérations, il y a eu aussi des règlements de compte de tout genre. Après la réoccupation de Florina par l'armée française en 1916, par exemple, les troupes irrégulières grecques qui faisaient parti des forces de l'Entente ont fusillé massivement des habitants « bulgarisants » ou musulmans de la ville et de ses environs (Grigoriou 1916 ; Modis 1950 : 241-2). De l'autre côté du front, l'occupation bulgare de la Macédoine orientale a eu comme résultat quelques centaines des « morts violentes » et environ 30 000 morts de faim. La commission spéciale constituée par les Alliés pour enregistrer les atrocités de l'adversaire a attribué ces derniers à une politique planifiée, « résultat des intentions criminelles du gouvernement bulgare » qui, par « une famine voulue, organisée, entretenue et exploitée [...] n'a fait mourir de faim que ceux dont il voulait la disparition » pour « falsifier l'ethnologie » du pays (Commission interalliée 1919 : 8, 431). Pourtant, ni l'identité ethnique des victimes ni leur orientation nationale ne justifiaient en fait de tels résultats : l'analyse minutieuse des informations détaillées contenues dans le rapport de la Commission interalliée (et dans celui d'une autre commission, purement grecque, composée de professeurs de l'université d'Athènes) montre que les résultats catastrophiques de la famine de 1917 étaient plus liés à des caractéristiques de la production agricole locale ou à la position sociale des victimes qu'à des desseins d'épuration ethnique.<sup>29</sup> Au contraire, des critères basés sur l'appartenance ethnique et nationale ont clairement surdéterminé les expulsions (et la soumission à des travaux forcés) d'une grande partie de la population grecque après l'entrée en guerre officielle de la Grèce contre la Bulgarie, en juin 1917. Au total environ 28 000 personnes furent « expulsées », dont quelques milliers ont péri de faim et des conditions inhumaines de leur traitement<sup>30</sup>. De plus, pendant la première phase de l'occupation bulgare (1916), la petite ville « grécisante » de Bayraklı Cumaya (aujourd'hui Irakleia) et deux villages éloignés de la frontière – l'un valaque et l'autre slavophone avec une forte présence du « parti grec » – ont été détruits par l'armée bulgare, leurs habitants transférés en Bulgarie pour des raisons évidemment « démographiques » (Kostopoulos 2007 : 288-9).

26 La victoire de l'Entente et la récupération de la Macédoine orientale en 1918 ont offert aux autorités grecques une seconde occasion pour transformer la matrice ethnique des régions qui étaient considérées comme le plus « problématiques ». En Macédoine occidentale, une première mesure justifiée par les circonstances fut l'arrestation des habitants slavophones qui avaient suivi l'armée bulgare dans sa retraite en 1916, puis étaient retournés dans leurs foyers après la fin des hostilités. Les services de sécurité ont ensuite procédé à un premier tri, déférant devant les cours martiales celles des personnes arrêtées qui étaient suspectées d'avoir commis des actes contre la souveraineté grecque ; quand aux autres, qui n'étaient accusées que de fuite devant l'avancée des forces de l'Entente, elles devaient être expulsées après une

procédure sommaire (Iliakis 1920 : 61-2). Des procédures encore plus redoutables ont été utilisées dans le reste de la Macédoine grecque, une ordonnance secrète du quartier général de l'armée prévoyant, en décembre 1918, l'arrestation massive des « personnes suspectées d'être touchées par le bulgarisme » [υπόπτωνβουλγαροπλήκτωνατόμων] et leur expulsion au-delà des frontières. Selon un rapport du 2<sup>e</sup> corps militaire basé à Salonique (23.1.1919), des arrestations de « personnes suspectes » furent menées « par étapes et méthodiquement, afin qu'aucun éclat ne se produise et que les autorités françaises locales ne comprennent rien de nos actions ».

27 Les arrêtés étaient transférés par le train à Salonique, où une direction spéciale de l'armée était chargée de leur refoulement (Prantounas 1919 : 2 ; 2<sup>e</sup> corps militaire 1919 : 1). Le ministère des Affaires militaires a de son côté suggéré en avril 1920 que l'émigration des familles bulgarophones macédoniennes dont les chefs se trouvaient déjà en Bulgarie était dans l'intérêt de la Grèce et ne devait donc pas être empêchée par les autorités (Armée de Thrace 1920). Cette activité invisible était accompagnée par des suggestions centrées sur la nécessité d'un changement radical de la démographie ethnique du terrain – changement qui pouvait être effectué par la déportation des populations « bulgarisantes » (ou simplement slavophones) et la colonisation de leurs terres avec des familles grecophones venues d'autres provinces du pays (Iliakis 1920 6 : 95-7 ; Pradounas 1919 ; Modis 1920). Il y avait cependant des divergences entre les différentes propositions, sur la fonctionnalité et l'envergure de chaque mesure à prendre. Le remplacement par exemple des agriculteurs slavophones des plaines de la Macédoine occidentale par des colons grecophones de la Grèce du Sud, envisagée par le colonel Mazarakis en 1919, était rejetée par le gouverneur général de la région, Ioannis Iliakis, pour des raisons politiques et sociales mais aussi économiques : une telle mesure, selon lui, ne priverait pas seulement le pays d'une nouvelle génération slavophone qui serait infiniment plus loyale que leurs aînés. Elle risquait également de provoquer le déclin de l'agriculture locale, parce qu'il y avait peu de chances de trouver des colons qui pourraient s'acclimater aux conditions difficiles de la région. Par contre, Iliakis pensait que des déportations « exemplaires » devaient être organisées publiquement, visant des familles entières dont les chefs étaient considérés comme dangereux pour la sécurité publique, afin de « terroriser tous ceux qui pourraient réagir » à la politique d'assimilation. De petites colonies grecophones pouvaient aussi être implantées sans bruit, là où il y avait des terres disponibles, pourvu que le responsable en tête du projet assimilateur ait les mains libres pour assumer une telle entreprise (Iliakis 1920 : 95-7, 62, 111). Directeur de la préfecture et futur représentant parlementaire de Florina, Georgios Modis se montrait en même temps plutôt intéressé pour construire sur place des appuis sociaux par la création de nouveaux clivages à l'intérieur des communautés slavophones : après avoir reconnu que la densité de la population locale ne permettait pas la colonisation de la région à grande échelle, il proposa la relégation de 10-15 familles de chaque village « bulgarisant », « choisies parmi les plus fanatiques », et la confiscation de leurs fortunes immobilières ; si on ne pouvait pas trouver de colons grecs pour s'y installer, les lopins de terre des expulsés devaient être vendus aux enchères pour créer une classe de propriétaires ayant un intérêt matériel à résister à chaque tentative de retour au *statu quo ante*. Dans le même temps, il était possible d'attirer des colons des territoires voisins restés sous domination serbe : la ville de Florina serait peuplée par des habitants grecisants de Monastir ou des valaques patriarchistes des bourgs de Tirnovo, Megarovo, Nizopol et Krushevo, tandis que dans la zone frontalière il faudrait installer des paysans (slavophones mais farouchement pro-grecs) des villages de Morihovo. Le mécanisme de colonisation pouvait d'ailleurs fonctionner aussi en sens inverse, avec le transfert massif des familles slavophones vers les nouveaux territoires grecs de l'Asie Mineure (Modis 1920). Le transfert de la fortune immobilière des familles expulsées à des « gens excellents avec des sentiments nationaux prouvés » était aussi suggérée par la 4<sup>e</sup> division de l'armée, qui considérait le peuplement de la Macédoine par des réfugiés de Thrace ou de l'Asie Mineure comme contrevenant à l'intérêt national ; ces derniers devaient retourner dans leurs foyers, pour que la présence grecque y soit renforcée (Pradounas 1919 : 2).

28 Resté finalement sur le papier, un autre projet conçu par le conseiller militaire de Venizélos pendant la conférence de Paix est néanmoins assez révélateur de la façon de penser des hommes d'État de l'époque. En contrepartie de l'acquisition éventuelle de la poche bulgare de Stroumica et d'une partie de la Macédoine du Pirin par la Serbie, le colonel Alexandros Mazarakis a proposé le rattachement des villes frontalières serbes de Doiran et de Gevgelija, avec leur arrière-pays immédiat, à la Grèce – si nécessaire, en échange des terres de la région de Florina incorporées à la Grèce après les guerres balkaniques. Son raisonnement était basé sur des considérations d'ordre purement stratégique (nécessité de pousser la frontière gréco-serbe le plus loin possible de Salonique) mais aussi d'ordre ethnique (volonté de minimiser le nombre de slavophones ayant dans le passé appartenu au « parti bulgare », en les remplaçant par des musulmans jugés « inoffensifs » pour les intérêts nationaux grecs). D'après l'analyse de Mazarakis, dans la région convoitée de Doiran-Gevgelija habitaient en 1912 environ 40 000 personnes, dont 9 981 « Grecs » (c'est-à-dire patriarchistes), 7 443 « bulgarophones exarchistes » et 23 495 « Turcs » (*i.e.* musulmans). Leur subordination à la Grèce était considérée comme préférable au maintien de la population de même taille de la région de Florina qu'on proposait de céder à la Serbie : si le nombre des « Grecs » dans les deux cas était presque identique, les « schismatiques » orthodoxes de Florina représentaient le double (environ 20 000) et celui des musulmans la moitié (environ 10 000) de ce que l'État grec devait obtenir après l'échange. L'incorporation des slavophones orthodoxes (même « bulgarisants ») à la Serbie était jugée préférable pour cette dernière au maintien d'une population musulmane, parce que « grâce à la parenté de la langue ils seraient assimilables plus vite » dans l'espace national serbe ou yougoslave (Mazarakis 1919)<sup>31</sup>. L'idée fut cependant rejetée par le gouvernement de Venizélos, pour ne pas nuire à son alliance avec Belgrade (Hassiotis 1997 : 363).

### Échanges de populations et colonisation (1922-1925)

29 Le problème le plus difficile à résoudre, pendant la première décennie de l'administration grecque de la Macédoine, était le manque relatif de ressources – non seulement financières mais aussi humaines – pour entretenir une œuvre si immense de colonisation intérieure. En 1914, après le premier pogrom jeune-turc contre les communautés grecques de la Thrace orientale et du littoral de l'Asie Mineure, le gouvernement de Venizélos a essayé de réguler l'épuration ethnique en cours par un traité d'échange mutuel des populations en théorie volontaire. Les négociations entre les deux pays n'ont pourtant abouti à aucun accord, tandis que la direction politico-religieuse des Grecs de Turquie a dénoncé publiquement le projet comme « un acte honteux d'achat et vente » et « un délit véritable contre l'humanité » (Anagnostopoulou 1997 : 536-8, 597-604 ; Pentzopoulos 1962 : 54-7). Huit ans plus tard, la défaite des armées grecques en Asie Mineure et le déracinement sanglant des communautés orthodoxes de la région ont finalement conduit en Grèce plus d'un million de réfugiés, à la disposition absolue des architectes de la politique nationale. Les traités internationaux de Neuilly-sur-Seine (1919) et de Lausanne (1923) ont de surcroît donné l'aval de la communauté internationale de l'époque au solde définitif du reliquat de la Question d'Orient par un échange généralisé des minorités nationales. Le premier traité prévoyait l'échange formellement « volontaire » des Bulgares de la Grèce avec des Grecs de la Bulgarie ; le second traité ordonnait l'échange obligatoire de la population entière des Grecs orthodoxes de Turquie avec les Musulmans de Grèce, exception faite seulement pour les minorités musulmane de la Thrace occidentale et grecque orthodoxe habitant à Istanbul et dans les îles d'Imbros et de Ténédos<sup>32</sup>. Au total, 354 647 Musulmans et 52 600 Bulgares ont quitté la Grèce tandis que de 1 300 000 à 1 400 000 Grecs de Turquie et de Bulgarie ont pris leur place<sup>33</sup>. Il s'agissait d'une transformation colossale du substrat démographique du pays.<sup>34</sup> Malgré toutes les réticences et protestations émises à l'époque<sup>35</sup>, elle a fini par être universellement considérée comme l'étape cruciale qui a assuré une fois pour toute l'homogénéité nationale et la sécurité à long terme du territoire grec, surtout en ce qui concerne la Macédoine. Grâce à l'établissement des réfugiés, cette région multiethnique et instable s'est transformée en une province grecque typique, avec des minorités ethniques qui ne dépassaient pas, officiellement, 11,2 % de la

population locale (Ance1 1930 : 121-2 ; Wurfba1n 1930 : 37 ; Mavrogordatos-Hamoudopoulos 1931 : 12-6 ; Penzopoulos 1962 : 125-40 ; Miliotis 1962 : 6 ; Kofos 1964 : 47-8 ; Tsoukalas 1974 : 26 ; Svoronos 1975 : 128-9 ; Mavrogordatos 1983 : 226). Selon un des repr sentrants de la Gr ce dans les sous-comités constitués pour surveiller l'échange des populations, la convention de Neuilly constituait donc la seconde victoire décisive de l'Hellénisme contre la présence slave dans « la péninsule grecque » (c'est-à-dire balkanique) après la bataille de la passe de Kleidi en 1914 (Miliotis 1927 : 1).

30 Dans quelle mesure l'implantation des réfugiés en Macédoine grecque était-elle planifiée et organisée pour altérer la matrice ethnique de la région et à quelle échelle ? Pour répondre à cette question il faut distinguer trois logiques et échelles différentes : l'une générale, nationale et provinciale, concernant le transfert d'une majorité des réfugiés en Macédoine et les autres régions à coloniser (comme la Thrace occidentale) ; une autre, intermédiaire, liée à la sélection des régions macédoniennes prioritaires pour la colonisation ; et enfin une troisième, de micro-échelle, qui visait au dépeuplement ou à la « neutralisation » de certains villages (ou groupes de villages) considérés comme dangereux (ou simplement gênants) du point de vue de la sécurité nationale. La documentation à notre disposition prouve que, dans les trois cas, il y a eu une planification relative, concrète, de la part des autorités et les services responsables pour l'établissement des réfugiés, même si les résultats finaux ne correspondaient pas toujours aux idées conçues au départ.

31 En ce qui concerne l'échelle nationale, il ne fait aucun doute que la plupart de la colonisation des années 1920 a eu lieu en Macédoine : des 1 221 849 réfugiés recensés en 1928, 638 253 (52,2 % du total) ont été installés dans cette province (Tsitselikis 2006 : 43). En avril 1923, selon un recensement provisoire des réfugiés effectué avant que l'échange et l'implantation ne soient officiellement entamés, ce pourcentage n'était que de 32,46 % (255 273 réfugiés en Macédoine sur un total de 786 431 dans toute la Gr ce). On constate de surcroît que la concentration de réfugiés dans la ville de Salonique est circonscrite de manière drastique entre 1923 et 1928, leur nombre passant de 88 612 à 92 598, soit de 34,71 % des réfugiés installés en Macédoine à 14,51 % seulement. Environ 80 % de toutes les installations agricoles réalisées par la Commission d'implantation des réfugiés (EAI) se trouvent d'ailleurs en Macédoine (SdN 1926 : 71-2 ; Ance1 1930 : 150). La logique d'ingénierie démographique n'était pas naturellement la seule à déterminer ce processus : d'autres facteurs, comme l'espace vidé par les Musulmans et les Bulgares aussi «  chang s », la densité de la population existante ou la disponibilité des terres fertiles qui pouvaient être exploitt es à l'aide de travaux d'assèchement, ont aussi joué un rôle crucial ; l'ingénierie sociale également, sous la forme de la création d'une classe de petits propriétaires paysans pour lutter contre le radicalisation politique n e avec la prolétarisation de la masse des réfugiés (Kontogiorgi 2006 : 97-110).

32 Le choix des lieux exacts à peupler était aussi l'œuvre de l'EAI qui, en plus des 53 572 maisons laissées dans les villages de la Macédoine par les Musulmans et les Bulgares échangés, en a fait construire 36 822 autres pour le logement des nouveaux venus (SdN 1926 : 72). Dans ses *Mémoires*, le Premier ministre de l'époque Stylianos Gonatas explique qu'on a préféré installer les réfugiés ruraux « près de la frontière, pour densifier la population qui vivait là et pour [organiser] une défense immédiate contre des bandes d'envahisseurs irréguliers » (Gonatas 1958 : 265). Une carte publiée par la commission classifiant tous les villages de la Macédoine grecque en villages « de réfugiés », « indigènes » (*i.e.* de populations déjà sur place) ou « mixtes » (Ance1 1930 : 148-9) montre cependant que la plupart des premiers sont localisés dans les provinces orientales ou autour de Salonique. En Macédoine occidentale, il y a une forte concentration de villages des réfugiés dans les plaines de Kozani et de Kailar (aujourd'hui Ptolemaida) autrefois habitées surtout par des Turcs, tandis que la zone frontalière avec la Yougoslavie est restée presque complètement habitée par des « indigènes » slavophones. On reviendra plus tard sur cette « omission », qui pendant l'entre-deux-guerres sera constamment dénoncée par les gardiens de la sécurité nationale. Toutefois, il ne faut pas penser que l'aménagement des colonies rurales fut l'œuvre de la seule dynamique spontanée de la quête de logement par les réfugiés, comme on l'a soutenu au nom de la raison d' tat (Pelagidis



1994 : 187 ; Kallianiotis 2007 : 40). La logique politique de l'entreprise est clairement énoncée dans un rapport confidentiel du directeur général de la Colonisation, S. Goudas, rédigé à Salonique en mars 1924 et adressé à la direction de Colonisation du ministère de l'Agriculture. Le rapport est accompagné d'une carte des campements de réfugiés construits jusque-là et de tableaux statistiques détaillés indiquant le nombre, par village et bureau de colonisation, « des familles qui ne sont pas purement grecques ainsi que celles grecques parlant une autre langue que le grec » [*τασικογενείαςτασημακραφινόςΕλληνικάς, ωςκαιταςΕλληνικάςξενοφώνουςτοιαύτας*]. Selon le document, ces matériaux étaient produits en 1923 « sur la base des renseignements des autorités de colonisation sur place, avec la coopération des autorités politiques et militaires, et avaient comme objectif la vérification par notre service des éléments étrangers en Macédoine et l'insertion relative des colonies des réfugiés au milieu d'eux, d'une telle façon qu'ils deviennent désormais complètement inoffensifs *ισίφισυπότηςυπηρεσίαςσημώνεξακριβωσιντωνξένωνενΜακεδονίαστοιχείωνκαιτηνκατ' αναλογίαπαρεμβολήνπροσφυγικώνσυννοικισμώνμεταξύτούτωνειστροπόνόστενακαταστώσιντελείωσακίνδυναεφεξής*]. En faisant un premier bilan de l'entreprise, le rapport explique que « ce principe » (de la neutralisation stratégique des « éléments étrangers ») « a été observé par notre service où les conditions diverses (existence des logements, de la terre, etc.) l'ont permis et qu'on va continuer à l'observer désormais sous les mêmes conditions » (Goudas 1924 : 1). Les tableaux statistiques joints au rapport sont encore plus intéressants, car ils nous laissent deviner quelques-unes des modalités de l'exécution du plan. Des quatorze bureaux de colonisation, huit seulement ont procédé à une classification des habitants non-grécophones selon leurs sentiments nationaux présumés, les divisant en familles « slavisantes » [*σλαβίζουσαι*], « roumanisantes » [*ρουμανίζουσαι*], « albanisantes » [*αλβανίζουσαι*] ou « grecques parlant une autre langue que le grec » [*ελληνικάίξενόφωνοι*, toutes langues confondues]<sup>36</sup>. Cinq autres bureaux ont simplement classifié tous les habitants « non-grécophones » dans la catégorie des « éléments étrangers » tout court<sup>37</sup>. Il y a eu, enfin, deux bureaux qui n'ont presque pas pu trouver dans leur domaine d' « éléments étrangers »<sup>38</sup>. Les conséquences finales d'une telle appréciation sur le destin des habitants des villages concernés restent pourtant discutables : s'il est par exemple vrai que 13 des 15 villages de la région de Kilkis qualifiés comme « slavisants » ont été complètement vidés de leur population slavophone en 1924, le même sort a été aussi subi par beaucoup de villages voisins considérés comme peuplés de « Grecs non-grécophones » (Simovski 1998 B : 69-136). Il semble donc que le fichage en cause n'était qu'un facteur parmi d'autres qui ont déterminé le dénouement de l'entreprise. Une chose est à noter, cependant : l'omission totale (même de la liste des « grecs non-grécophones ») de certains villages slavophones distingués dans le passé par leur attachement actif à la cause hellénique, comme par exemple Bahovo (aujourd'hui Promahoi) dans la région de Almopia, Katranitsa (aujourd'hui Pyrgoi) et Dolno Gramatikovo (aujourd'hui Kato Gramatiko) dans la région de Eordaia. La ville de Kilkis, peuplée après 1913 par des réfugiés slavophones, mais « grécisants », de Strumica en est aussi complètement absente, tandis qu'à Edessa on ne mentionne que les 600 familles « slavisantes » de la ville, en passant sous silence la population slavophone mais traditionnellement patriarcale qui formait la majorité des habitants. L'interprétation la plus plausible de cette négligence est que les compilateurs des tableaux n'étant pas très sûrs de l'utilisation finale de leur produit, ils ont ainsi voulu protéger les dites communautés face à toute éventualité.

33 À côté de la direction générale, d'autres services responsables de la sécurité publique et nationale sont aussi intervenus dans le processus de colonisation pour influencer son application. Deux documents de l'armée grecque rédigés à la même date (9 avril 1925) sont très éclairants sur ce point. Le premier rapport provient du quartier de la 11<sup>e</sup> division et fait l'inventaire de quinze villages à l'ouest de Vardar (12 habités par des « indigènes » slavophones et 3 par des Valaques) où, malgré l'établissement de nombreux réfugiés, l'officier en charge voit une situation démographique gênante : « Dans les villages enregistrés ci-dessus », lit-on, « la densification [de la population] n'est aucunement possible, à cause du manque de terre cultivable, bien que leur densification par des réfugiés soit nécessaire pour paralyser chaque action anti-nationale des habitants, étant donné que ces habitants, quoique

caractérisés comme des indigènes, n'ont pas de sentiments purement grecs, ce qui est d'ailleurs évident par la langue bulgare et valaque qu'ils parlent » (Tsaksiras 1925 : 3)<sup>39</sup>. Plus intéressant encore est le second document, une « étude » de 22 pages, élaborée par l'état-major de la 10<sup>e</sup> division de la Macédoine occidentale, dans laquelle on examine – région par région – le caractère suffisant ou non de l'installation des réfugiés du point de vue de la sécurité nationale. En général, le rédacteur de l'étude constate que la situation est plus ou moins satisfaisante dans les départements de Katerini, Veroia, Naousa et Kozani, grâce au grand nombre de réfugiés et à l'existence d'une population grecque indigène considérable. Dans la plaine de Giannitsa, la situation est aussi considérée comme stabilisée, avec l'installation de 5 472 familles réfugiées et la prépondérance numérique de l'élément pro-grec local sur les 1 744 familles « non purement grecques » demeurées sur place. Aux alentours de Kastoria, enfin, la colonisation est jugée « suffisante » après l'installation de 1 866 familles de réfugiés dans 28 villages. Au contraire, dans les régions d'Edessa – Ostrovo (aujourd'hui Arnissa), de Florina, de Korestia et de Prespa, le maintien sur place de milliers de « Bulgares fanatiques » provoque des cris d'alarme et la demande d'une colonisation complémentaire, malgré l'aveu qu'il n'y a point de terres à distribuer. Les propositions de la division sont ainsi centrées autour de l'installation dans les montagnes de familles d'éleveurs ou bûcherons grecophones, réfugiés ou Sarakatchans (populations nomades en voie de sédentarisation). On propose aussi le morcellement des lopins de terre déjà alloués pour pouvoir entretenir plus des réfugiés, le rachat des fortunes immobilières par l'État pour loger des colons, l'établissement des colons sans terre subventionnés par l'État pour leur subsistance, le transfert même des réfugiés déjà établis – sans toucher à leur propriété – vers des villages slavophones voisins pour surveiller de près leurs habitants « dangereux ». Les villages qu'il faut neutraliser sont cités un par un, avec des informations complémentaires sur leur composition ethnique, le degré de « danger » que chacun d'entre eux constitue pour la sécurité nationale (on distingue même entre villages « fanatiques » et « non fanatiques », que l'on doit traiter de façon différente) et les possibilités qu'on entrevoit pour des installations nouvelles. On ne s'intéresse pas aux sommes totales : dans la région de Karadjova (aujourd'hui Aridaia), par exemple, le départ de la majorité musulmane des plaines et le remplacement de cette dernière par des réfugiés ne calme pas l'inquiétude causée par l'existence de six villages slavophones « bulgarisants » dans la montagne. Même dans la région de Kailar, où l'installation des réfugiés est déjà caractérisée comme « asphyxiante », on demande encore des colons pour mettre hors-jeu deux bourgs (Emporio et Komanos) qu'on qualifie de « majoritairement bulgarisants » (Salvanos 1925). Moins d'un mois plus tard, l'état-major du 3<sup>e</sup> corps d'armée communique cette dernière proposition à la direction générale de la Colonisation<sup>40</sup>. Intéressante enfin est la description des traits généraux du problème : la population slavophone divisée en trois catégories, les « Grecs fanatiques » ne comptent selon les analystes de la division qu'une à cinq familles dans chaque village (ou même aucune, dans certains cas). La masse des « Bulgares fanatiques » est évaluée entre ¼ et ½ de la population des villages (exception faite pour certains cas, où tous les habitants y appartiennent) ; quand au reste des slavophones – entre ½ et ¾ du total –, ils se disent « Macédoniens » et sont désignés par l'armée comme « privés de conscience nationale, indifférents au fait d'être Grecs ou Bulgares, donc presque inoffensifs » (Salvanos 1925).

34 La face à peine cachée de l'entreprise ainsi planifiée, fut l'emploi de l'installation des réfugiés comme une arme d'épuration ethnique d'une grande partie des Macédoniens slavophones sans effusion de sang. Malgré le caractère formellement volontaire de l'échange gréco-bulgare, la violence était utilisée par les deux États pour persuader leurs minorités indésirables de vider la place. Dans le cas de la Bulgarie, la pression sur la minorité grecque était exercée surtout par l'intermédiaire des *comitadjis* de l'ORIM. Dans le cas de la Grèce, c'était plutôt la masse des réfugiés, par son volume écrasant et avec le soutien actif des autorités administratives et policières, qui a contraint les « Bulgares » de partir. Le plus souvent, cette pression a pris la forme de l'installation des familles des réfugiés dans les maisons des slavophones et l'appropriation forcée de leurs biens : « Les réfugiés entraînent massivement dans les villages des indigènes macédoniens », raconte un cadre de la commission, « et leur arrachaient les lopins de terre déjà labourés (parce que les réfugiés en ce temps-là ne pouvaient pas labourer),

leurs étables, une partie de leurs maisons, leurs poules, leurs casseroles etc., et encore ils les insultaient, en les appelant Bulgares. Il y avait donc une pression et un danger réel et très lourd pour les [populations] indigènes » (Karavidas 1931 : 354-5). Une partie de ces derniers a en vain essayé de se défendre en optant pour la citoyenneté serbe (Kostopoulos 2000 : 105-9). La contribution de cette pression au départ des « Bulgares » est depuis longtemps un lieu commun pour les historiens et d'autres analystes (AnceI 1930 : 210-1 ; Wurfbain 1930 : 35, 81-5 ; Ladas 1932 : 107-8 ; Mihailidis 2003 : 267-78 ; Kontogiorgi 2006 : 206-15). Il ne faut cependant pas voir dans ces incidents des confrontations spontanées entre communautés locales revendiquant la même terre ou d'autres ressources vitales ; derrière la masse destituée des réfugiés il n'est pas difficile de discerner la main des autorités ou au moins de leur faction la plus dure. Dans les années suivantes, par exemple, on peut noter des récriminations des partisans du nettoyage ethnique total contre « certains politiciens locaux », accusés de ne pas avoir laissé les services de sécurité chasser tous les slavophones de la Macédoine occidentale grecque (Miliotis 1927 : 2 ; Fessopoulos 1948 : 125 ; Zafeiropoulos 1948 : 6 ; Ouranis 1934 : 305-6 ; Bramos 1953 : 74 ; Skordylis 1994 : 69-70). Le fondateur et dirigeant du premier service secret de Grèce assure, par exemple, que son Service de sécurité générale d'État [*Υπηρεσία Γενικής Ασφαλείας του Κράτους*, ΥΓΑΚ] « est intervenu activement et de façon décisive pour faire appliquer exactement la convention relative à l'émigration gréco-bulgare »<sup>41</sup> mais ses efforts ont été sabotés par « des politiciens grecs » – qualifiés aussi de « politicards sans scrupule » – « pour ne pas perdre des votes » (Fessopoulos 1948 : 81, 125). En octobre 1924, la 6<sup>e</sup> division de l'armée grecque qualifiait comme « extrêmement mishellénique » le comportement d'un officier anglais, membre du sous-comité mixte, qui avait simplement expliqué aux paysans slavophones de la Macédoine orientale leur droit, prévu par le traité de Neuilly (27 novembre 1919), de ne pas céder aux pressions pour s'expatrier s'ils ne le voulaient pas. Ironie du sort, ce même officier a été auparavant éloigné de la sous-commission mixte de Thrace « extrêmement partial en faveur des intérêts grecs » (6<sup>e</sup> division 1924 : Diamantopoulos 1924). Aussi éloquents sont enfin les détails du sauvetage du « village héroïque » de Petrovo (aujourd'hui Agios Petros) dans la région de Goumenissa. Selon les mémoires d'un officier et ancien coordinateur de la propagande armée grecque avant 1912, « le village a couru le risque d'être déporté pendant l'implantation des réfugiés, comme non-grécophone et n'inspirant pas confiance, à cause de l'ignorance des autorités sur son passé national. Heureusement, le commandant du corps d'armée de Salonique, auquel les paysans s'étaient adressés, avait par hasard servi au consulat [de Salonique] pendant la Lutte macédonienne et connaissait donc les services rendus à la nation par ce village ; il est alors intervenu et écarté le danger de leur déportation » (Kakavos 1972 : 113). Dans les archives de Philippos Dragoumis, un des politiciens qui s'est opposé à l'expulsion sans distinction de toute la population slavophone, on trouve la dépêche angoissée de ces paysans qui, leurs sous-officiers vétérans des guerres helléniques en tête, « imploraient » les autorités de tenir compte de leur passé et identité nationale : « Notre village, qui pendant la domination turque a lutté contre la propagande bulgare, se trouve aujourd'hui en état de persécution par des organes du pouvoir, qui utilisent des mesures contraignantes pour nous forcer à nous expatrier en Bulgarie. Nous sommes poussés à partir en Bulgarie à cause de l'établissement violent des réfugiés, quantitativement disproportionné, dans nos maisons et nos terres. [...] Nos frères les réfugiés, poussés [par les autorités] nous menacent de catastrophe si nous ne partons pas. [...] Nous sommes des Grecs et nous préférons mourir sur le sol sacré grec » (Petrovo 1924). Si de telles choses sont arrivées à des gens ayant un tel passé (et les connections conséquentes avec des gens au pouvoir), on peut facilement imaginer ce qu'il s'est passé en 1923-1925 avec les communautés slavophones moins (ou pas du tout) liées à l'État grec. D'après Philippos Dragoumis, l'établissement des réfugiés a pris dans les régions slavophones un caractère complètement agressif, « comme si la Macédoine n'était pas un pays grec mais une colonie conquise de main de fer » [*δορυάλωτος αποικία*] (Dragoumis 1925 : 76).

### III. UNE TÂCHE INACHEVÉE ?

#### Entre-deux-guerres (1925-1940)

35 Une fois l'échange des populations et l'établissement des réfugiés complétés, le substrat ethnique de la Macédoine grecque était décidément transformé et la souveraineté de l'État sur la région cimentée non seulement *de jure* mais aussi dans les faits. D'après le recensement officiel de 1928, les six départements macédoniens de la Grèce étaient peuplés par 1 412 477 habitants, dont 1 342 311 (95 %) étaient des chrétiens orthodoxes et 1 165 553 (82,5 %) étaient classés comme grecophones. Les seules minorités considérées comme « nationales » par les autorités grecques étaient la communauté des juifs séfarades, concentrée surtout dans la ville de Salonique, et la petite faction de la population valaque qui optait ouvertement pour une identité (et éducation minoritaire) roumaine, sous la protection des accords gréco-roumains de 1913. Complètement différent était le traitement de la population slavophone orthodoxe, que le recensement de 1928 limitait à 81 984 habitants tandis que leur nombre réel était estimé par l'appareil administratif, scolaire et sécuritaire de l'époque entre 162 500 et 200 000 au moins (Kostopoulos 2000 : 29-33 et 2003 : 65-6, 73-4 ; Mihailidis 2003 : 219-242). D'après ces statistiques secrètes, qui n'ont pas cessé de peser le « sentiment national » [εθνικάφρονήματα] de la population en cause, environ 100 000 slavophones nourrissaient des sympathies pour la Bulgarie ou « des sentiments slaves déclarés » [δηλωμένωνσλαβικώνφρονημάτων] ; une petite partie d'entre eux était souvent caractérisée, de manière confidentielle, comme une minorité nationale bulgare existante *de facto* mais pas *de jure*. Faute d'un règlement définitif du contentieux gréco-bulgare qui comprendrait la reconnaissance catégorique par Sofia de la souveraineté grecque sur la Macédoine méridionale (dite « égéenne »), même les gouvernements le plus libéraux n'étaient cependant pas disposés à reconnaître de quelconques droits minoritaires aux « Bulgares » ou « Slaves macédoniens » du pays. Cette politique se reflète dans les revirements éphémères de la première moitié des années 1920, quand Athènes a reconnu l'existence d'une minorité bulgare, puis serbe et enfin macédonno-slave en Macédoine grecque avant de faire machine arrière dans tous les cas. La même logique l'a aussi emporté dans le cas de l'introduction d'un manuel pour le primaire en langue slave rédigé avec des caractères de l'alphabet latin (le fameux « Abecedar »), qui fut ensuite rejeté par la population locale à l'instigation commune de l'appareil sécuritaire grec et des noyaux nationalistes pro-bulgares (Kostopoulos 2000 : 88-111, 2002 : 383 ; Kofos 1964 : 48-9 ; Mihailidis 2003 : 201-17, 250-8 ; Divani 1995 : 130-61, 298-348). Une constante de la politique étatique de la période envers la population slavophone était la campagne scolaire pour l'assimilation linguistique des nouvelles générations, doublée d'un barrage de propagande officielle et médiatique demandant l'abandon total de l'usage « du patois local » par ses locuteurs stigmatisés et/ou sa prohibition absolue par les autorités. Cette campagne fut parfois accompagnée de mesures policières et a connu son apogée pendant la dictature fascisante de Metaxas (1936-1941), quand la moindre parole en langue slave – même dans l'espace privé – fut interdite par un ordre de la direction générale de la Macédoine et que les contrevenants furent soumis à des amendes d'argent ou, sur le modèle du fascisme italien, à l'absorption forcée et humiliante de l'huile de ricin en public (Kostopoulos 2000 : 73-87, 112-80)<sup>42</sup>.

36 Pendant tout l'entre-deux-guerres, la seule présence d'une population slavophone minoritaire en Macédoine grecque continuait à provoquer des cris d'alarme dans la presse locale et nationale, de la part de ceux qui se considéraient comme les gardiens de l'intérêt national. Une bonne partie de leurs propositions, qui coïncident, à un degré impressionnant, avec celles de l'appareil sécuritaire et paramilitaire de l'époque, est axé sur la nécessité d'achever la transformation démographique du pays par des installations complémentaires de réfugiés. Dans une série d'articles et un discours reproduit comme brochure financée par le ministère grec des Affaires étrangères, Konstantinos Faltaïts (écrivain, folkloriste mais aussi un des propagandistes nationalistes officieux les mieux connus de l'époque)<sup>43</sup> énumère 18 villages de Florina-Kastoria où l'on devait installer de 10 à 20 familles « de réfugiés montagnards pontiques, des nomades Sarakatchans et des Grecs de la Roumélie orientale » pour neutraliser toute possibilité de guérilla de la part des villageois slavophones (Faltaïts 1927 : 15-6).

Dans sa réponse, publiée dans les journaux, le député local Georgios Modis s'est contenté d'observer qu'une telle colonisation était pratiquement impossible, étant donné que la terre cultivable des villages cités « n'est pas suffisante pour les habitants indigènes » (Modis 1927). Plus pratique, le secrétaire général de l'Association pour la propagation des Lettres grecques Dimitriadis proposait en août 1927 « le déplacement vers l'intérieur [du pays] de la population bulgare des régions frontalières au moins » et son « remplacement » par des colons grecs. Comme prétexte pour un tel déplacement les autorités pouvaient utiliser « la menace communiste » ou autres justifications créées (ou mises en valeur) par les organes sur place. Il propose également toute une gamme de mesures à prendre par les fonctionnaires de l'État pour « rendre la vie de la population bulgare impossible dans ces endroits et l'obliger à partir presque volontairement » [sic] (Dimitriadis 1927 : 2). En janvier 1936, une combinaison pareille de déplacements de population « graduellement et progressivement », de confiscation des terres, de pression organisée financière et fiscale, de colonisation enfin de la « terre ainsi récupérée » par des « anciens combattants en Macédoine [μακεδονομάχους] et des réfugiés ou paysans sans terre grecophones » était une fois encore proposée par le même fonctionnaire (Dimitriadis 1936 : 4). Il n'est pas le seul à prôner une telle politique : des instituteurs nationalistes locaux demandent aussi la colonisation supplémentaire des villages slavophones avec « des familles de réfugiés » et le déplacement des slavophones « suspects ou connus pour leurs sentiments bulgares » (Iliadis 1931 : 14 ; Papadopoulos 1936 : 11). Les agissements, plutôt rares, de l'ORIM sur le territoire grec provoquent d'habitude des propositions analogues de la part des services de sécurité et des cadres administratifs de la région. Suite à l'apparition aux environs de Florina d'une dizaine de *comitadjis* fuyant la Yougoslavie et l'attentat raté d'un trio terroriste contre la présence yougoslave à la Foire commerciale de Salonique en automne 1927, les autorités administratives, militaires et policières locales ont par exemple demandé de la direction générale de la Macédoine l'évacuation massive « de tout village suspect et dangereux » par ceux de ses habitants qui avaient un passé compromettant et l'instigation d'« un courant artificiel d'émigration » parmi les slavophones « pour l'épuration parfaite du terrain » (Kalevras 1927 : 5-8). Les instances supérieures – de la direction générale jusqu'au ministère des Affaires étrangères – étant plus préoccupées de l'image internationale du pays que de la répression intérieure des sympathisants présumés de l'ORIM, ces mesures n'ont pas été pourtant sanctionnées<sup>44</sup>. Après la première phase de la colonisation, les autorités se trouvent confrontées d'ailleurs à une nouvelle pénurie des ressources humaines et l'émergence d'un mouvement de population au sens inverse : de nombreux réfugiés installés près de la frontière désertent progressivement leurs villages pour gagner les villes plus au sud, en quête de sécurité et/ou de conditions de vie plus supportables (Balkos 1931 : 4 ; Païzanos 1933). Face à ce développement, mais aussi pour des raisons strictement partisans, le métropolite de Sidirokastro propose en 1933 à la direction générale de la Macédoine de combler les lacunes ainsi créées avec l'installation de nouveaux colons royalistes originaires du Péloponnèse à la place des réfugiés venizelistes partis (Vassilios 1933). Il faut noter aussi la frustration généralisée des responsables devant l'échec total de la colonisation en ce qui concerne l'assimilation linguistique des « indigènes » : une bonne partie des réfugiés installés sur place dans la Grèce du Nord étant des chrétiens non-grecophones (souvent des Karamanlides ou des Pontiques turcophones), ils étaient non seulement incapables de forcer leurs voisins à utiliser la langue grecque dans leurs contacts quotidiens, mais ont appris le patois slave local pour pouvoir communiquer avec eux (Kostopoulos 2000 : 83-4). D'où la mise en garde constante d'Athènes par les autorités locales sur le fait que si on allait installer de nouveaux réfugiés dans leurs régions, ceux-ci devaient obligatoirement être grecophones. Un cas spécial, quoique numériquement réduit, a été celui des quelques milliers des réfugiés slavophones de l'Asie Mineure [Τρακατρούκηδες] qui, dans les conditions chaotiques de 1922-1925, étaient installés parmi des villages aussi slavophones des environs du Mont Païko (Mitsopoulos 1971 : 302-3).

37 Si la demande d'une « colonisation supplémentaire » a été frustrée, une autre forme d'épuration ethnique a été mise en route à partir de 1927 : la privation des émigrants « allogènes » [αλλογενείς] de leur citoyenneté grecque après leur départ pour les pays d'Outre-

mer. Comme base juridique on a utilisé un décret présidentiel spécial promulgué en août 1927, selon lequel les « citoyens grecs allogènes qui quittent le territoire grec sans intention de retour, se dépouillent de leur citoyenneté grecque, ainsi que leurs enfants qui émigrent avec eux ». La mesure était appliquée pour la première fois sur quelques milliers de Valaques, définitivement partis de Grèce en 1926 pour s'installer dans la Dobroudja roumaine. Le second groupe visé était les Macédoniens slavophones qui depuis le début du siècle émigraient en Amérique provisoirement, pour gagner de l'argent qu'ils allaient ensuite investir dans leur pays d'origine. Selon une « note introductive » du chef du service central des Étrangers adressée en février 1931 au Premier ministre Venizélos, cette émigration continue offrait aux autorités grecques « l'occasion de réduire la petite minorité bulgare encore existante en Macédoine et en Thrace », pourvu que des mesures vigoureuses soient prises pour bloquer le rapatriement de ceux des émigrants qui étaient considérés comme « dangereux pour [les] intérêts nationaux ». En 1929-1930, le ministère des Affaires intérieures a compilé ainsi une « liste noire » de 924 émigrants, à qui la citoyenneté devait être retirée. Très vite on a pourtant compris qu'une partie importante des proscrits était déjà revenue de l'Outre-mer (et qu'ils ne pouvaient donc pas être considérés comme « ayant quitté le territoire grec sans intention de retour »), tandis que 105 autres étaient inclus dans la liste sans la moindre preuve contre eux ! Plus sérieuse encore était la prise de conscience que les réactions provoquées par la mesure mettaient en question l'assimilation en cours de toute la minorité slavophone dans la communauté imaginaire néo-hellénique. Après divers aléas bureaucratiques et le blocage « temporaire » du retour des personnes impliquées dans leurs foyers, la citoyenneté fut finalement retirée définitivement à un tiers environ des inscrits dans la « liste noire » pendant la dictature de Metaxas (Kostopoulos 2003a : 53-5). Ce n'était que le début d'un processus qui allait durer jusqu'à la fin des années 1990.

38 Avec la dictature de Metaxas sont ressorties des tiroirs des propositions antérieures pour une seconde vague colonisatrice de la zone frontalière. En 1936, l'état-major de l'armée a demandé la relocalisation de tous les habitants « de conscience nationale douteuse » de la frontière gréco-bulgare, où l'on était en train de construire un système des fortifications en prenant comme modèle la ligne Maginot, et leur remplacement par des « familles de paysans transférées de la Vieille Grèce [*i.e.* les provinces grecques situées au sud du Mont Olympe] et ayant un sentiment national vigoureux ». Le préfet de Florina a aussi demandé le prolongement de cette zone à coloniser vers l'ouest, jusqu'à la frontière albanaise, proposition que l'état-major a accepté (Kyriakos 1940 : 1). D'après le plan du chef de l'état-major, le maréchal Alexandros Papagos, les slavophones « suspects » devaient être installés à l'intérieur du pays, dans des domaines expropriés (propriétés de monastères, etc.) qu'ils devraient ensuite rembourser ; dans la seule Macédoine orientale, leur place serait prise par 3 500 familles « ayant des sentiments grecs fervents », subventionnées dans un premier temps avec un crédit de 110 millions de drachmes (Papagos 1937). Malgré la résolution présumée de la dictature et le caractère théoriquement très urgent de l'entreprise, le projet n'a cependant pas été matérialisé – exception faite d'un nombre indéterminé d'indigènes expulsés du périmètre des nouvelles fortifications, qui étaient déclaré « zone interdite ». Début 1940, on discutait encore sur l'agence qui serait chargée de l'œuvre, la direction de Colonisation et la Banque agricole se disputant sa réalisation. La guerre qui a éclaté en octobre de la même année a mis fin à toute planification. Resta aussi sur le papier une autre facette du même plan qui prévoyait une émigration massive et organisée des populations frontalières en Amérique du Sud sur la base d'un accord avec le gouvernement argentin (Kyriakos 1940). La seule mesure d'« ingénierie démographique » pratiquement appliquée par le régime fut ainsi la prohibition absolue de tout achat non autorisé de terre dans tous les départements frontaliers du pays qui étaient déclarés « zone surveillée » [*επιτηρούμενη ζώνη*]. Selon les instructions du maréchal Papagos, un citoyen classifié par les services de sécurité ou l'armée comme « ayant une conscience nationale bulgare fluide » [*βουλγαρόφρων ρευστής συνειδήσεως*] avait le droit d'acheter des immeubles dans son lieu de résidence, tandis qu'un autre classé comme « personne dangereuse ayant un sentiment bulgare » [*επικίνδυνος βουλγαρόφρων*] ne pouvait en aucun cas obtenir l'autorisation délivrée par le Comité de sécurité publique local qui était nécessaire pour la

légalisation d'une telle transaction. L'objectif final de la prohibition était la transformation de la composition ethnique de la population frontalière, en instituant un mécanisme de contrôle sur la vie économique de la zone (Papagos 1939).

### Occupation, Libération et projets d'épuration (1941-1949)

39 La Seconde Guerre mondiale a complètement bouleversé tous ces projets. Après l'invasion allemande et la fuite du gouvernement royaliste au Moyen Orient en avril 1941, la Grèce a été morcelée en trois zones d'occupation. La Macédoine orientale et la Thrace grecque étaient cédées « temporairement » à la Bulgarie, qui y a démantelé l'administration grecque et procédé à une campagne d'épuration ethnique organisée, pour évincer la population grecque (surtout les réfugiés) et peupler la région (appelée « Province de l'Égée » [*Беломориемо*]) par environ 100 000 colons bulgares ; une partie de ces derniers étaient des ex-habitants du pays, partis entre 1913 et 1930, d'autres simplement des fonctionnaires en quête d'un meilleur emplacement. En juin 1942, une loi spéciale a obligé les habitants à obtenir la nationalité bulgare ou quitter leurs foyers dans les neuf mois suivants, provoquant ainsi l'exode de dizaines de milliers de récalcitrants. Plus de 2 000 Grecs ont été aussi exterminés pendant les représailles qui ont suivi la répression de la révolte de la population grecque de la région de Drama, sous direction communiste, en octobre 1941<sup>45</sup>. D'après les statistiques officielles bulgares, les Grecs qui comptaient à peu près 78 % de la population de la « Province de l'Égée » (et au moins 86 % de celle de la Macédoine orientale) en 1941-1942, en mai 1943 étaient réduits à 67,4 % seulement, tandis que le nombre des « Bulgares chrétiens » avait augmenté, passant de 43 750 (les 38 600 en Macédoine orientale) à 101 538 (Jaranov 1942 ; Jontchev 1993 : 71-2, 108 ; Kofos 1964 : 100-2 ; Kotzageorgi 1996). Le reste de la Macédoine grecque est restée sous l'administration des autorités collaboratrices grecques, sous le contrôle militaire des armées allemande et italienne (cette dernière circonscrite à une partie seulement de la Macédoine occidentale). Une partie considérable de la population slavophone a participé en 1941 aux manifestations de célébration de la chute de l'ancien régime (attitude peu étonnante, si on tient compte de la répression linguistique sévère infligée par la dictature grecque sortante) et quelques 14 000 à 18 000 chefs de famille étaient inscrits dans les annexes locales du « Club bulgare de Salonique »<sup>46</sup>. En 1943-44, entre 3 000 et 4 000 slavophones ont aussi été enrôlés, bon gré mal gré, dans les formations armées de milices collaboratrices organisées initialement par un « Comité macédo-bulgare de l'Axe » [*Македоно-Български Комитет при Оста*], soutenu et subventionné par le commandement italien, et plus tard par l'ORIM sous la tutelle nazie (Kostopoulos 2003b). Beaucoup plus nombreux furent les slavophones qui adhèrent au mouvement de la résistance pro-communiste de EAM-ELAS, qui leur promettait un statut de minorité nationale reconnue avec des droits linguistiques et politiques, garantis pour la première fois depuis leur incorporation dans l'État grec.

40 Cette « double trahison » (nationale et politique) de la part de la minorité slavophone a provoqué une vive réaction de la part des milieux nationalistes – aussi bien des nationalistes résistants à l'Occupation que de ceux qui ont collaboré ouvertement avec l'occupant. Pendant toute l'année 1944, divers rapports rédigés en vue de la libération ont envisagé l'expulsion massive et violente des slavophones de la Grèce du Nord. « On ne peut plus parler de leur maintien sur le territoire grec. Dans toute la Macédoine, l'épuration est devenue une conviction et une nécessité générale », écrit par exemple Dimitrios Lambrakis, propriétaire des journaux libéraux d'Athènes *Eleftheron Vima* et *Athinaiika Nea*, dans une lettre adressée en janvier 1944 au Premier ministre du gouvernement d'exil, Emmanuel Tsouderos. Le nombre de « ceux qui doivent désertir le territoire grec » parmi les slavophones y est évalué à 100 000. Lambrakis explique aussi que « ces populations sont solidement enracinées dans la terre, et qu'il faudrait une pression sévère pour qu'elles se soient déracinées » avec leurs familles (Lambrakis 1944). En octobre 1944, le chef du 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major de l'armée royaliste restructurée en exil envisageait aussi « l'extermination ou au moins l'expulsion en Bulgarie des Bulgares qui n'ont pas été échangés en 1923 »<sup>47</sup>. Leur expulsion devait avoir lieu « immédiatement, dès l'apparition de circonstances propices » mais en tout cas « avant la

paix ». L'utilisation de « mesures sévères contre les Grecs bulgarophiles », dont la punition devait être « publique, rapide et brutale », y était aussi proposée, pour que « les futurs Bulgares ne trouvent pas d'exemples à imiter ». On rappelait enfin que « Byzance s'[était] calmée dès que [l'empereur] Basile le Tueur de Bulgares [avait] aveuglé 10 000 Bulgares » (Vrettos 1944 : 4). En avril 1946, le spécialiste Christophoros Christides, ancien membre de la Commission mixte gréco-bulgare qui avait organisé l'échange des années 1920, estimait à son tour qu'il fallait « évacuer définitivement, hors de la frontière de notre pays, 60-70 000 Slaves macédoniens des régions de Florina, Kastoria et Pella » et mettre à leur place « des Grecs purs, des Crétois si possible » (Christides 1946 : 7)<sup>48</sup>. La même « solution définitive » de la « question slave » de la Grèce du Nord était enfin proposée non seulement par des nationalistes de toute sorte, qui qualifiaient les Macédoniens slavophones comme « les Sudètes de la Grèce » (Kostopoulos 2000 : 199-200) mais aussi par l'ambassadeur de Grande-Bretagne auprès du gouvernement royal. « Il semblait préférable que la Grèce ne contienne pas la moindre trace de minorités slaves », écrivait Sir Reginald Leeper à son ministre des Affaires étrangères, Antony Eden, le 27 novembre 1944, estimant qu' « on devait trouver une patrie pour peut-être 120 000 Slaves macédoniens au nord de la frontière grecque de 1941 » (Leeper 1944)<sup>49</sup>.

41 Au niveau local, des propositions similaires sur le traitement spécial des slavophones furent avancées en 1945-46 par des cadres de l'appareil administratif et policier ou par des personnalités éminentes du milieu politique nationaliste local. Dans la plupart des cas, les compilateurs de ces rapports concentraient leurs flèches sur la partie de la population slavophone présentée comme bulgarophile (ou slave-macédonienne) pendant l'Occupation, dont l'expulsion sommaire était demandée, en essayant de protéger en même temps ceux des slavophones considérés comme « ayant des sentiments nationalistes [grecs] » [εθνικόφρονες] ou « inoffensifs ». D'habitude, on classifiait les habitants en cause par catégories, d'après leur « sentiment national » et / ou leur « attitude » quotidienne, en proposant un traitement différencié de chaque catégorie. Le chef de division de la Fondation de sécurité sociale de Salonique, Kostas Samaras, divise par exemple en février 1945 les slavophones en trois catégories : ceux « ayant des sentiments nationaux slaves » [σλαυόφρονες], qui sont estimés à environ 50 000 ou 30 % de la population slavophone du pays, ceux qui « sont restés grecs » (estimés aussi à 30 %) et, enfin, ceux qui sont considérés comme « ayant une conscience fluide » [ρευστής συνειδήσεως] « mais plutôt proche de l'idéologie grecque » (40 % du total ou environ 65-70 000). La première catégorie devait être « éloignée de ses régions de domicile », tandis que les autres 70 % « étaient ou pouvaient devenir des Grecs ». Quand au transfert des « Bulgares impénitents », il devait se matérialiser « avec beaucoup d'habileté et de finesse, pour que cela ne constitue pas une reconnaissance officielle » de l'existence d'une minorité nationale (Samaras 1945 : 6). Le maire de la ville d'Edessa, K. Sivenas, classifie pour sa part les slavophones « bulgarisants » en trois autres catégories, suivant le degré de nuisance à la patrie. La première catégorie est composée par tous ceux qui pendant l'Occupation étaient armés, soit par les autorités italiennes, allemandes ou bulgares, soit par la résistance pro-communiste de l'EAM-ELAS. Ses membres devaient tous être expulsés en famille de la Grèce, leur fortune immobilière confisquée par l'État. Le même destin attendait aussi les familles de ceux des slavophones qui allaient être condamnés à mort et exécutés pour des actes criminels. L'expulsion de la deuxième catégorie, celle des « notables » des villages incriminés, était aussi proposée, à condition que cette mesure ne crée pas de problèmes d'ordre diplomatique. Sans le cas contraire, elle devait être traitée comme relevant de la troisième catégorie. Cette dernière comprenait « la masse poussée à manifester son absence de conscience nationale sans pour autant participer à une activité plus sérieuse » et devait aussi être punie, afin qu'on arrive à « l'éradication définitive de la minorité slavo-macédonienne » : on prévoyait la condamnation collective de ses membres pour « indignité nationale », la confiscation de la moitié de leurs biens et leur transfert en Grèce du Sud ou aux îles, disséminés par groupes de 3 à 5 familles de proche parenté dans chaque village, pour ne pas pouvoir s'entremarier et être donc forcés de s'assimiler dans la population locale (Sivenas 1945 : 2-3). Un autre rapport, trouvé dans les archives de Philippos Dragoumis et dont l'auteur reste anonyme, préfère la classification du même groupe ethnique en trois catégories différentes.



Le premier groupe, celui des « agents, dirigeants, propagandistes conscients et collaborateurs avec l'ennemi » serait puni « tout de suite très sévèrement » et éloigné des arrondissements frontaliers, mais « avec beaucoup d'habileté pour qu'on ne donne pas aux Yougoslaves et aux Russes des prétextes de protester ». Les forces armées britanniques présentes dans la région devaient « fermer les yeux ou même aider secrètement les autorités grecques pour effectuer un tri ». La seconde catégorie, celle des slavophones qui « s'étant manifestés comme sympathisants des Bulgares ou de l'autonomie [de la Macédoine] par peur ou par faiblesse de caractère, sans avoir participé à des actes concrets contre la nation ou pour l'autonomie », catégorie qui incluait la majorité de la population en cause, serait traitée comme un troupeau de « brebis égarées » à qui on devait faire comprendre « qu'il n'y avait aucune possibilité pour que le régime grec ou la puissance anglaise ne prédominent pas » sur place. Si nécessaire, ses membres pouvaient « être terrorisés habilement ». La troisième catégorie, enfin, était composée par des « gens de langue autre que le grec qui avaient fait preuve d'endurance nationale, de solidité et de l'amour pour la patrie », et devait être rémunérée matériellement « par tous les moyens », en obtenant par exemple les biens immobiliers de leurs compatriotes expulsés du pays (Anonyme 1945). La « persécution impitoyable » et l'expulsion généralisée de tous les slavophones qui avaient exprimé des sentiments nationaux non grecs, « qu'ils soient 5, 10, 20, 30 [ou] 50 milliers », était aussi défendue en 1945 par l'inspecteur adjoint des écoles dans la région d'Amyntaio, qui félicitait le chef de la gendarmerie locale pour « son œuvre patriotique de répression de ces ennemis sordides de la Patrie ». Il allait jusqu'à demander la punition des « Grecs importants » de la région qui osaient se présenter comme témoins à décharge des slavophones avec lesquels ils étaient liés par des « liens politiques et familiales » (Nakos 1945). D'autres rapporteurs se déclarent pour « l'extermination totale » de tous les slavophones impliqués soit dans les groupements collaborationnistes soit dans le mouvement de résistance de l'EAM-ELAS, par une « épuration étudiée et dirigée » par les autorités officielles, « pour qu'elle ne prenne pas la forme d'un massacre généralisé » (Liakos 1945) ou précisent village par village les agglomérations slavophones de leur juridiction qui « sont la cause principale du mal » et dont « le problème doit être réglé de façon radicale » (Préfet de Pella *et al.* 1945). Il y a aussi ceux, qui, comme le préfet de Florina, écartelés entre la nécessité absolue d'« épurer notre frontière des Bulgares » et le peuplement de la zone frontalière par « des Grecs purs de l'intérieur », d'une part, et la conscience qu'une telle mesure risquait « de créer une question minoritaire », de l'autre ; ils finissent par « clamer avec une voix de stentor que dans ce territoire, sanctifié par le sang de milliers des Grecs, il n'y a pas de Bulgares mais seulement des Grecs » (Mavridis 1945a). Il faut noter, enfin, que les schémas d'épuration ethnique formulés en 1945 n'étaient pas limités aux seuls slavophones, mais ils englobaient aussi d'autres groupes. Les réfugiés d'origine caucasienne, par exemple, quoique « Grecs purs » du point de vue ethnolinguistique, y étaient surtout visés comme un élément « propice à l'anarchisme », « qui n'a pas du tout l'intention de s'acclimater dans le climat national grec ». En réalité, ils avaient simplement participé massivement au mouvement de résistance pro-communiste, activité considérée alors par les autorités comme « anti-grecque » (Mavridis 1945b : 2-3 ; Sivenas 1945 : 5 ; Dragoumis 1948 : 16).

- 42 Plus pratique est la focalisation de l'appareil étatique sur le danger purement électoral posé par la coopération de la minorité slave avec le mouvement communiste. En mars 1945, par exemple, le colonel Anastasios Dalipis propose au 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major l'annexion de la sous-préfecture grecophone de Voïo (ou au moins de 31 de ses villages) à la préfecture voisine de Kastoria, où l'élément slavophone était plus que visible (75 villages sur 110), « pour modifier la composition de la population » et « servir à des fins nationales sur tous les plans ». Des arguments économiques, administratifs et de transport y sont aussi avancés, mais ils sont clairement considérés comme secondaires (Dalipis 1945). En octobre 1945, le 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major a à son tour proposé l'inscription d'environ 800 nomades Sarakatchans grecophones, « ayant tous des sentiments nationalistes » [ἀπαντες εθνικόν φρονημάτων], dans les listes électorales des préfectures de Florina, Kastoria et Pella : étant donné que ces préfectures « présentent une fragilité [ευπάθειαν] à cause de l'élément slavophone », on précise « des raisons de nécessité nationale suprême imposent l'augmentation du

volume des votes grecs [sic] pour neutraliser le vote de ceux qui ont des sentiments slaves » [προξεξουδετέρωσιντωννήφωντωνσλαβοφρόνων] (Dromazos 1945). Deux mois plus tard, une politique encore plus décisive est proposée par un officier de la direction des renseignements de l'état-major, Epameinondas Vrettos. Son rapport classe les préfectures de la Macédoine selon la probabilité qu'une alliance possible entre communistes et « slavissants » l'y emporte<sup>50</sup> et déclare qu'« à tout prix, ni un seul député non nationaliste ne doit pas être élu » dans les préfectures de Pella, Kastoria et Florina, en insistant sur le fait qu'« il y a un danger » que ces élus puissent « se rendre à [la Chambre de] Skopje au lieu [de celle] d'Athènes ». Parmi les mesures préconisées pour éviter une telle élection, on distingue la mobilisation des ouvriers slavophones « sérieusement rémunérés » pour qu'ils se trouvent loin de leur pays pendant le scrutin ; l'exercice de la « pression psychologique » par la gendarmerie (secrètement) et les candidats nationalistes (ouvertement) sur les villageois ; le transfert des unités militaires d'autres régions pour voter sur place ; la privation du droit de vote « des communistes et des pro-bulgares dangereux », ainsi que des candidats communistes ou considérés comme « ayant des sentiments slaves » ; enfin, la promesse faite aux slavophones officiellement classifiés comme « ayant une conscience slave » qu'ils seraient « réhabilités » si ils votent pour les candidats grecs nationalistes. À long terme, pourtant, l'officier du 2<sup>e</sup> bureau estime que « de ces gens-là, il faut faire à nouveau des Grecs par une assimilation nouvelle ou il faut les exterminer à temps, soit par des pressions économiques, pour qu'ils soient obligés de quitter la Grèce, soit par n'importe quelle mesure violente » (Vrettos 1945 : 4-9, 12-3). Lors des élections qui ont eu lieu le 31 mars 1946, l'abstention politique de la gauche (et du centre-gauche) a résolu le problème d'une façon quasi-automatique.

43 Le premier pas officiel vers la résolution de la « question slave » du pays était de cartographier le terrain. En octobre 1945, les ministres de la Justice, de l'Intérieur et des Affaires militaires promulguèrent une décision commune (N° 115/10/28/15 du 25.10.45) pour le recensement officiel des citoyens classifiés comme « ayant des sentiments bulgares » [βουλγαρόφρονες] ou « roumains » [ρουμανόφρονες], avec une distinction entre « causes aggravantes » (Liste A) et « causes atténuantes » (Liste B). Ce tri était confié à des comités spéciaux établis au niveau de la préfecture et composés par des chefs de l'administration publique, des procureurs et des officiers de la gendarmerie (Vlastaris 1945). Le bilan final dressé en juillet 1946 énumérait 104 655 personnes « ayant un sentiment bulgare » dans la Macédoine (dont 99 206 « sur base de critères aggravants » et 5 449 seulement « sur base des critères atténuants » (Theotokis 1946 : 1)<sup>51</sup>. Un autre comité, envoyé sur place en septembre et composé par trois hommes-clés de la scène politique nationaliste de la Macédoine (Ph. Dragoumis, G. Modis, D. Andreadis) a aussi compilé des statistiques similaires, sur la base de renseignements fournis par les autorités locales, administratives, militaires, policières et ecclésiastiques, mais aussi sur la documentation trouvée dans les archives de la direction générale de la Macédoine, à Salonique. Les statistiques ainsi établies étaient déposées à la direction générale de la Macédoine, à l'état-major de l'armée et au ministère des Affaires étrangères (Modis 1945 ; Dragoumis 1948 : 12). La comparaison entre les deux listes au niveau des préfectures indique que les critères appliqués étaient peut-être similaires mais sûrement pas identiques : dans la préfecture de Florina, par exemple, la première commission a compté 31 829 « bulgarisants » (30 937 dans la liste A et 892 dans la liste B), tandis que la seconde a énuméré 32 369 « bulgarisants » et 15 554 « slavophones ayant une conscience fluide ». Dans la préfecture de Kastoria, les chiffres respectifs étaient 11 380 – tous des « causes aggravantes » – et 13 516 (Theotokis 1946 : 1 ; Listes 1945). Une approche plus minutieuse des listes détaillées conservées dans les archives de Philippos Dragoumis peut dévoiler d'autres incohérences : par exemple la classification de villages ayant été armés par la milice collaboratrice bulgaro-macédonienne comme « ayant une conscience nationale grecque »<sup>52</sup>, tandis que d'autres qui avaient participé à la résistance (en refusant d'être armés par le Comité bulgare ou l'ORIM) étaient désignés comme majoritairement « bulgarisants »<sup>53</sup>. Dans un article publié en 1948, Philippos Dragoumis nous donne une clé pour interpréter cette manipulation : « la dernière occasion offerte aux dupes [παρασυρμένοι] parmi les villageois bulgarophones pour

prouver qu'ils se sont repentis et qu'ils ont décidé de rester désormais des Grecs ont été les élections du 31 mars 1946. En fait, avec l'abstention du P.C.G., il était facile de vérifier leur repentir : il suffisait qu'ils aillent voter et qu'ils ne s'abstiennent pas » (Dragoumis 1948a : λδ'). Le glissement graduel du pays dans la guerre civile, et la nécessité pour le camp gouvernemental d'assurer la loyauté d'une partie des slavophones « exposés » auparavant a imposé le déplacement de la ligne officielle de démarcation entre « Grecs » et « Slaves » à l'intérieur des groupes ethnolinguistiques. Des nécessités moins avouables, comme la protection des réseaux clientélistes des politiciens nationalistes dans les villages « stigmatisés », ont aussi joué un certain rôle. Une partie des effectifs du camp gouvernemental dans les villages slavophones était d'ailleurs composée d'anciens « bulgarisants » partisans de l'ORIM fascisante. Sous l'influence de l'émigration bulgaro-macédonienne aux États-Unis, regroupée autour de l'Organisation patriotique macédonienne (MPO), ces nouveaux venus dans le camp « nationaliste » grec propageaient une ligne politique selon laquelle les slavophones ne devait pas prendre parti – comme communauté distincte – dans cette « guerre civile des Grecs », mais supporter les autorités « légitimes » (ou reconnues comme telles par les gouvernements occidentaux) et attendre la fin du conflit pour demander à l'Occident le respect de leurs droits minoritaires (Kostopoulos 2000 : 205). Le résultat final de ce choix est jusqu'à aujourd'hui décelable sur le terrain : dans plusieurs villages slavophones, le noyau dur des nationalistes grecs locaux est composé de familles ayant des ancêtres dans l'ancienne « Okhrana » pro-bulgare pendant l'Occupation, qui ont ensuite été enrôlés dans le camp gouvernemental pendant la guerre civile<sup>54</sup>. Même dans les filières du KYP (les services secrets grecs) des années 1950 et 1960, des gens ayant participé aux milices collaboratrices pro-bulgares sont qualifiés comme « ayant une conscience nationale fluide », tandis que les anciens résistants slavophones de EAM-ELAS sont toujours classifiés comme « bulgarisants » ou « slavisants » (KYP 1965 : Annexe C)<sup>55</sup>.

44 Les délibérations de l'appareil gouvernemental et administratif central sur l'utilisation définitive de ce fichage ont duré plus de quatre années. En 1946, le ministre de l'Ordre public et une commission de l'armée dirigée par le chef de l'état-major se sont finalement déclarés pour « l'éviction (expulsion) du territoire grec des gens ayant des sentiments bulgares », dont le nombre était estimé aux alentours de 100 000, et ont proposé au gouvernement d'intégrer cette épuration aux demandes officielles de la Grèce adressées à la Conférence de la Paix (Theotokis 1946 : 3). Le représentant grec à la Commission d'enquête de l'ONU, Alexis Kyrou, a ainsi officiellement demandé en mars 1947 à la communauté internationale de « débarrasser » la Grèce « de la plupart » de ses habitants slavophones. « La solution radicale de ce problème », a-t-il insisté, constituait la condition *sine qua non* pour la pacification du pays (Ministère de la Presse 1947 : 158-60). Dans les années suivantes, des délibérations successives sur le même « problème » ont eu lieu à l'initiative du ministère des Affaires étrangères. On a conclu qu'une déportation massive des « bulgarisants » était pratiquement « impossible, parce qu'elle produirait des réactions de nature diplomatique et économique ». On a donc une fois encore reclassé théoriquement la population en cause en trois catégories : « ceux qui agissent dangereusement » [επικινδύνως δράοντες], dont on a décidé l'éloignement des provinces frontalières, « ceux qui ont une conscience bulgare mais qui s'abstiennent de toute manifestation », et « ceux qui évitent toute manifestation ». Le ministère de l'Ordre public a été chargé de compiler les listes des personnes relevant de la première catégorie et qui devaient être transférées. Au printemps 1949, cette compilation était presque terminée : le 11 mars 1949, le vice-ministre permanent des Affaires étrangères, Panayotis Pipinelis, a informé le conseil des Affaires politiques du ministère que le nombre des « bulgarisants fanatiques » à déplacer était estimé entre 10 000 et 20 000. Après leur déplacement, ils seraient privés de leur citoyenneté grecque et de leur bulletin de travail. Pipinelis a ajouté qu'il fallait agir vite et mettre en valeur la déclaration récente du Parti communiste et de son front slave-macédonien (NOF) en faveur d'une Macédoine autonome<sup>56</sup> ; autrement, dans un climat plus apaisé, il y avait le danger « que la politique de l'indulgence prédomine, comme d'habitude, et que ces messieurs restent sur leur place pour menacer de nouveau l'intégrité et la paix de notre pays » (Conseil des Affaires politiques 1949 : 16-7). Les décisions finales sur la question furent

prises le 23 mars 1949, par une réunion convoquée à Athènes par le chef des forces armées, le maréchal Alexandros Papagos, avec la participation des représentants de tous les ministères ou services impliqués, ainsi que de certaines personnalités-clefs du monde politique nationaliste. Le texte intégral des décisions prises pendant cette réunion n'a jamais été retrouvé jusqu'à présent. On connaît seulement une partie des décisions relative à la nomenclature officielle visant l'ensemble des membres du groupe ethnolinguistique – qu'on devait dès lors appeler seulement des « slavophones », toutes les autres désignations étant interdites (Kostopoulos 2004 : 385-6). L'historiographie officielle de la République de la Macédoine ex-yougoslave fait référence à une copie de ces décisions, selon laquelle l'accent était mis sur l'assimilation de la minorité dans la nation grecque et pas sur son expulsion. Le texte intégral du document n'a pas été publié jusqu'à présent (Macedonian Academy 1993 : 82-3). Plusieurs propositions faites entre 1947 et 1949 pour un échange des minorités entre la Grèce et la Yougoslavie furent d'ailleurs également rejetées par l'Assemblée générale de l'ONU et divers gouvernements occidentaux. Les raisons principales de ce rejet étaient l'inexistence d'une minorité grecque digne de ce nom dans la Macédoine yougoslave, ainsi que l'inquiétude d'Athènes face aux conséquences à long terme d'une telle négociation (King 1949 ; Kofos 1964 : 173-4 ; Lagani 1996 : 124-8).

- 45 Grâce à trois documents de 1950, récemment trouvés dans les archives privées de Konstantinos Vovolinis, on a cependant appris que le 11 juillet 1949, quelques jours avant le déclenchement de l'offensive finale de l'armée gouvernementale contre la guérilla communiste, le Conseil des ministres avait décidé « définitivement » le transfert de environ 15 000 slavophones, considérés comme « représentant un danger pour la sécurité nationale », de la région frontalière à d'autres régions éloignées de la Macédoine (Péloponnèse, Crète, Lesbos, Samos etc.). Ce transfert devait être mené à bien de façon organisée : les « délogés » pourraient emmener avec eux tous leurs biens mobiliers ; du point de vue légal ils seraient traités comme des « victimes des bandits » [συμμοριόπληκτοι] et pas comme ennemis de l'État ; on leur distribuerait de nouvelles terres issues des domaines d'État ou de l'expropriation de domaines de l'Église orthodoxe ; les terres de 22 monastères de Péloponnèse devaient aussi être réquisitionnées le plus vite possible. Le manque d'argent a cependant obligé les autorités à réviser encore une fois leur projet le 19 août, réduisant à 2 000 familles (8 000 personnes) seulement le nombre de ceux qui allaient être immédiatement délogés. Un comité, basé à Salonique, était chargé de régler les détails techniques du transfert. Le 5 novembre, la phase préparatoire de projet était achevée ; on n'attendait plus que l'allocation des crédits nécessaires (25 milliards de drachmes) pour le lancer. Mais le ministère des Finances n'a pas approuvé cette dépense et la mise en oeuvre du plan a été une fois de plus ajournée. Les élections du mars 1950, la défaite de la droite et la formation d'un gouvernement centriste qui avait promis des mesures de « réconciliation nationale » ont aussi contribué à l'abandon provisoire du projet, de même que le rétablissement des rapports diplomatiques entre la Grèce et la Yougoslavie (Papagos 1950 ; Nikolopoulos 1950 ; MAE 1950). En décembre 1950, le chef des forces armées, le maréchal Alexandros Papagos, a ainsi recommandé au gouvernement l'application d'un autre plan, « de longue haleine », prévoyant « le transfert graduel » – et pas collectif – au sud de la Grèce « des familles ou des individus slavophones qui avaient dans le passé agi contre la nation » et leur remplacement par « des familles nationalistes d'autres régions du pays » (Papagos 1950).

### L'épuration *de facto* (1945-1949)

- 46 Malgré tous ces revirements, l'épuration ethnique d'une grande partie de la population slavophone de la Macédoine grecque a été une réalité indéniable pendant les années 1940, surtout dans les régions frontalières de Kastoria, de Prespa et d'Almopia, qui ont été transformées en champ de bataille entre l'armée démocratique des communistes et l'armée nationale gouvernementale. En réalité, on peut discerner diverses vagues successives d'émigration forcée de la population slavophone, avant et après le déclenchement officiel de la guerre civile.
- 47 Au printemps 1945, quelques milliers des « bulgarisants » de la Macédoine orientale ont été expulsés massivement vers la Bulgarie par la guérilla nationaliste locale. En avril 1945, la

petite ville de Kato Nevrokopi fut par exemple évacuée de tous ses habitants slavophones (environ 1 600) qui n'avaient pas fui avec l'armée bulgare en octobre 1944. La logique de l'entreprise, analysée par son organisateur, le chef de bande Hristos Taskas<sup>57</sup>, dans ses mémoires inédites, était plutôt simple : il fallait se débarrasser d'un « guêpier du bulgarisme » stratégiquement important, dont les habitants avaient en plus acclamé avec enthousiasme les partisans procommunistes, et en même temps vider des agglomérations pour loger les réfugiés grecs qui retournaient chez eux dans la région (Taskas s.d. : 309, 317-30). Au total, on estime qu'environ 10 000 Macédoniens se sont réfugiés en Bulgarie en 1944-1945 (Kofos 1964 : 148). En 1945-1946, la « terreur blanche » dirigée contre la gauche et ses alliées (mais aussi contre la minorité slavophone toute entière) a produit une nouvelle vague de 13 000 réfugiés de la Macédoine centrale et occidentale en Yougoslavie, où il y en avait déjà 4 000 venus en 1944 et 500 qui avaient fui en 1941-1943. Sur un total de 9 500 réfugiés jusqu'à la fin 1945, les slavophones représentaient 8 664 (Katsanos 2008 : 55 ; Mihailidis 2004 : 46-7).

48 La généralisation du conflit en 1947 et la constitution d'un « gouvernement provisoire » par les partisans ont offert des nouvelles possibilités d'ingénierie démographique. Estimant que la « zone libérée » de l'armée démocratique se transformait en une sorte de petite « Macédoine autonome » (grâce à ses écoles slaves et l'auto-administration communale pratiquée sous contrôle communiste), le ministre de la Grèce du Nord, Aristeidis Bassiakos, a proposé en janvier 1948 une politique d'épuration ethnique du champ de bataille de toute présence slavophone : « Il est nécessaire que cette situation soit remise en cause et que son extension soit entravée par des opérations militaires qui ne vont pas épargner les villages bulgares de cette région », écrivait-il au ministère des Affaires étrangères, « d'une telle façon que, même si nos forces militaires se retirent, les bandits qui retourneront ne trouvent ni leurs maisons ni leurs villages » (Bassiakos 1948). Cette méthode de la terre brûlée était déjà appliquée par l'armée contre des villages spécifiques de Vitsi (Perikopi, Bapchor [rebaptisé après coup Poimeniko], Polykerasos, Koryfi etc.) et devait l'être une seconde fois en 1948-1949 dans la zone frontalière de Kastoria (Dendrochori, Krystalopigi). Dans certains cas, les villages incendiés étaient ultérieurement rasés par des bulldozers, exception faite seulement pour leurs églises (Pop-Janevski 1996 : 142, 149). Au printemps 1948, une grande partie de la zone slavophone de Grammos a été évacuée de ses habitants, enfuis massivement en Yougoslavie (Kirjazovski 1989 : 41-2). Pendant l'offensive militaire de l'été 1948, l'armée a aussi essayé d'expulser violemment vers la frontière – ou vers les lignes de la guérilla – les familles des slavophones civils de sa zone, avec des résultats ambivalents (Dragoumis 1948 : 17-8). Au total, 46 villages slavophones représentant une population de 20 913 personnes en 1940 ne sont pas du tout mentionnés dans le premier recensement de l'après-guerre (Pejov 1968 : 172-5). La minorité était enfin décimée par le départ d'une partie considérable de la population de la zone frontalière avec les partisans vaincus en août 1949. D'après les statistiques officielles de l'appareil communiste, environ 20 000 des 55 000 réfugiés politiques installés en URSS ou en Europe de l'Est après la défaite de l'armée démocratique étaient des « Slavo-Macédoniens », ainsi que 18 000 des 25 000 réfugiés en Yougoslavie (Kirjazovski 1989 : 53-5 ; Mihailidis 2004 : 48, 58-9 ; Katsanos 2008 : 54-5). Environ 20 000 autres avaient péri pendant les hostilités, selon les estimations de l'historiographie officielle de la République de Macédoine yougoslave (Kiselinovski 1990 : 140 ; Simovski 1998 A : xlv). Pour le camp victorieux, cet exode constituait « les effets secondaires bénéfiques » [*the beneficial side-effects*] de la tragédie de la guerre civile : « la Grèce », écrit avec soulagement l'expert officiel du ministère grec des Affaires étrangères Evangelos Kofos, « a été ainsi délivrée d'une minorité ayant une conscience étrangère qui avait menacé activement sa sécurité et sa paix intérieure » (Kofos 1964 : 186).

49 Le destin des « bandits » partis, ainsi que celui des membres de la minorité ayant simplement émigré à l'étranger avant ou pendant les années 1940, fut scellé pendant la décennie suivante avec la déchéance massive de leur citoyenneté grecque et la confiscation de leurs biens immobiliers, même dans le cas où leurs familles étaient restées dans le pays. La privation de la citoyenneté fut effectuée par deux lois différentes. La première, la décision LZ du Parlement (1947), visait ceux qui se trouvaient à l'étranger « pendant la rébellion

courante » [*διακούσητηςπαρούσηςανταρσίας*] et aidèrent activement la lutte des partisans. Son application fut néanmoins surtout réelle après la fin des hostilités, sur la base d'une fiction de droit qui a prolongé la durée légale de la guerre civile jusqu'à juillet 1962 ! Au total, 22 366 citoyens grecs de toute langue maternelle ont été privés de leur citoyenneté par cette voie. La seconde loi était le décret présidentiel de 1927 déjà utilisé contre les « citoyens grecs allogènes qui quittent le territoire grec sans intention de retour », remplacé en 1955 par une clause identique figurant dans l'article 19 du nouveau Code de la citoyenneté grecque. Des milliers des slavophones émigrés ou réfugiés politiques à l'étranger ont perdu leur citoyenneté sur la base du décret de 1927, par des actes administratives qu'on ne publiait pas dans le *Journal officiel* (Kostopoulos 2003a : 56-60). D'après un premier recensement, incomplet, basé sur les archives du ministère des Affaires étrangères, dans le seul trimestre de décembre 1949 à février 1950, on avait retiré leur citoyenneté à au moins 1 436 des « allogènes » qui avaient quitté la Macédoine grecque pour gagner la Yougoslavie, la Bulgarie, la France, les États-Unis, le Canada, l'Australie ou d'autres pays. En mai 1950, on en a encore déchu 162. La procédure était dirigée par les « centres » locaux (au niveau des préfectures) du « service des étrangers » [*Υπηρεσία Αλλοδαπών*] du ministère de l'Intérieur, le principal service secret du pays entre 1938 et 1953. Les listes compilées par ces « centres d'étrangers » faisaient la distinction entre les « allogènes ayant perdu la citoyenneté grecque après d'être partis en Bulgarie » et ceux qui étaient partis « en Yougoslavie et vers d'autres pays étrangers ». Des listes similaires, concernant les habitants radiés de chaque village étaient ensuite envoyées par le directeur du ministère de l'Intérieur aux préfectures responsables, ordonnant la suppression de leurs noms des registres communaux. Dans un cas typique, 58 hommes et 20 femmes du village de Xino Nero, partis du village entre 1911 et 1949, ont été effacés des registres d'état-civil en juin 1950. Le même mois, une procédure identique a visé 86 hommes et 66 femmes dans le village voisin de Vevi et 30 hommes et 13 femmes dans celui de Meliti. Le bilan complet de cette pratique administrative reste à faire<sup>58</sup>. En ce qui concerne l'application de l'article 19 après 1955 (et jusqu'en 1998, quand il a été aboli sans effet rétroactif), on sait de source officielle qu'au total on a privé de leur citoyenneté 13 406 non-musulmans, des Macédoniens slavophones dans la plupart des cas. Quand à la confiscation des fortunes immobilières, on a utilisé quatre lois différentes : deux décisions (M et N) votées par le Parlement pendant la guerre civile, une loi de la dictature de Metaxas (1539 /1938) prévoyant la prise par l'État des lopins de terre abandonnés et un acte constituant de 1945 qui autorisait la confiscation totale ou partielle des biens des personnes condamnées pour collaboration avec l'occupant (Sotiropoulos 1991). La mesure était conforme à la proposition faite pendant les délibérations officielles de 1948-1949, d' « envoyer à temps [*εν καιρώ*] leurs familles » aux fuyards excommuniés du corps national, « s'ils ne les avaient déjà emmené avec eux » (Dragoumis 1948 : 17) – avec la petite différence que cet « envoi » était matérialisé par la privation des ressources vitales et non par la voie purement administrative d'une expulsion formelle.

#### **IV. L'APRÈS-GUERRE CIVILE : QUE FAIRE DES « INEXISTANTS » ?**

50 Après la fin de la guerre civile et le « règlement » des détails juridiques non résolus jusqu'alors, la question macédonienne était désormais officiellement « inexistante » pour la Grèce. Malgré l'amélioration des relations avec la Yougoslavie dès 1950, Athènes a constamment refusé de discuter avec Belgrade du traitement et même de l'existence d'une minorité macédonienne slave dans la Grèce du Nord (Katsanos 2008). Le rétablissement des relations avec la Bulgarie en 1964 et l'alliance informelle gréco-bulgare entre 1976 et 1989 ont été aussi effectués sur la même base, facilités par le refus de Todor Zhivkov d'aborder même le sujet (Kostopoulos 2000 : 285). Cette politique était ratifiée par la disparition graduelle de toute référence statistique officielle à la diversité linguistique ou religieuse dans le pays. Le dernier recensement où on enregistre la langue maternelle des habitants est celui de 1951 ; ses données sont répertoriées par préfecture et sous-estiment évidemment la taille des groupes linguistiques non grecophones. Au total, 41 167 personnes (dont 35 894 en Macédoine)

étaient enregistrées comme ayant une « langue maternelle slave », tandis que seulement 10 346 étaient présentées comme la pratiquant[ομιλούντεςσυνήθως]. Le contraste avec les statistiques secrètes compilées en même temps par les services de sécurité ou avec les rapports annuels des cadres scolaires locaux est plus que frappant. Le département de Florina est par exemple présenté dans le recensement de 1951 comme étant peuplé par 14 476 de Slavophones seulement ; le recensement secret effectué sur place par le service de renseignement de l'État (KYP) en 1954 y enregistre pourtant 43 546, dont 12 549 classifiés comme ayant « une conscience nationale étrangère ou fluide ». En 1965, le même service y recense 51 859 slavophones, tandis qu'une estimation de 50 000 est avancée en 1965 par les cadres locaux qui informent le diplomate Dimitrios Bitsios et l'expert Evangelos Kofos de l'envergure du « problème ». Dans les départements voisins de Kastoria et de Pella, le recensement de 1951 ne compte que 1 009 et 9 353 slavophones, contre les 17 229 et 42 627 trouvés par le KYP en 1954 et les 40 000 et 45 000 qu'estiment respectivement les interlocuteurs de Bitsios et de Kofos en 1965 (Kostopoulos 2000 : 222-4 ; 2003 : 66, 73-4). Loin d'être réglé définitivement, le « problème » d'une minorité formellement « inexistante » mais toujours présente sur place continuera donc de troubler les dirigeants d'Athènes pendant leurs délibérations sous le sceau du secret d'État.

51 Un document révélateur des préoccupations de l'appareil sécuritaire dans l'immédiat après-guerre est le rapport rédigé en mai 1952 « sur les slavophones vivant en Grèce » par D. Vlastaris, chef de la direction générale pour les Étrangers (le principal service secret de l'époque). Après une revue historique assez conventionnelle de la question macédonienne, il arrive à la conclusion que « l'existence en Macédoine des éléments slavissants, qu'on ne peut ignorer ou nier, constitue un problème pour nous ». Ses propositions s'arrêtent encore une fois sur un programme d'épuration ethnique sélective, doublée de la consolidation des « acquis » créés sur le terrain par la guerre civile. D'abord, il faudrait que le rapatriement possible des réfugiés de la guerre civile en Yougoslavie, estimés à environ 20 000 et « dont le problème est rendu complexe, puisqu'ils ont laissé en Grèce des familles nombreuses », se fasse sur une base de sélectivité absolument ethnique: « Pour ces personnes, le critère principal est l'origine slave. Il faut refuser fermement le retour de toute personne d'origine slave, quelles que soient les circonstances qui l'ont amené dans les pays slaves (fuyards, déportés forcés, déportés volontaires partis en 1941, bandits communistes) ». Cette exclusion doit s'appliquer aussi à la partie slavophone des « enfants enlevés par les communistes » en 1948 (éloignés du champ de bataille et transférés dans des écoles et jardins d'enfants des pays du bloc socialiste), malgré la campagne internationale lancée alors par Athènes pour leur rapatriement immédiat. Seulement dans le cas où leurs parents étaient restés sur le territoire grec, on était « obligé par les faits d'accepter leur rapatriement ». « Etant donné » pourtant « que leurs conditions de vie dans les pays du rideau de fer étaient meilleures – dans la plupart des cas au moins – de celles que leur famille pouvaient leur offrir aujourd'hui », on était sûr que « la nostalgie de cet environnement maintiendrait ces enfants dans un lieu d'attachement au slavisme » ; il ne faudrait donc pas les « abandonner dans leurs domiciles », mais les « rééduquer sur une base nationale » dans des établissements étatiques. Comme seconde mesure à prendre D.Vlastaris proposait de « faciliter le départ des personnes ou des familles d'origine slave pour n'importe quel pays de l'étranger », en donnant la priorité aux familles de réfugiés politiques et d' « enfants enlevés ». La troisième mesure reprenait les propositions antérieures d'autres cadres nationalistes pour « le transfert de familles entières et leur établissement obligatoire dans la Grèce du Sud » (Vlastaris 1952 : 21-2).

52 Le chef de la direction générale pour les Étrangers n'était pas le seul à proposer des mesures de ce genre. D'après l'expert du ministère des Affaires extérieures sur les questions balkaniques pendant plus de trois décennies (1963-95), Evangelos Kofos, « des réflexions pour un déplacement interne des restes de la population slavophone loin de la région frontalière furent reformulées » par l'appareil militaire et sécuritaire « jusqu'au milieu des années 1950 au moins » (Kofos 2008 : 368). Un tel rapport, rédigé par la 15<sup>e</sup> division de l'armée (couvrant la région de Kastoria et les environs de Prespa) en 1955, découvert et présenté récemment par l'historien Spyros Karavas, prévoit l'interdiction absolue de tout rapatriement des réfugiés

slavophones dans la zone frontalière, la levée de toute entrave à l'émigration de la population slavophone à l'étranger – « en famille, si possible » – et la colonisation des villages abandonnés par des paysans grecophones (Karavas 2009). La dernière proposition du genre a peut-être été faite en décembre 1958 par le chef de l'état-major de la Défense nationale, Athanasios Frontistis, après un conseil tenu à son initiative avec la participation des représentants du ministère des Affaires étrangères, du KYP et de la direction générale pour les Étrangers. Dans le mémoire préparé alors par Frontistis, « on souligne le danger posé par la présence d'une minorité compacte de langue autre que le grec [παρουσία συμπαγούς ξενοφώνου μειονότητας] dans une région frontalière névralgique » ; comme solution on y proposait « des mesures de toutes sortes, de nature éducative, policière, militaire etc. pour l'assimilation et l'hellénisation des slavophones », mais aussi « d'autres mesures qui aspiraient au déracinement et l'aliénation de cet élément en facilitant et encourageant l'émigration des slavophones à l'étranger, le refus intransigeant de rapatrier les fuyards slavophones et le transfert méthodique et graduel des personnes ayant une conscience slave en divers points au sud de la rivière [την μεθοδική Αλιάκμονά στα διαμεταφοράντων σλαβονειδήτων εις διάφορα σημεία νοτίως του Αλιάκμονος].

Ces propositions n'ont pourtant finalement pas été enterminées par le pouvoir politique. Au contraire, le ministre des Affaires étrangères Evangelos Averoff et le Premier ministre Konstantinos Karamanlis ont approuvé un projet différent, élaboré en juin 1959 par Konstantinos Heimarios (chef de la 1<sup>ère</sup> direction du ministère des Affaires étrangères), D. Nikolareizis et Thrasyvoulos Tsakalotos (ambassadeur à Belgrade), où l'on reprenait les mesures assimilatrices proposées par Frontistis en excluant tacitement sa stratégie de « déracinement ». L'objectif principal était alors l'apprentissage parfait du grec par la nouvelle génération des slavophones « afin que, finalement, ils rejettent par accoutumance le slave » [ίνα τελικώς διαπονεθισμού αποβάλουν την σλαβικήν] (Heimarios 1963 : 1-4).

53 Dans quelle mesure toutes ces propositions ont-elles finalement été mises en œuvre par l'administration grecque pendant les décennies suivantes ? D'après Kofos, le rejet des projets de déplacement forcé organisé et de colonisation massive de la zone frontalière est dû « à des raisons sociales, politiques, mais aussi économiques » (2008 : 368). Un obstacle presque impossible à surmonter était sans doute la difficulté de trouver des colons disposés à laisser leurs maisons dans le reste de la Grèce pour aller s'installer dans une région sous-développée et ravagée par la guerre, dans des conditions climatiques défavorables. On doit également tenir compte du fait que, dans les années 1950, après une décennie d'aventures où a été remise en cause la souveraineté de la Grèce sur ses provinces septentrionales, la tendance dominante était plutôt inverse : la fuite des « akrites »<sup>59</sup> vers les centres urbains situés plus au sud. Un autre facteur qui a probablement influencé l'abandon des projets pour une colonisation étendue, était les intérêts particuliers des agents locaux du camp nationaliste à qui on avait permis l'exploitation tacite des fortunes abandonnées par les « fuyards ». La colonisation organisée des villages désertés fut donc entreprise à une échelle modeste, dans la région de la Prespa et aux frontières de la préfecture de Kastoria avec l'Albanie, à l'initiative exclusive de l'état-major de l'armée. Dans la région de Prespa, des 7 663 habitants recensés en 1940 ne sont restés à la fin de 1949 que 1 319 seulement : 834 réfugiés jusqu'alors déplacés vers les grandes villes, qui étaient retournés dans le sillage de l'armée gouvernementale, et 485 personnes « trouvées » sur place par les forces gouvernementales après la défaite de la guérilla (Kostopoulos 2000 : 219). En mai 1952, l'état-major a commencé à y installer quelques centaines de familles d'anciens nomades épirotes sans terre qui appartenaient au groupe ethnique des Arvanito-valaques mais qui politiquement étaient des conservateurs nationalistes grecs ; en 1965, ces « colons » [έποικοι], comme ils étaient désignés dans le vocabulaire officiel, ne dépassaient pas le nombre de 1 630 (KYP 1965 : Annexe A). Deux autres villages slavophones, situés à des points stratégiques près de la frontière albanaise et complètement détruits pendant la guerre civile, Dendrochori et Krystallopiği, ont été reconstruits en 1957-1958 dans le cadre de l'« Assistance royale » et peuplés par des colons du même groupe ethnique. Il semble néanmoins que ce processus ait rencontré des résistances provenant du noyau dur de l'administration locale. L'existence de ces résistances est indiquée par les protestations répétées d'un membre du Parlement qui se présentait comme le lobbyiste principal des colons



(Gyiokas 1959-1966), ainsi que par les articles de la presse athénienne gouvernementale, qui est allée jusqu'à menacer publiquement d'exil dans le camp d'internement insulaire d'Ái Stratis les membres du très officiel Comité d'expropriations de Florina accusés de « saboter » la politique de colonisation (Roussen 1957 ; Aristotelis 1957).

54 Ce qu'on ignore enfin c'est l'étendue réelle de l'application du décret législatif 2536 de 1953 « sur le repeuplement des régions frontalières et le renforcement de leur population », selon lequel toute fortune immobilière abandonnée pendant trois ans au moins par son propriétaire « émigré clandestinement ou sans autorisation à l'étranger » passait de façon automatique à la propriété de l'État, même si la famille de son propriétaire continuait de l'administrer. Le même décret ordonnait aussi la confiscation des lots de terre distribués pendant la réforme agraire des années 1920, si leur propriétaire était parti du village sans avoir quitté le territoire grec (s'il était, par exemple, réfugié interne ou personne déplacée pendant la guerre civile). D'autres articles prévoyaient l'installation de colons sans terre « animés par une conscience nationale saine » (selon l'exposé introductif du décret), sur les terres ainsi confisquées, avec l'aval indispensable de l'état-major de l'armée. D'anciens soldats, gendarmes, sous-officiers ou officiers des forces armées et de la gendarmerie pouvaient aussi y être installés, même s'ils étaient déjà propriétaires de terres et indépendamment de la taille de leur fortune (Décret 2536). La discussion du décret au Parlement a bien montré que l'objectif prioritaire de cette mesure était les slavophones déplacés provisoirement par la guerre civile, dont le retour dans leurs villages était empêché pour des « raisons de sécurité », et pas les habitants grecophones d'Épire ou de Thrace occidentale qui entraient dans la même catégorie (Kostopoulos 2000 : 221). Sa mise en œuvre massive a été pourtant pratiquement reportée pour quelques années à cause des tremblements de terre dévastateurs survenus sur les îles ioniennes et en Thessalie, qui ont capté la plupart des crédits destinés normalement à la colonisation. En 1957, le décret 2536 a été déclaré anticonstitutionnel par le Conseil d'État ; un autre décret (3800/1957) a pourtant « légalisé » *a posteriori* toute affectation de terres survenue entre temps (Gyiokas 1979 : 146-7, 155-6, 159-60 ; Katsanos 2000 : 84-5).

55 En ce qui concerne l'incitation à l'émigration, les témoignages oraux des habitants insistent sur le fait que les cadres de l'administration locale ont exercé toutes sortes de pressions sur la population slavophone pour la faire partir outre-mer. Les émigrants de cette catégorie étaient pourvus de passeports « délivrés pour un voyage » [*δι' ένταξειδίου*], formule cryptée qui, dans le jargon bureaucratique du ministère de l'Intérieur, se traduisait comme « sans droit de retour » [*άνευδικαιώματοςεπιστροφής*]. Dès son départ, le titulaire d'un tel passeport relevait des dispositions de l'article 19 du Code de la citoyenneté permettant la révocation de sa citoyenneté pour « avoir quitté le territoire grec sans intention d'y retourner » (Maniatakos 1959). Il semble, d'ailleurs, qu'une partie de l'appareil policier et judiciaire ait exploité pour son propre compte la situation, faisant la tournée des villages slavophones et privant les futurs émigrants de leurs ressources modestes pour leur procurer des passeports<sup>60</sup>. Selon les données statistiques de KYP, 6 713 personnes ont émigré entre 1950 et 1960 du seul département de Florina ; 45,4 % d'entre eux étaient classés comme « ayant une conscience nationale étrangère ou fluide » – pourcentage beaucoup plus large que la représentation de cette catégorie sur la population slavophone locale (28,8 %), sans compter les autres groupes ethnolinguistiques. Pendant les années suivantes, l'ouverture des pays de l'Europe occidentale a provoqué une intensification du courant migratoire (13 249 personnes parties du même département entre 1961 et 1964 seulement, dont les 9 659 en Europe). Les agents de KYP exprimaient cependant leur inquiétude devant le fait que les émigrants partis en Europe provenaient de plus en plus des familles considérées comme « ayant des sentiments contrôlés » [*ηλεγμένονεθνικώνφρονημάτων*], évolution qui provoquait un « danger que la région soit privée de son élément “dynamique” ayant des sentiments grecs » (KYP 1965<sup>a</sup>: Annexe Θ'). Une pareille inquiétude a été aussi exprimée en 1955 par la 15<sup>e</sup> division de l'armée, qui a demandé au gouvernement l'interdiction totale de l'émigration des habitants considérés comme nationalistes et anticommunistes [*εθνικόφρονες*] et la promotion – au contraire – de l'émigration familiale « des anarchistes et de ceux ayant des sentiments slaves », dont le départ n'était pas jusqu'alors autorisé (Karavas 2009 : 135-7). À noter enfin l'existence

d'un dossier ultra-secret dans les archives de l'ancienne Cour royale, composé en 1966-1967 par le bureau du Roi et intitulé « Macédoine - Thrace. Question d'émigration ». À notre demande de consultation, l'Éphorie des Archives générales d'État a répondu que, après avoir constaté que le dossier en cause « contenait des documents qui relèvent de l'article 36§10 de la loi 1946/1991é (c'est-à-dire éliés à l'intérêt national et relevant de la politique extérieure de l'État »), une commission spéciale serait convoquée pour décider sur le sujet<sup>61</sup>. À notre connaissance, cette pratique administrative, peu courante, était jusqu'alors utilisée pour bloquer l'accès des chercheurs à des archives officiellement « ouvertes », mais considérées comme trop « sensibles ». Plus que le contenu présumé du dossier en cause, cette réévaluation officielle du concept de la sécurité nationale dans le domaine historiographique peut cependant être due aux changements survenus récemment au niveau des institutions responsables : le président de l'Éphorie des archives qui s'est prononcé sur notre demande, nommé à ce poste en novembre 2007 par le gouvernement de Konstantinos Karamanlis, avait aussi servi comme président de l'Établissement national de radio et de télévision (EIRT) sous la phase la plus brutale de la junte militaire (entre mai et juillet 1974)<sup>62</sup>.

56 On a déjà vu que, dès la fin des années 1950, la politique étatique a mis l'accent sur l'assimilation linguistique des slavophones plutôt que sur leur expulsion. Mises à part quelques manifestations clairement répressives, comme les prestations de serment collectives de villages entiers pendant l'été 1959 (sous le regard triomphant des autorités régionales) qu'ils vont abandonner l'usage de leur « patois étranger exécrationnel » [τρικοκάρατονξενικόνδιώμα], cette politique assimilatrice était surtout centrée autour des programmes « souples » : création de jardins d'enfants dans les villages pour couper les bébés de l'usage familial « du patois » pratiqué surtout par les vieux monolingues, construction de « Maisons d'enfants » pour la récréation organisée de la jeunesse villageoise dans un environnement absolument grecophone, envoi des bons élèves issus des villages slavophones comme boursiers dans des internats au sud de la Grèce, distribution gratuite de magazines populaires grecs auprès des particuliers etc. – tout cela accompagné d'une campagne de propagande intensive proclamant que l'intérêt personnel et collectif des « Grecs bilingues » leur imposait de ne pas transmettre la connaissance « du patois » slave macédonien à leurs enfants (Kostopoulos 2000 : 234-44, 263-76). En juin 1962, la surveillance de ce programme était confiée à un conseil de coordination créé par le Premier ministre Konstantinos Karamanlis. Son but déclaré était d'« affronter la dite minorité slavomacédonienne », et il jouissait du « soutien moral et matériel » de la très active reine Frederika (Conseil de coordination 1963). Au départ, ce programme touchait seulement les trois préfectures de Florina, Kastoria et Pella qui étaient considérées comme « en danger » ou « fragiles » [ευπαθείς] par excellence, à cause de leur nombreuse population slavophone, mais il s'est progressivement étendu à presque toutes les régions où vivaient des communautés slavophones (départements de Paionia dans la commune de Kilkis et d'Eordaia dans celle de Kozani, communes de Serres et peut-être de Drama). L'avènement de la junte militaire en 1967 n'a pas beaucoup changé les choses dans ce domaine, exception faite de la multiplication des fonds à la disposition des responsables de la campagne assimilatrice. On a aussi transféré de force les habitants de quelques villages slavophones montagnards de Florina, de Kastoria et de Pella dans la plaine, pour des raisons « de développement » mais aussi sécuritaires<sup>63</sup>. La démocratisation radicale de la vie politique et sociale de la Grèce après la chute de la dictature en 1974 et la victoire électorale de PASOK en 1981 a au contraire apporté de nombreux changements ; leur étude est cependant hors du sujet de notre article. Il faut pourtant noter ici que, même après la constitution du premier gouvernement socialiste, les services de sécurité continuaient à proposer des mesures d'assimilation linguistique et de surveillance policière de la population slavophone qui n'avaient pas trop à envier les recettes du passé. Le chef du service de Sécurité nationale (ΥΠΕΑ) demandait par exemple en 1982 le transfert obligatoire des fonctionnaires slavophones dans d'autres endroits du pays, la création d'un réseau de leaders d'opinion payés pour faire de la propagande « contre l'usage du patois dans leur cercle social », l'encouragement par le commandement de l'armée du mariage de ses subordonnés militaires

« avec des femmes issues des villages où on parle le patois » (pour bloquer une fois pour toutes son usage intrafamilial) etc. (Kapelaris 1982).

57 Une mesure décisive fut pourtant prise dans les années 1980 par le gouvernement de PASOK : l'exclusion des réfugiés politiques slavophones de la guerre civile du rapatriement général promis par le mouvement socialiste avant sa première victoire électorale. D'après la décision commune n° 106841/29.12.1982 des ministres de l'Intérieur et de l'Ordre public, annoncée triomphalement par le Premier ministre Andreas Papandreou pendant la fête de Noël 1982, seuls les réfugiés politiques qui étaient « d'origine ethnique grecque » [*Ελληνες*] avaient droit au rapatriement libre et sans conditions. Les exclus de cette politique « de conciliation nationale » étaient, selon la jurisprudence du Conseil d'État, ceux parmi les réfugiés qui avaient une origine ethnique non grecque et qui « par leurs actions et leur attitude générale exprimaient des sentiments témoignant de l'absence d'une conscience nationale grecque, de sorte qu'ils ne pouvaient pas être considérés comme assimilés dans la nationalité grecque, qui est composée de personnes liées par des traditions, des aspirations et des idéaux communs » (Conseil d'État 1981). Une double procédure a été ainsi mise en place et les réfugiés politiques issus de communautés ou de familles grecophones ont été automatiquement rapatriés (et, grâce aux lois ultérieures 1540/1985 et 1863/1989, indemnisés pour la confiscation de leurs biens et autres souffrances du passé), tandis que ceux issus de familles mixtes slavophones ont été obligés, dans le meilleur des cas, de subir un processus humiliant de « rééducation » politique et nationale, afin de prouver leur « conscience nationale grecque ». La raison officielle de cette exclusion était (et continue toujours d'être) la protection de la « pureté nationale » de la Macédoine de toute « réintroduction d'une minorité nationale ennemie » dans le territoire grec. Même des mesures de courte durée, comme la permission faite aux réfugiés politiques bannis de visiter leurs lieux d'origine pour quelques jours pour « des raisons humanitaires » pendant les campagnes électorales de 1985 et de 2003, ont provoqué la mobilisation nationaliste des représentants de l'« État profond » contre « l'irresponsabilité des politiciens »<sup>64</sup>. Cette politique d'exclusion met en outre en doute la « grécité » des familles des réfugiés « d'origine non grecque » qui sont restées – et continuent à vivre – sur le sol grec. En d'autres termes, elle est équivalente à une reconnaissance officielle tacite de l'existence de la minorité si déniée ; reconnaissance qui n'aspire pas à l'intégration totale de ce groupe dans le reste de la société grecque mais, au contraire, s'exprime par un acte d'exclusion.

---

### **Bibliography**

Adanir, Fikret (1979) *Die Makedonische Frage*, Franz Steiner Verlag, Wiesbaden.

Ance, Jacques (1930) *La Macédoine. Son évolution contemporaine*, Librairie Delagrave, Paris.

Anonyme (1913) *Ημερολόγιον του Ελληνοβουλγαρικού πολέμου* [Journal de la guerre gréco-bulgare], Athènes.

Anonyme (1945) Bibliothèque Gennadeios [Athènes] - Archives de Philippos Dragoumis, dossier 104, doc. 88, « Comment est-il nécessaire d'affronter la situation dans la Grèce du Nord », s.l.n.d.

Aristotelis (1957) « Φτάνει πια! » [Assez!], *Aristotelis*, 2 (3-4.1957).

Armée de Thrace (1920), Archives Historiques du ministère grec des Affaires extérieures, dossier 1924/B37.5, Armée de Thrace au ministère des Affaires extérieures, Andrinople 30.8.1920, no 55431/4848.

Balkos, Vassilios (1931) Bibliothèque Gennadeios [Athènes] - Archives de Athanasios Souliotis, dossier 2II, doc.113a, Préfet de Florina V. Balkos au Ministère de l'Assistance, Florina 16.6.1931, no 8107.

Bassiakos, Aristeidis (1948), Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures, dossier 1948/128.2, ministre de la Grèce du Nord A. Bassiakos au ministère des Affaires extérieures, Salonique 28.1.1948, n° 82.

Boudonas, Efthymios (1914), Archives grecques historiques et littéraires [Athènes] - Archives de Georgios Streit, dossier 11, E. Boudonas « Note confidentielle sur l'hellénisation des non-grecophones et la politique à adopter à l'égard des étrangers », Salonique 5.4.1914.

BPP (1908) *British Parliamentary Papers*, série *Turkey*, n° 3, Londres, mai 1908.

- Bramos, Kostas (1953) Κώστας Μπράμος, *Σλαβοκομμουνιστικά οργανώσεις εν Μακεδονία. Προπαγάνδα και επαναστατική δράσις* [Organisations slavo-communistes en Macédoine. Propagande et activité révolutionnaire], Salonique.
- Christides, Christophoros (1946) Bibliothèque Gennadeios [Athènes] - Archives de Philippos Dragoumis, dossier 104, doc. 133, Chr. Christides, « Note sur la situation en Macédoine Occidentale (avril 1946) », Athènes 19.4.1946.
- Christides, Christophoros (1949) *Le camouflage macédonien à la lumière des faits et des chiffres*, Société hellénique d'éditions S.A., Athènes 1949.
- Commission Interalliée (1919) *Rapports et enquêtes de la Commission Interalliée sur les violations du droit des gens, commises en Macédoine orientale par les armées bulgares*, Berger-Levrault, Nancy-Paris-Strasbourg.
- Conseil des Affaires politiques (1949), Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures, dossier 1950/38.3, Συμβούλιον Πολιτικών Υποθέσεων, « Actes de la 138<sup>e</sup> séance du conseil des Affaires politiques présidé par le sous-ministre permanent des Affaires extérieures M. P. Pipinelis, vendredi 11.3.1949 », 25 pp.
- Conseil de coordination (1963) Archives Générales d'État [Kavala] – Archives du bureau de coordination des Écoles minoritaires, dossier 11, Conseil de coordination constitué par la décision no 3507/13a/20/23-6-1962 du président du Conseil, « Compte Rendu no 1/1963 », Athènes 19.3.1963.
- Conseil d'État (1981) Décision no 57/1981 du Conseil d'État grec.
- Coromilas, Lambros (1906) Archives Historiques du ministère grec des Affaires extérieures, dossier 1910/82, rapport du consul grec de Salonique L. Coromilas adressé au ministère des Affaires extérieures, Salonique 18.8.1906, n° 432.
- Dakin, Douglas (1966) *The Greek struggle in Macedonia, 1897-1913*, Institute of Balkan Studies, Salonique.
- Dalipis, Anastasios (1945), Bibliothèque Gennadeios [Athènes] - Archives de Philippos Dragoumis, dossier 104, doc. 110, Colonel A. Dalipis au 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major de l'Armée, Athènes 27.3.1945 ; doc. 111, A. Dalipis, « Note pour le 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major de l'Armée » (s.l.n.d.) ; doc. 115, liste des 31 « villages de la sous-préfecture de Voïon qui seront rattachés à la préfecture de Kastoria », s.l.n.d.
- Danglis, Panagiotis (1909), Archives du Musée Benakis [Athènes] - Archives de Panagiotis Danglis, dossier 23, lettre de P. Danglis au ministre des Affaires extérieures, Athènes 19.2.1909, n° 125, partiellement publiée dans Danglis 1965, vol. I, pp. 380-381.
- Danglis, Panagiotis (1965), Παναγιώτης Δαγκλής, *Αναμνήσεις - Έγγραφα - Αλληλογραφία* [Souvenirs, documents et correspondance du général Panagiotis Danglis], Vivliopoleion E.G. Vagionaki, Athènes 1965, 2 vol.
- Décret 2536 (1953), *Εφημερίτης Κυβερνήσεως* [Journal Officiel] No 1953/A/225 (27.8.1953), Décret Législatif 2536 signé le 23.8.1953 « sur le repeuplement des régions frontalières et le renforcement de leur population » ; l'exposé introductif signé par S. Markezinis et L. Apostolidis est publié dans *Αρχείον Βουλής* [Les Archives du Parlement], période 12.12.1952-14.11.1954, vol. III, Athènes 1957, pp. 273-274.
- Dekazos, Panagiotis (1913) Παναγιώτης Δεκάζος, *Η Νάουσα της Μακεδονίας* [Naoussa de Macédoine], Typographeion M. Mantzevelaki, Athènes.
- Dekazos, Panagiotis (1914) Παναγιώτης Δεκάζος, *Αι γεωργικαί σχέσεις της Μακεδονίας* [Les relations agraires en Macédoine], P. Leonis, Athènes.
- 2<sup>ème</sup> corps militaire (1919) Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures, dossier 1919/A/5/4, rapport adressé au Quartier général de l'armée grecque, 23.1.1919.
- Diamantopoulos, Iraklis (1924) Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures, dossier 1925/B37.2, Ir. Diamantopoulos au 3<sup>e</sup> corps militaire, Salonique 10.10.1924, n° 81.
- Dimaras, Konstantinos (1909) Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures, dossier 1910/A/18, rapports du consul grec du Monastir K. Dimaras adressés au ministère Affaires extérieures, Monastir 28.1.1909, no 98 et 27.2.1909, n° 183.
- Dimitriadis, P. (1927) Archives du Musée Benakis [Athènes] - Archives de Eleftherios Venizelos, dossier 373, rapport du secrétaire général du SDEG P. Dimitriadis adressé au Premier ministre Al. Zaïmis, Athènes 16.9.1927, n° 16.
- Dimitriadis, P. (1936) Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures, dossier 1935-1939/A/6/9a, « Note confidentielle » de P. Dimitriadis « sur la population bulgarophone en Macédoine », [Athènes] 20.1.1936.

- Direction des domaines de l'État (1916) Υπουργείον Οικονομικών – Διεύθυνσις Κτημάτων Κράτους, *Έκθεσις περί των εν Μακεδονία προσφύγων* [Rapport sur les réfugiés en Macédoine], Imprimerie Nationale, Athènes.
- Direction historique de l'Armée (1979) Διεύθυνσις Ιστορίας Στρατού, *ΟΜακεδονικός Αγών και αιεις Θράκη γεγονότα* [La Lutte Macédonienne et les événements en Thrace], Athènes.
- Divani, Lena (1995) Λένα Διβάνη, *Ελλάδα και μειονότητες* [Grèce et minorités], Nefeli, Athènes.
- Dotation Carnegie (1914) Dotation Carnegie pour la Paix Internationale, *Enquête dans les Balkans*, Centre européen de la dotation Carnegie – George Crès & Cie, Paris.
- Dragostinova, Theodora (2008) « Speaking National: Nationalising the Greeks of Bulgaria, 1900-1939 », *Slavic Review*, 67/1, pp. 154-181.
- Dragoumis, Ion (1906), Bibliothèque Gennadeios [Athènes] - Archives de Ion Dragoumis, rapport de I. Dragoumis adressé au ministre des Affaires extérieures Alexandros Skouzès, Dedeagaz 9.3.1906, n° 80.
- Dragoumis, Philippos (1925) Φίλιππος Δραγούμης, *Εκλογή πολιτικών δημοσιευμάτων (1922-1925)* [Sélection des articles politiques (1923-1925)], Estia, Athènes.
- Dragoumis, Philippos (1948), Bibliothèque Gennadeios [Athènes] - Archives de Philippos Dragoumis, dossier 104, doc. 160, Ph. Dragoumis, « Mémoire sur les populations frontalières bulgarophones, adressé à l'Etat-Major de l'Armée », Athènes 12.11.1948. Le même document se trouve aussi dans les Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures (dossier 38.3).
- Dragoumis, Philippos (1948a) « Εισαγωγή » [Introduction], dans le livre de Δημήτριος Ζαφειρόπουλος, *Το ΚΚΕ και η Μακεδονία* [Le P.C.G. et la Macédoine], Athènes, pp. ιε' - λθ'.
- Dromazos, G. (1945) Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures, dossier 1945/39.7, Vice-Général G. Dromazos au MAE Grec, Athènes 13.10.1945, no 88791.
- Eftaxias, Athanasios (1880) Αθανάσιος Ευταξίας, *Το έργο του Ελληνισμού εν Μακεδονία* [L'oeuvre de l'Hellénisme en Macédoine], Τυπογραφείον Κ. Vlastou, Athènes.
- Eldârov, Svetlozar (1993) Светлозар Елдъров, *Сръбската въоръжена пропаганда в Македония (1901-1912)* [La propagande armée serbe en Macédoine, 1901-1912], V.I. Komplex « Sv. G. Pobedonosets », Sofia.
- État-major (1919) *État-major général de l'armée grecque, Tables ethnologiques de la population des départements de Serres et Drama*, Athènes.
- Exadaktylos, Athanasios (1913) Archives du Musée Benakis [Athènes] - Archives de Eleftherios Venizelos, dossier 8, A. Exadaktylos, « Note sur l'installation des réfugiés », Athènes 2.10.1913.
- Faltaïts, Konstantinos (1927) Κ. Φαλτάιτς, *Τονούμας στην Μακεδονία* [Attention à la Macédoine!], Τυπογραφείον Α. Deli, Athènes 1927 ; cf. aussi, son article dans *Eleftheros Logos* (Athènes) 9.5.1927. Le financement de la brochure par le ministère des Affaires extérieures a été révélé par le journal local de Florina, *Eleghos* (25.11.1927).
- Fessopoulos, Georgios (1948) Γ.Θ. Φεσσόπουλος, *Η διαφώτισις (προπαγάνδα)* [L'instruction (propagande)], Tilpeloglou, Athènes.
- Giagiorgos, Kitsos (2000) Κίτσος Γιαγιώργος, *Μπελκαμένη* [Belkamen], Diogenis, Athènes.
- Gonatas, Stylianos (1958) Στυλιανός Γονατάς, *Απομνημονεύματα 1897-1957* [Mémoires 1897-1957], Athènes.
- Goudas S. (1924) Librairie Gennadeios [Athènes] - Archives de Konstantinos Karavidas, dossier 26, rapport du Directeur Général de la Colonisation S. Goudas adressé à la Direction de Colonisation du Ministère de l'Agriculture, Salonique 3.3.1924, n° 454.
- Gounaris, Vassilis (1994) Βασίλης Γούναρης, « Οι σλαβόφωνοι της Μακεδονίας. Η πορεία της ενσωμάτωσης στο ελληνικό εθνικό κράτος, 1870-1940 » [Les Slavophones de la Macédoine. Le chemin de l'intégration dans l'État nation grec, 1870-1940], *Makedonika*, 29, pp. 209-237.
- Grigoriou, Stefanos (1916) Στέφανος Γρηγορίου, « Αναμνήσεις 1903-1916 » [Souvenirs 1903-1916], manuscrit inédit en la possession de l'auteur.
- Gyiokas, Panagiotis (1959-66) Mémoires adressées aux premiers ministres Konstantinos Karamanlis (28.7.1959 et 10.12.1962) et Stephanos Stephanopoulos (15.3.1966), photocopies en la possession de l'auteur.
- Gyiokas, Panagiotis (1979) Παναγιώτης Γυιόκας, *Σκέψεις και διαλογισμοί της φυλακής* [Pensées et réflexions de prison], Salonique.

- Haralambidis, D. (1914) Archives historiques de la Macédoine [Salonique] - Archives de la direction générale de la Macédoine, dossier 14, ff.34-37, rapport du représentant gouvernemental à Kato Thodoraki D. Haralambidis au sous-gouverneur de Kilkis, Kato Thodoraki 14.12.1914, n° 621.
- Hassiotis, Loukianos (2004) Λουκιανός Χασιώτης, *Ελληνοσερβικέςσχέσεις 1913-1918* [Les relations gréco-serbes 1913-1918], Vanias, Salonique.
- Hatziosif, Hristos (1993) Χρήστος Χατζηιωσήφ, « Η εξωστρέφεια της ελληνικής οικονομίας στις αρχές του 20<sup>ου</sup> αιώνα και οι συνέπειές της στην εξωτερική πολιτική » [L'extraversion de l'économie grecque au début du vingtième siècle et ses conséquences sur la politique extérieure], dans l'ouvrage collectif *HEλλάδατωνΒαλκανικώνπολέμων, 1910-1914* [La Grèce des guerres balkaniques, 1910-1914], ELIA, Athènes, pp. 143-60.
- Heimarios, Konstantinos (1963) Bibliothèque Gennadeios [Athènes] - Archives de Philippos Dragoumis, dossier 96.11, doc.205, Ministère des Affaires extérieures – 1<sup>ère</sup> direction politique, K. Heimarios, « Note sur les Slavophones de la Macédoine occidentale », ultra-secret, Athènes 21.6.1963. Ce document a été publié entièrement par le défunt Tassos Tilios dans *Σοφία*, 6 (1.1995), pp. 14-15, sans référence à sa source.
- Hristov, Hristo (1964) Христо Христов, *ΑγρариитеотношениявМакедониаяпрез XIX в. иначалотона XX в.* [Les relations agraires en Macédoine pendant le XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle], Bâlgarska Akademija na Naukite, Sofia.
- Iiadiis, Periklis (1931) Bibliothèque Gennadeios [Athènes] - Archives de Philippos Dragoumis, dossier 104, doc.14, rapport du maître d'école primaire P. Iiadiis « Sur la situation sentimentale, linguistique etc. des Macédoniens slavophones et les mesures qui sont nécessaires pour leur hellénisation la plus rapide », *Vyssinia* 31.8.1931.
- Iiakis, Ioannis (1920) Archives du Musée de la lutte macédonienne (Salonique), rapport du gouverneur général de Florina-Kozani I. Iiakis au ministère des Affaires extérieures, Kozani 22.1.1920, 115 pp.
- IostisKyriakis (2007) Ιός της Κυριακής, «Μακεδονία, μια ελληνική αποικία; Η συζήτηση του 1913 για τις 'Νέες Χώρες'» [Macédoine, unecoloniegrecque ? Ledébatde 1913 surles "NouvellesProvinces"], *Eleftherotypia*, 27.10.2007, pp. 53-55.
- Jaranov, Dimitâr (1942) Димитър Яранов, « Народността в Беломорската Област преди и след Втората световна война » [Les populations de la région d'Egée avant et après la guerre], *БеломорскиПреглед*, 1 (1942), pp. 291-316.
- Jontchev, Dimitâr (1993) Димитър Йончев, *БългарияиБеломорието* [LaBulgarieetlaRégiond' Egée], Sofia.
- Kakavos, Dimitrios (1972) Δημήτριος Κάκκαβος, *Απομνημονεύματα (Μακεδονικός Αγών)* [Mémoires (LutteMacédonienne)], EtaireiaMakedonikonSpoudon, Salonique.
- Kalevras, Ahilleas (1927) Archives Historiques du Ministère Grec des Affaires Extérieures, f.1928/28.2, rapport du Directeur Général de la Macédoine A. Kalevras au Ministre des Affaires Intérieures, Salonique 29.10.1927, s.n.
- Kallianiotis, Athanasios (2007) Αθανάσιος Καλλιανιώτης, « Οι Πρόσφυγες στη Δυτική Μακεδονία (1941-1946) » [Les réfugiés en Macédoine occidentale (1941-1946)], thèse de doctorat non publiée, Université Aristoteleion de Salonique, Salonique.
- Kanaginis, P.G. (1918) Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures, dossier 1918/ AAK/B(4), directeur de Peuplement P.G. Kanaginis, « Le peuplement de la Macédoine », Salonique 30.7.1918, 36 pp.
- Kapelaris, Dimitrios (1982) Service de Sécurité nationale, « Machination contre la Macédoine », Athènes 16.2.1982, No 6502/7-50428, document entièrement publié par Dimitris Psarras dans «Οι ανθέλληνες Έλληνες. Οι φάκελλοι που δεν καίγονται» [Les Grecs anti-grecs. Les fiches qui ne sont pas brûlées], *Scholiastis*, 79 (9.1989), pp. 9-11.
- Karavas, Spyros (1999) Σπύρος Καράβας, « Το παλίμψηστο των αναμνήσεων του καπετάν Ακρίτα » [Le palimpseste des souvenirs du capitaine Akritas], *Historica*, 31 (12.1999), pp. 291-330.
- Karavas, Spyros (2006) Σπύρος Καράβας, « Το παραμύθι της Πηνελόπης Δέλτα και τα μυστικά του Μακεδονικού Αγώνα » [Le conte des fées de Pinelopi Delta et les secrets de la Lutte Macédonienne], dans *Αλ. Π. Ζάννας (s.l.d.), Π.Σ. Δέλτα. Σύγχρονεςπροσεγγίσειςστοέογοτης* [P.S. Delta. Des approches modernes de son œuvre], Librairie d'Estia – Musée Benakis, Athènes 2006, pp. 193-289.
- Karavas, Spyros (2009) Σπύρος Καράβας, « Οι 'Ξενοσυνείδητοι' της XVης Μεραρχίας » [Les « gens ayant une conscience étrangère » selon la 15<sup>e</sup> division], *Arheiotaxio*, 11 (6.2009), pp. 111-143.

Karavas, Spyros (2010) Σπύρος Καράβας, *‘Μακάριοι οι κατέχοντες την γην’*. Γαιοκτητικοί σχεδιασμοί προς απαλλοτρίωση συνειδήσεων στη Μακεδονία, 1880-1909 [‘Heureuxceuxquipossèdentlaterre’]. Des plans de propriété foncière visant à au rapt des consciences en Macédoine, 1880-1909], Vivliorama, Athènes.

Karavidas, Konstantinos (1931) Κωνσταντίνος Καραβίδας, *Αγροτικά. Έρευνα επί της οικονομικής και κοινωνικής μορφολογίας εν Ελλάδι και εν ταις γειτονικαίς σλαβικάς χώραις* [Questions rurales. Enquête sur la morphologie économique et sociale en Grèce et dans les pays voisins slaves], Imprimerie Nationale, Athènes.

Katsanos, Konstantinos (2008) Κωνσταντίνος Κατσάνος, « Το Μακεδονικό Ζήτημα (1950-1967) : Η γιουγκοσλαβική οπτική » [La Question macédonienne (1950-1967) : le point de vue yougoslave], dans *Το Μακεδονικό στα ξένα αρχεία* [La Question macédonienne à travers les archives étrangères], Etaireia Makedonikon Spoudon, Athènes, pp. 23-104.

King, Cecil (1949) FO 371/1826/R11209, Cecil King to London, Belgrade 12.11.1949.

Kirjazovski, Risto (1989) Ристо Кирјазовски, *ΜακεδονσκαταπολιτιμικαεμизраијаодезејскиотделнаΜακεδониавοИсточнаЕвропа* [L’émigration politique macédonienne de la partie égéenne de la Macédoine vers l’Europe de l’Est], Kultura, Skopje.

Kirjazovski, Risto (1995) Ристо Кирјазовски, *Μακεδоництеиоодносите на КПЈ и КПГ, 1945-1949* [Les Macédoniens et les relations entre le P.C.Y. et le P.C.G., 1945-1949], Kultura, Skopje.

Kiselinovski, Stoyan (1990) Стојан Киселиновски, *Езејскиот дел на Македонија (1913-1989)* [La partie égéenne de la Macédoine (1913-1989)], Kultura, Skopje.

Kofos, Evangelos (1964) *Nationalism and Communism in Macedonia*, Institute for Balkan Studies, Salonique.

Kofos, Evangelos (1989) *The impact of the Macedonian Question on civil Conflict in Greece (1943-1949)*, Hellenic Foundation for Defense and Foreign Policy, Athènes.

Kofos, Evangelos (2003) Ευάγγελος Κωφός, « Απροσδόκητες πρωτοβουλίες » [Des initiatives inattendues], *To Vima* 25.6.2003. Cet article a été aussi traduit en anglais et reproduit dans le site semi-officiel *Macedonian Heritage* : « Unexpected Initiatives. Towards the settlement of a Slav-macedonian minority in Macedonia? », [http://www.macedonianheritage.gr/Opinion/Comm\\_20030710Kofos.html](http://www.macedonianheritage.gr/Opinion/Comm_20030710Kofos.html).

Kofos, Evangelos (2008) Ευάγγελος Κωφός, « Ελληνικό κράτος και μακεδονικές ταυτότητες (1950-2005) » [État grec et identités macédoniennes (1950-2005)], dans Ioannis Stefanidis - Vlassis Vlassidis - Ev. Kofos (s.l.dir.), *Μακεδονικές ταυτότητες στο χρόνο* [Identités macédoniennes à travers le temps], Ekdoseis Pataki – Idryma Mouseiou Makedonikou Agona, Athenes, pp. 355-418.

Koliopoulos, Ioannis (1994) Ιωάννης Κολιόπουλος, *Ληλασία φρονημάτων. Το μακεδονικό ζήτημα στην κατεχόμενη Δυτική Μακεδονία, 1941-1944* [Un « pillage » d’opinions. La question macédonienne dans la Macédoine occidentale occupée, 1941-1944], Vanias, Salonique.

Konstantine (1925) *A king’s private letters. Being letters written by King Konstantine of Greece to Paola princess of Saxe-Weimar during the years 1912 to 1923*, Eveleigh Nash & Grayson Ltd, Londres.

Konstantinidis, E. (1914) Archives historiques de la Macédoine [Salonique] - Archives de la direction générale de la Macédoine, dossier 13, ff.28-30, rapport de E. Konstantinidis adressé au préfet de Salonique, Magiadağ 10.12.1914, no 1185.

Kontogiorgi, Elisabeth (2006) *Population exchange in Greek Macedonia. The rural settlement of refugees, 1922-1930*, Clarendon Press, Oxford.

Kostopoulos, Tasos (2000) Τάσος Κωστόπουλος, *Ναπαγορευμένη γλώσσα. Κρατική καταστολή των σλαβικών διαλέκτων στην Ελληνική Μακεδονία* [Lalangue interdite. Répression étatique des dialectes slaves en Macédoine grecque], Mavri Lista, Athènes.

Kostopoulos, Tasos (2002) Τάσος Κωστόπουλος, « Ετερογλωσσία και αφομοιωτικοί σχεδιασμοί: η περίπτωση της Ελληνικής Μακεδονίας μετά την απελευθέρωση (1912-1923) » [Langues étrangères et projets d’assimilation : le cas de la Macédoine grecque après la libération (1912-1923)], *Historica*, 36 (6.2002), pp. 75-128.

Kostopoulos, Tasos (2003) « Counting the “Other” : Official Census and Classified Statistics in Greece (1830-2001) », *Jahrbücher für Geschichte und Kultur Südosteuropas*, 5, pp. 55-78.

Kostopoulos, Tasos (2003a) Τάσος Κωστόπουλος, « Αφαιρέσεις ιθαγένειας. Η σκοτεινή πλευρά της νεοελληνικής Ιστορίας (1926-2003) » [Privations de citoyenneté. La face cachée de l’histoire grecque moderne (1926-2003)], *Syghrona Themata*, 83 (12.2003), pp. 53-75.

- Kostopoulos, Tasos (2003b) Τάσος Κωστόπουλος, «“Αξονομακεδονικό” Κομιτάτο και Οχράνα (1943-44). Μια πρώτη προσέγγιση» [Comité « axo-macédonien » et Okhrana (1943-44). Une première approche], *Arheiotaxio*, 5 (5.2003), pp. 40-51.
- Kostopoulos, Tasos (2004) Τάσος Κωστόπουλος, « Το όνομα του Άλλου. Από τους ‘Έλληνοβούλγαρους’ στους ‘ντόπιους Μακεδόνες’ » [Lenomdel’Autre: des « Gréco-Bulgares » aux « Macédonienslocaux »], in *Μειονότητες στην Ελλάδα* [MinoritésenGrèce], aireiaSpoudonNeoellinikouPolitismou, Athènes, pp. 367-403.
- Kostopoulos, Tasos (2006) Τάσος Κωστόπουλος, « Ο εμφύλιος Μακεδονικός Αγώνας (1904-1908) : εκδοχές του κρατικού μονοπώλιου της συλλογικής μνήμης » [Laguerrecivilemacédonienne (1904-1908) : versionsdumonopole étatiqueedelamémoirecollective], *Historica*, 45 (12.2006), pp. 393-432.
- Kostopoulos, Tasos (2007) Τάσος Κωστόπουλος, *Πόλεμος και εθνοκάθαρση. Η ξεχασμένη πλευρά μας δεκαετούς εθνικής εξόρμησης, 1912-1922* [Guerreet épurationethnique. La face oubliée d’une expédition nationale de dix ans, 1912-1922], Vivliorama, Athènes.
- Kotzageorgi, Xanthippi (1996) « Population changes in Eastern Macedonia and in Thrace: the legislative “Initiatives” of the Bulgarian Authorities (1941-1944) », *Balkan Studies*, 37/1, pp. 133-164.
- Koutouris, Thalís (1913) Θ[αλής] Κουτούρης, «Τοζήτηματωνπροσφύγων» [La question des réfugiés], *Akropolis*, 13 & 14.8.1913.
- KYP (1965) ΚρατικήΥπηρεσίαΠληροφοριών[Service de renseignements de l’Etat], «‘Μακεδονικόν’. Υφισταμένη εν τω νομώ Φλωρίνης Κατάσταση » [‘Question macédonienne’. La situation existante dans le département de Florina], texte dactylographié de 23 p. en la possession de l’auteur, s.l., 23.5.1965.
- KYP (1965a) Κρατική Υπηρεσία Πληροφοριών[Service de renseignements de l’Etat], «Συνοπτική έκθεσις περί των γιουγκοσλαβικών ενεργειών εις τον νομόν Φλωρίνης και της εν αυτό καταστάσεως» [Rapport sommaire sur les activités yougoslaves dans le département de Florina et la situation qui y règne], juin 1965, copie en la possession de l’auteur.
- Kyriakos, Georgios (1940) Archives générales d’État – Archives de Ioannis Metaxas, dossier 92, ministre de l’Agriculture G. Kyriakos, « Note sur l’exposé soumis par le chef de division de la Banque agricole H. Vasmatzidis sur la colonisation des régions frontalières », Athènes 14.2.1940.
- Laftchiev, Stefan (1994) Стефан Лафчиев, *СпомениотБългарскатаЕкзархия* [Mémoires de l’Exarchat Bulgare], Universitetsko Izdatelstvo « Sv. Kliment Ohridski », Sofia.
- Lagani, Irini (1996) ΕιρήνηΛαγάνη, *Το ‘Παιδομάζωμα’ καιοιελληνογιουγκοσλαβικέςσχέσεις 1949-1953* [La « rafle des enfants » et les relations gréco-yougoslaves 1949-1953], Sideris, Athènes.
- Lambrakis, Dimitrios (1944) Archives générales d’Etat – Archives de Emmanouil Tsouderos, dossier E16, doc. 038, lettre de D. Lambrakis, à E. Tsouderos, Athènes s.d., reçue en janvier 1944.
- Laourdas, Vasileios (1961) Βασίλειος Λαούρδας, «Εγγραφα εκ του αρχείου του καπετάν Βάλτσα» [Des documents des archives du capitaine Valtsas], *Hronika tis Halkidikis*, 1, pp. 53-73.
- Leeper, Reginald (1944) FO 371/20431/1009/67, télégramme de R. Leeper à Antony Eden, Athènes 27.11.1944, n° 57.
- Liakos, A. (1945) Bibliothèque Gennadeios [Athènes] - Archives de Philippos Dragoumis, dossier 68, doc. 28, A. Liakos, « Mémoire. La Grèce du Nord et les propagandes étrangères y agissant », s.l.n.d.
- Listes (1945) Bibliothèque Gennadeios [Athènes] - Archives de Philippos Dragoumis, dossier 69, docs. 446 et 447, « Liste des communautés de la Préfecture de Florina », et « Liste des communautés et des campements de la Préfecture de Kastoria », s.l.n.d.
- Macedonian Academy (1993) Macedonian Academy of Sciences and Arts – Council for Research into S.E. Europe, *Macedonia and its relations with Greece, Skopje*.
- MAE (1950) Archives de Konstantinos Vovolinis [Athènes], dossier 1876, doc. 4, « Relocation des Slavophones de la Grèce du Nord dans des régions du sud », document du ministère des Affaires extérieures, signé par Z. Stefanou (?), sans date ou numéro, mais classifié comme « ultra-secret » (Άκρως Απόρρητον), attaché à Papagos.
- Maniatakos, Ch. (1959) Ministère de l’Intérieur – direction générale d’Émigration et des Passeports, Ch. Maniatakos, « Note de service sur les mesures à prendre concernant la question des nationaux et des allogènes qui partent vers les pays du Rideau de Fer sans droit de retour », Athènes 13.1.1959, copie en possession de l’auteur.
- Maravelakis, Maximos – Vakalopoulos, Apostolos (1955) Μάξιμος Μαραβελάκης – Απόστολος Βακαλόπουλος, *ΑπρροσφυγκαίεγκαταστάσειςεντηπεριοχήΘεσσαλονίκης* [Les installations des réfugiés dans la région de Salonique], Etaireia Makedonikon Spoudon, Salonique.



- Mavridis, Athanasios (1945a) Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures, dossier 1945/39.11, Préfet de Florina A. Mavridis « Rapport sommaire sur les événements intervenus dans la région de Florina et causés par des bulgarophones de l'année [sic] 1941-1945 », Florina 15.5.1945, no 21.
- Mavridis, Athanasios (1945b) Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures, dossier 1945/39.11, Préfet de Florina A. Mavridis « Rapport court sur la composition et l'activité des habitants de la région de Amyntaio pendant les dernières quatre années », Florina 26.5.1945, n° 33.
- Mavrogordatos, Mihail – Hamoudopoulos Armodios (1931) Μ[ιχαήλ] Μαυρογορδάτος – Α[ρμόδιος] Χαμουδόπουλος, *ΗΜακεδονία. Μελέτηδημογραφικήκαιοικονομική* [La Macédoine. Étude démographique et économique], Papadopoulos-Marinelis, Salonique.
- Mavrogordatos, George (1983) *Stillborn Republic. Social coalitions and party strategies in Greece, 1922-1936*, University of California Press, Berkeley.
- Mazarakis, Alexandros (1919) Librairie Gennadeios [Athènes] - Archives de Philippos Dragoumis, dossier 15, doc. 51, rapport du colonel A. Mazarakis au premier ministre E. Venizelos, s.l. 17/29.3.1919.
- Mazarakis, Alexandros (1948) Αλέξανδρος Μαζαράκης-Αινιάν, *Απομνημονεύματα* [Mémoires], Ikaros, Athènes.
- Mazarakis, Konstantinos (1913) Archives de la Société Historique & Ethnologique de la Grèce [Athènes] - Archive de K. Mazarakis-Ainian, dossier 7a, doc.2b, K. Mazarakis, «Γενικά πληροφορία περί του εθνικού φρονήματος των εν τη ζώνη των επιχειρήσεων κατοίκων» [Informations générales sur le sentiment national des habitants de la zone des opérations], s.d. [juin 1913].
- McGarry, John (2000) “‘Demographic engineering’: the state-directed movement of ethnic groups as a technique of conflict regulation”, *Ethnic and Racial Studies*, 21/4 (7.1998), pp. 614-638.
- Mihailidis, Iakovos (2003) Ιάκωβος Μιχαηλίδης, *Μετακινήσεις σλαβόφωνων πληθυσμών (1912-1930). Οπόλεμοστονασιατιστικών* [Déplacements des populations slavophones (1912-1930). La guerre des statistiques], KEMO – Kritiki, Athènes.
- Mihailidis, Iakovos (2004) Ιάκωβος Μιχαηλίδης, «Σλαβομακεδόνες πολιτικοί πρόσφυγες στη Γιουγκοσλαβική Μακεδονία» [Réfugiés politiques slavo-macédoniens dans la Macédoine yougoslave], in *ΠρόσφυγεςσταΒαλκάνια. Μνήμηκαιενσωμάτωση* [Réfugiés dans les Balkans. Mémoire et intégration], Ekdoseis Pataki - Idryma Mouseiou Makedonikou Agona, Athènes, pp. 43-82.
- Mihalakopoulos, Andreas (1927) Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures, d. 1928/28.2, réponse « très secrète » du ministre des Affaires extérieures A. Mihalakopoulos aux ministères des Affaires militaires, des Affaires intérieures et des Communications, Athènes 10.12.1927, n° 14471.
- Miliotis, Panagiotis (1927) Archives du Musée Benakis [Athènes] - Archives de Eleftherios Venizelos, dossier 243, rapport de P. Miliotis adressé au ministère des Affaires extérieures, mars 1927.
- Miliotis, Panagiotis (1962) Παν. Μηλιώτης, *ΗενΝεύγύΣύμβασιςτηςελληνοβουλγαρικήςμεταναστεύσεωςτης 14/27 Νοεμβρίου 1919 καιηεφαρμογήαυτής* [La Convention pour l'émigration gréco-bulgare signée à Neuilly le 14/27.11.1919 et son application], EMS-IMXA, Salonique.
- Mitsopoulos, Thanassis (1971) Θανάσης Μητσόπουλος, *Το 30<sup>ο</sup> ΣύνταγματουΕΛ.ΑΣ.* [Le 30<sup>e</sup> régiment de l'ELAS], Editex, Genève.
- Modis, Georgios (1920) Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures, dossier 1920/123.4, rapport du directeur de la préfecture G. Modis adressé au préfet de Florina, s.l. [Florina], s.d. [ $<$  1.11.1920].
- Modis, Georgios (1927) réponse aux articles de K. Faltaïts, *Eleftheros Logos* (Athènes) 9.5.1927.
- Modis, Georgios (1945) Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures, d. 1945/12.4, lettre « strictement personnelle » de G. Modis au directeur général du ministère Léon Melas, Salonique 4.10.1945.
- Modis, Georgios (1950) ΓεώργιοςΜόδης, *ΜακεδονικόςΑγώνκαιΜακεδόνεςαρχηγοί* [Lutte macédonienne et chefs macédoniens], Etaireia Makedonikon Spoudon, Salonique.
- Morris, Benny (1988) *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949*, Cambridge University press, Cambridge.
- Morris, Benny (2001a) *Righteous Victims. A history of the Zionist-Arab Conflict, 1881-2001*, Vintage Books, New York.
- Morris, Benny (2001b) “Revisiting the Palestinian Exodus of 1948”, in Eugene L. Rogan & Avi Schlaim (eds), *The War for Palestine. Rewriting the History of 1948*, Cambridge University Press, Cambridge, pp. 37-59.

Musée de la lutte macédonienne (1997) ΜουσείοΜακεδονικούΑγώνα, *ΗελληνικήαντεπίθεσηστηΜακεδονία (1905-1906). 100 έγγραφααπό το Αρχείο του Υπουργείου των Εξωτερικών της Ελλάδος* [Lacontre-offensivegrecqueenMacédoine (1905-1906). 100 documents des Archives du ministère des Affaires étrangères de Grèce], Salonique.

Nakos, Panayotis (1945) Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures, d. 1945/39.9, rapport de l'inspecteur adjoint des écoles dans la région d'Amyntaio, P. Nakos, au chef de la gendarmerie d'Amyntaio, Amyntaio 27.6.1945, n° 53.

Naltsas, Anastasios (1918) Archive historique de la Macédoine [Salonique] - Archives de la direction générale de la Macédoine, dossier 102, A. Naltsas, tableau des « expatriés » par nationalité, pays d'origine, période d'émigration et port du départ, s.l.n.d. [Salonique, >30.3.1915].

Nikolopoulos, Petros (1950) Archives de Konstantinos Vovolinis (Athènes), dossier 1876, doc. 3, le général de brigade P. Nikolopoulos au ministère des Affaires extérieures, V.S.T. 902 [Athènes] 3.5.1950, n° 24/1/5/90, « Urgent – Secret ».

Ouranis, Kostas (1934) Κώστας Ουράνης, « Η ελληνικότητα της Μακεδονίας » [Le caractère grec de la Macédoine], article publié en 1934 et reproduit dans *Ταξίδια : Ελλάδα* [Voyages : la Grèce], Estia, Athermanes.

Païzanos, S. (1933) Bibliothèque Gennadeios [Athènes] - Archive de Philippos Dragoumis, dossier 26, docs. 213b et 213c, rapports du chef du Service d'Agriculture de Sintiki S. Païzanos adressés à la direction générale d'Agriculture et de Colonisation, Sidirokastro 1.8.1933, n° 4824 et 19.10.1933, n° 6579.

Palamiotis, Georgios (1914) Γεώργιος Παλαμιώτης, *ΓεωργικήρεννατηςΜακεδονίας* [Étude agricole de la Macédoine], Elliniki Georgiki Etaireia, Athènes.

Pallis, Alexandros (1915) Α.Α. Πάλλης, *ΓενικάστατιστικάτωνπροσφύγωνΜακεδονίαςμέχριτέλουςΙουνίου 1915* [Statistique générale des réfugiés de la Macédoine jusqu'à la fin juin 1915], document inédit, Bibliothèque Gennadeios.

Pallis, Alexandros (1925) Α.Α. Πάλλης, *ΣτατιστικήμελέτηπερίτωνφυλετικώνμεταναστεύσεωνΜακεδονίαςκαιΘράκηςκατάτηνπερίοδο 1912-1924* [Étude statistique sur les migrations raciales en Macédoine et en Thrace pendant les années 1912-1924], Athènes.

Pallis, Alexandros (1925a) « Racial migrations in the Balkans during the years 1912-1924 », *The Geographical Journal*, 66/4 (10.1925), pp. 315-31.

Papadopoulos, Georgios (1936), Archives générales d'État – Archives de Ioannis Metaxas, dossier 36, rapport confidentiel du maître d'école primaire G. Papadopoulos « sur l'état des opinions, la situation linguistique etc. des Macédoniens slavophones, des habitants surtout de la Macédoine occidentale, et les mesures qui sont nécessaires pour leur hellénisation la plus rapide », Edessa 5.5.1936.

Papagos, Alexandros (1937) Archives générales d'État – Archives de Ioannis Metaxas, dossier 92, Chef de l'état-major de l'armée A. Papagos, « Exposé sur la colonisation des régions frontalières et la relocation des personnes suspectes », Athènes 8.12.1937, attaché au rapport de A. Papagos à I. Metaxas, Athènes 8.12.1937, n° 36095.

Papagos, Alexandros (1939) Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures, dossier 1939/17, réponse d'A. Papagos à la direction de Colonisation du ministère de l'Agriculture, Athenes 24.4.1939, N° 67139/6/33.

Papagos, Alexandros (1950) Archives de Konstantinos Vovolinis (Athènes), dossier 1876, doc. 3, le Maréchal Papagos au président du Conseil et au ministère des Affaires extérieures, V.S.T. 902 [Athènes] 18.12.1950, n° 24/1/5/117.

Paparrigopoulos, Konstantinos (1884), Bibliothèque Gennadeios [Athènes]- Archives de Stefanos Dragoumis, dossier 214, doc. 7, rapport du président de l'Association pour la propagation des lettres grecques K. Paparrigopoulos adressé au ministre des Affaires extérieures Alexandros Kontostavlos, Athènes 11.3.1884, n° 243.

Paparrigopoulos, Konstantinos (1885) Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures, dossier 1885/AAK/IB, réponse de Paparrigopoulos au ministre des Affaires extérieures (sur la proposition du ministère concernant la délimitation d'une « Macédoine historique » excluant les régions macédoniennes les plus au nord, qui devraient être rebaptisées probablement « Dardanie »), Athènes 3.1.1885, no 1.738. Document publié entièrement par « Ios » dans *Eleftherotypia* (24.2.2001).

Pappe, Ilan (2004) *A History of Modern Palestine. One Land, Two Peoples*, Cambridge University Press, Cambridge.

Paschalidis, Dimitris – Hatzianastasiou, Tasos (2003) ΔημήτρηςΠασχαλίδης – ΤάσοςΧατζηαναστασίου, *ΤαγεγονότατηςΔράμας (Σεπτέμβριος-Οκτώβριος 1941)*.

*Εξέγερσηήπροβοκάτσια*; [Les événements de Drama (septembre- octobre 1941). Révolte ou provocation?], Société départementale pour le développement culturel, social et touristique du Département de drama (D.E.K.PO.T.A.), Drama.

Pejov, Naum (1968) Наум Пејов, *ΜακεδонициεугραжанскатавојнавоГрција* [Les Macédoniens et la guerre civile en Grèce], Institut za Natsionalna Istorija, Skopje.

Pelagidis, Efstathios (1994) Ευστάθιος Πελαγίδης, *ΗαποκατάστασητωνπροσφύγωνστηΔυτικήΜακεδονία (1923-1930)* [L'établissement des réfugiés en Macédoine Occidentale (1923-1930)], Adelfoi Kyriakidi, Salonique.

Pentzopoulos, Dimitri (1962) *The Balkan exchange of minorities and its impact on Greece*, Mouton, Paris - Le Hague.

Petrovo (1924) Bibliothèque Gennadeios [Athènes] - Archives de Philippos Dragoumis, dossier 104, doc. 4, télégramme des habitants de Petrovo au gouvernement d'Athènes, Salonique 2.8.1924.

Petsivas, Giorgos (2000) Γιώργος Πετσιβας (επιμ.), *ΊωνοςΔραγούμη. ΤατετράδιατουΊλιντεν* [Les cahiers d'Ilinden de Ion Dragoumis], Ekdoseis Petsiva, Athènes.

Polyhroniadis, Konstantinos (1913) Κ. Δ. Πολυχρονιάδης, «ΜελέτηπερίτηςδιοικήσεωςτωνανακτηθεισώνχωρώντηςΜακεδονίας» [Étude sur l'administration de régions reconquises de la Macédoine], Imprimerie Nationale, Athènes.

Pop-Gueorgiev, Jordan ; Shishkov, Stoyan (1918) Џордан Поп-Георгиев – Ст[оян] Шишков, *Българитевсерскотополе* [Les Bulgares dans la plaine de Serres], Hr. Danov, Plovdiv 1918.

Pop-Janevski, Lazo (1996) Лазо Поп-Јаневски, *ΚοστурсκотоσелоД'мбени* [Le village D'mbeni de Kastoria], Skopje.

Pradounas, A. (1919), Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures, dossier 1919/A/5/4, rapport de la 4<sup>e</sup> division de l'armée grecque (Colonel A. Pradounas) adressé au 2<sup>e</sup> corps militaire, 21.1.1919.

Préfet de Pella *et al.* (1945) Archives grecques historiques et littéraires [Athènes] - Archives de Hristos Zalokostas, dossier 11, projet de rapport du préfet, du procureur et du chef de la gendarmerie de Pella, s.l. [Edessa] n.d.

Raktivan, Konstantinos (1951) Κωνσταντίνος Ρακτιβάν, *ΈγγραφακαισημειώσειςεκτηςπρώτηςελληνικήςδιοικήσεωςτηςΜακεδονίας (1912-1913)* [Documents et notes de la première administration grecque de la Macédoine (1912-1913)], Etaireia Makedonikon Spoudon, Salonique.

Rapport (1908) Bibliothèque Gennadeios [Athènes] - Archives de Athanasios Souliotis, dossier 4Π, doc. 352, consulat grec de Salonique, “Εκθεσις των γεγονότων και της καταστάσεως εν τη περιφέρεια Θεσσαλονίκης κατά το έτος 1908” [Rapport sur les événements et la situation dans la circonscription de Salonique pendant l'année 1908], s.l.n.d., 32 pp.

Razboinikov Anastas (1913) *Α[ναστας] Разбойников, ЧиφлигарствотовоМакедонијаиОдринско* [Le système des *tchifliks* en Macédoine et la région d'Andrinople], Internatsionalna Petchatnitsa K. Tentchov, Salonique.

Recensement (1923) Υπουργείον Υγιεινής, Προνοίας και Αντιλήψεως - Τμήμα Στατιστικής, *Απογραφήπροσφύγωνενεργηθείσακατ' Απρίλιον 1923* [Ministère de l'Hygiène et de l'Assistance - Section Statistique, Recensement des réfugiés effectué en avril 1923], Athènes.

Recensement (1928) Γενική Στατιστική Υπηρεσία της Ελλάδος, *Στατιστικά αποτελέσματα της απογραφής του πληθυσμού της Ελλάδος της 15-16 Μαΐου 1928. τ.Ι. Πραγματικός και νόμιμος πληθυσμός. Πρόσφυγες* [Service de Statistique générale de la Grèce, Résultats statistiques du recensement de la population de la Grèce de 15-16.5.1928. vol.I. Population de fait et de droit. Réfugiés], Imprimerie Nationale, Athènes.

Rossos, Andrew (1991) “The Macedonians of Aegean Macedonia : a British Officer's Report, 1944”, *Slavonic and East European Review*, 69/2 (4.1991), pp. 282-309.

Roussen, K.A. (1957) Κ.Α. Ρουσσέν, «Η ‘επιτροπή απαλλοτριώσεων’ του νομού Φλωρίνης αφήνει εξ ολοκλήρου ανυπεράσπιστον την μεθόριον» [Le « comité pour les expropriations » de la préfecture de Florina laisse la frontière complètement sans défense], reportage publié dans *Kathimerini* et reproduit par le journal *Ethnos* de Florina (8.6.1957, pp. 1-2).

Sahtouris, Antonios (1909) Archives grecques historiques et littéraires [Salonique] - Archives de Aggelos Anninos, dossier 1.2, rapport rédigé par le consul grec de Serres A. Sahtouris et adressé au ministère des Affaires extérieures, Serres 28.2.1909, n° 135, partiellement publié dans Pop-Georgiev-Shishkov (1918 : 39-44).

- Salvanos, G. (1925) Archives historiques de la Macédoine [Salonique] - Archives de la direction générale de la Macédoine, dossier 108, 10<sup>e</sup> division (G. Salvanos), « Étude sur la composition ethnique de la zone couverte par la division et de la possibilité d'y installer des réfugiés », Veroia 9.4.1925.
- Samaras, Kostas (1945) Bibliothèque Gennadeios [Athènes] - Archives de Philippos Dragoumis, dossier 68, doc. 11, rapport de K. Samaras à Ph. Dragoumis « sur l'attitude des slavophones et des valaquo-phones de la Grèce du Nord pendant l'Occupation », Athènes 27.2.1945.
- SBKK (1910) Союз на Българските Конституционни Клубове, *Дневници наука и редителни явотория конгреси* [Actes du congrès de fondation et du deuxième congrès], Jordan P. Jartsev & Cie, Salonique.
- Şeker, Nesim (2007) "Demographic Engineering in the Late Ottoman Empire and the Armenians", *Middle Eastern Studies*, 43/3 (5.2007), pp. 461-474.
- Shoppoff, Atanas (1904) *Les réformes et la protection des Chrétiens en Turquie, 1673-1904*, Plon, Paris.
- Siljanov, Hristo (1943) Христо Силянoв, *Освободителните борби на Македонија. Том II. След илнденското вѣзстание, Освободителните борби на Македонија. Том II. След Илденското вѣзстание* [Les luttes de libération de Macédoine. vol. II. Après la révolte d'Ilinden], Dържавна Речатница, Sofia.
- Simovski, Todor (1998) Тодор Симовски, *Населените места во Егејска Македонија* [Les endroits habités dans la Macédoine egeenne], Skorje 1998, 2 vol.
- Sivenas, Konstantinos (1945), Bibliothèque Gennadeios [Athènes] - Archives de Philippos Dragoumis, dossier 104, doc. 89, K. Sivenas « La minorité slavo-macédonienne », Salonique 20.7.1945.
- 6<sup>e</sup> Division (1924), Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures, f.1925/B37.2, 6<sup>e</sup> division de l'armée grecque, « Bulletin général des informations du mois d'octobre 1924 », Serres 4.11.1924.
- Skordylis, Kostas (1994) Κώστας Σκορδύλης, « Μειονότητες και προπαγάνδα στη Βόρειο Ελλάδα κατά το Μεσοπόλεμο. Μια έκθεση του Γ.Θ. Φεσσόπουλου » [Minorités et propagande dans la Grèce du Nord pendant l'entre-deux guerres. Un rapport de G. Th. Fessopoulos], *Istor*, 7 (12.1994), pp. 43-91.
- Sofoulis, Manolis (2007) Μανώλης Σοφούλης, *Ημερολόγιο πολέμου (1906-1941)* [Journal de guerre (1906-1941)], Éditions Grigori, Athènes.
- Société des Nations (1926) *L'établissement des réfugiés en Grèce*, Genève 1926 [cité ici dans la traduction grecque: Κοινωνία των Εθνών, *Η αποκατάσταση των προσφύγων στην Ελλάδα*, Trohalia, Athènes].
- Sonnichsen, Albert (1909) *Confessions of a Macedonian Bandit*, Duffield & Co., N. York.
- Sotiropoulos, Haralampos (1991), H. Sotiropoulos, « Mémoire sur les fortunes des Slavo-macédoniens en Grèce », [Athènes] 29.10.1991, document de 4 pages en la possession de l'auteur.
- Souidas, Nikolaos (1907) Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures, dossier 1907/5, rapport du vice-consul N. Souidas adressé au ministre des Affaires extérieures Alexandros Skouzes, Kavalla 29.9.1907, n° 407.
- Souliotis, Athanasios (1907), Archives du Musée Benakis [Athènes] - Archives de Panagiotis Danglis, dossier 25, rapport de 25 pages rédigé par Athanasios Souliotis, Athènes 22.2.1907.
- Vice-Ministère de la Presse (1947) Υφυπουργείον Τύπου και Πληροφοριών, *Ηεναγτίοντης Ελλάδος κομμουνιστική επιβουλή* [La conspiration communiste contre la Grèce], Athènes.
- Stavridis, Eleftherios (1924) Ελευθέριος Σταυρίδης, « Επί της ανταλλαγής των πληθυσμών » [Sur l'échange des populations], *Kommounistiki Epiteorisi*, 2.1924, pp. 54-58.
- Svoronos, Nikos (1975) Νίκος Σβορώνος, *Επισκόπηση της νεοελληνικής Ιστορίας* [Histoire de la Grèce moderne], Themelio, Athènes.
- Taskas, Hristos (s.d.), Archives générales d'État [Kavala], Χρήστος Τάσκας, « Απομνημονεύματα 1944-1945 » [Mémoires 1944-1945], manuscrit inédit de 167 pp.
- Theotokis, Spyros (1946) Bibliothèque Gennadeios [Athènes] - Archives de Philippos Dragoumis, dossier 104, doc. 134, le ministre de l'Ordre public Sp. Theotokis au ministère des Affaires étrangères, Athènes 24.7.1946, n° 115/10/26/78.
- Томов, Angel (1946) Ангел Томов, « Македонските партии след младотурският преврат » [Les partis macédoniens après le coup d'État des Jeunes-Turcs], *Македонска Мисъл*, II/1-2 (9-10.1946), pp. 53-61.
- Tsaksiras, Ioannis (1925) Archives historiques de la Macédoine [Salonique] - Archives de la direction générale de la Macédoine, dossier 108, 11<sup>e</sup> division (I. Tsaksiras), « Rapport sur l'implantation des réfugiés dans la zone couverte par la Division », Salonique 9.4.1925.

- Tsitselikis, Konstantinos (2006) Κων/νος Τσιτσελίκης, «Εισαγωγή του επιμελητή» [Introduction de l'éditeur], dans *Ηελληνοτουρκική ανταλλαγή πληθυσμών* [L'échange des populations gréco-turque], KEMO – Kritiki, Athènes, pp. 15-48.
- Tsontos-Vardas, Georgios (2003) Γεώργιος Τσόντος Βάρδας, *Ο Μακεδονικός Αγών. Ημερολόγιο 1904-1907* [Laluttemacédonienne. Journal 1904-1907], EkdoseisPetsiva, Athènes.
- Tsoukalas, Konstantinos (1974) Κων/νος Τουκαλάς, *Η ελληνική τραγωδία* [L'atragédie grecque], Olkos, Athènes.
- Vakalopoulos, Konstantinos (1983) Κων/νος Βακαλόπουλος, *Ο Βόρειος Ελληνισμός κατά την πρόιμη φάση του Μακεδονικού Αγώνα (1878-1894)* [L'Hellénisme du Nord pendant la phase précedé de la Lutte Macédonienne (1878-1894)], InstituteforBalkanStudies, Salonique 1983.
- Vassilios (1933) Bibliothèque Gennadeios [Athènes] - Archives de Philippos Dragoumis, dossier 26, doc. 213a, lettre du Metropolitte Vassilios de Sidirokastro au Directeur Général de la Macédoine Ph. Dragoumis, Sidirokastro 20.6.1933, no 569.
- Vlachos, Nikolaos (1935) Βλάχος Νικόλαος, *Το Μακεδονικόν ως φάσις του Ανατολικού Ζητήματος, 1878-1908* [La Question macédonienne comme phase de la Question d'Orient, 1878-1908], Ed. G.S. Hristou, Athènes.
- Vlastaris, Dimitrios (1952) Archives générales d'État [Kavala] – Archives du Bureau de Coordination des Ecoles Minoritaires, dossier 11, direction générale pour les Étrangers, « Rapport sur les slavophones vivant en Grèce », Athènes 1.5.1952, n° 421/3/11.
- Vrettos, Epameinondas (1944) Archives grecques historiques et littéraires [Athènes] - Archives de Epameinondas Vrettos, dossier 1, rapport pour les minorités de la Thrace occidentale adressé à l'état-major de l'armée grecque royaliste en exil, Le Caire 3.10.1944.
- Vrettos, Epameinondas (1945) Archives grecques historiques et littéraires [Athènes] - Archives de Epameinondas Vrettos, dossier 1, rapport de E. Vrettos « sur des questions de sûreté d'activité de propagande ennemie au détriment de notre territoire », Athènes 20.12.1945, Strictement secret.
- Weiner, Myron & Teitelbaum, Michael (2001) *Political demography, demographic engineering*, Berghahn Books, N. York - Oxford.
- Wurfain, André (1930) *L'échange gréco-bulgare des minorités ethniques*, Payot, Paris 1930.
- Xanthopoulou-Kyriakou, Artemi (1996) "The Migration of Pontic Greeks from the Russian Caucasus to Macedonia (1912-1914)", *Balkan Studies*, 37/2, pp. 271-288.
- Zafeiropoulos, Dimitrios (1948) Δημήτριος Ζαφειρόπουλος, *Το ΚΚΕ και η Μακεδονία* [Le P.C.G. et la Macédoine], Athènes .
- Zalokostas Evgenios (1908), Archives historiques du ministère grec des Affaires extérieures, dossier 1908/2, rapport de l'ambassadeur grec à Sofia E. Zalokostas adressé au ministre des Affaires extérieures Goergios Baltatzis, Sofia 20.9.1908, n° 728.
- Zarkovic-Bookman, Milica (1997) *The Demographic Struggle for Power. The Political Economy of Demographic Engineering in the Modern World*, Frank Cass, London – Portland.

---

### Notes

- 1 Pour le cas exemplaire de l'épuration ethnique « à l'israélienne », le lecteur peut se référer aux travaux classiques de Benny Morris (1988, 2001a et 2001b) et Ilan Pappé (2004).
- 2 Le terme « fluide », traduit ici littéralement du grec, exprime ici la non-cristallisation d'une conscience nationale en cours de formation et encore fluctuante.
- 3 Pour un exemple de cette littérature, cf. les rapports adressés par le député de Kastoria, Panayiotis Gyiokas, à divers responsables politiques de l'appareil central d'État (ministres de la Défense, de l'Agriculture et des Affaires étrangères, Premier ministre, chef des services secrets, secrétaire général du ministère de la Grèce du Nord) entre 1949 et 1969 et publiés par lui à la fin des années 1970 (Gyiokas 1979 : 131-203).
- 4 Mes calculs sont basés sur le croisement des statistiques secrètes compilées à l'époque par l'appareil diplomatique grec et l'Exarchat bulgare (classifiant la population macédonienne par sa langue maternelle et sa confession religieuse) avec les résultats officiels du recensement grec de 1913 (qui n'a compté officiellement que le nombre des habitants de chaque ville ou village).

- 5 Toutes les villes mentionnées appartiennent aujourd'hui à la Grèce, sauf Meleniko (Melnik) qui fut incorporée à la Bulgarie. Après les guerres balkaniques, ses habitants grecs l'ont quitté pour se réfugier en Grèce.
- 6 D'après l'article 3 du programme de Mürzsteg (Shopoff 1904 : 575). Pour la confrontation armée entre partis nationaux en 1904-08, cf. Vlachos 1935 ; Dakin 1966 ; Direction Historique de l'Armée 1979 ; Adanr 1979 ; Siljanov 1943 ; Sonnichsen 1909 ; Eldârov 1993 ; Tsontos-Vardas 2003. Pour la représentation commémorative de cette guerre civile dans l'historiographie grecque : Kostopoulos 2006.
- 7 Pour une excellente description de ces plans élaborés avant 1912, cf. Karavas 2010.
- 8 Pour les propriétaires grecs des *tchifliks*, cf. entre autres Dekazos 1913 : 25-41 et 1914 : 85, 92 et 102 ; pour leur rôle dans les activités du « parti grec » local : Vakalopoulos 1983 : 114.
- 9 Un passage du rapport, révélateur de l'imbrication des luttes nationales avec celles de classe, trahit la frustration de Dragoumis face à l'incapacité de ses interlocuteurs, cadres locaux du « parti grec », à sortir du cadre interprétatif d'une ère déjà révolue : « Tant de fois j'ai écouté des Grecs répondre à ma question « jusqu'où vont les villages bulgarophones vers le sud ? », par la phrase: « Mais ce sont des *tchifliks!* », c'est-à-dire : « De quoi avez vous peur ? Les habitants de ces villages sont des serfs, comme des bêtes. La terre est possédée par les nôtres ou des Turcs ». Ces bulgarophones sont sûrement des bêtes, mais des bêtes parlant le bulgare, des bêtes qui un jour peuvent acheter la terre, parce qu'il n'y a aucune garantie que le propriétaire turc ou grec ne la vendra pas à ses serfs quand ils vont lui offrir un prix avantageux » (Petsivas 2000 : 629).
- 10 Вътрешна Македонска Револуционна Организация (ВМРО), organisation révolutionnaire fondée en 1893 à Salonique, ayant pour but l'autonomie de la Macédoine par la révolution armée et constituée surtout (mais pas uniquement) par des chrétiens slavophones. L'organisation a changé plusieurs fois de nom, reflétant l'évolution de ses rapports contradictoires avec la Bulgarie et son orientation nationale ; le nom définitif d'ORIM fut officiellement adopté en 1905.
- 11 D'après le recensement officiel grec d'avril 1913, Salonique était peuplée par 61 439 Israélites, 45 867 Musulmans (« Ottomans »), 39 956 Grecs, 6 263 Bulgares et 4 364 « Étrangers » (Raktivan 1951 : 51).
- 12 D'après ce même recensement, Kavalla était habitée aussi par 11 241 Grecs, 8 562 « Turcs », 1 862 Juifs et 7 Valaques (Archives historiques du ministère grec des Affaires étrangères, dossier 1906/80, « Rapport de l'Inspecteur général des écoles grecques D. Sarros sur Kavalla », Salonique 24.12.1906).
- 13 En ce qui concerne le soudoiment du journaliste, « avocat, écrivain et poète » anglais Allen Upward et sa rémunération de 4 500 francs par le gouvernement grec « pour les services qu'il a accepté [d'] offrir dans la Question macédonienne », il existe une documentation abondante dans les Archives historiques du ministère grec des Affaires étrangères (d. 1907/71).
- 14 Pour une description (et justification) de ce pogrom par un intellectuel nationaliste bulgaro-macédonien : Siljanov 1943 : 234-55. Pour une analyse distanciée, cf. Dragostinova 2008 : 159-61.
- 15 « Entre autres, je lui ai posé la question de ce que la Turquie va faire si les Grecs quittant la Bulgarie venaient s'établir en Macédoine. Il m'a répondu que, en ce qui le concerne, il ne s'opposerait pas à leur implantation » (Coromilas 1906).
- 16 Cette bande incluait néanmoins la petite ville grecque de Meleniko (aujourd'hui Melnik) et les villes de Monastir (aujourd'hui Bitola), Strumica, Gevgelija et Nevrokop (aujourd'hui Gotse Deltchev), dont une partie considérable de la population adhérait au « parti grec » ; les villages des environs appartenaient cependant dans leur immense majorité aux « partis » bulgare ou macédonien.
- 17 Les statistiques semi-officielles d'Alexandros Pallis, compilées pendant l'entre-deux-guerres, n'indiquant que des chiffres respectivement réduits à moitié ou encore plus : on n'admet que 15 000 « Bulgares » et 10 000 Musulmans fuyards en 1912-13 et on « oublie » complètement le départ des « Bulgares » en 1913-1915. Les Musulmans partis en 1913-15 sont par contre estimés à « 100-115 000 environ » ; la méthode suivie pour leur évaluation est cependant très discutable (Pallis 1925 : 5-6, 11-3 et 1925a :317-8 et 320-4).
- 18 Une note de Anastasios Naltsas, chef du service des passeports de la préfecture de Salonique après 1912, estime à 45 000 le nombre des « Bulgares » qui sont partis pendant la deuxième guerre de 1913 ; quand aux Musulmans, il donne un total de 13 000 « expatriés » par le port de Salonique en 1912-1913, 57 593 par le même port en 1913-1915 et 6 300 par le port de Kavalla pendant toute la période 1912-15 (Naltsas 1918). Une statistique sans date, indiquant le nombre des habitants par préfecture et « nationalité » en 1912 (avant la guerre) et en août 1915 (après les déplacements des populations les plus importants), recense 43 647 « Bulgares » et 82 698 Musulmans « émigrés » du pays entre les deux dates (Kostopoulos 2002 : 105) ; en ce qui concerne la Macédoine orientale (préfectures de Serrès et de Drama), ses chiffres sont réaffirmées par deux autres statistiques : la première, inédite, se trouve dans les Archives du Premier ministre de l'époque Eleftherios Venizelos ; l'autre fut publiée par l'état-major de l'armée grecque en 1919 (État-major 1919).
- 19 D'après les chiffres officiels, 34 112 réfugiés grecs sont venus de la « nouvelle Bulgarie », 60 926 de la Thrace orientale restée sous domination ottomane, 19 250 de l'Asie Mineure et 3 260 du Caucase

(Pallis 1915 : 1). Tous les Musulmans avaient fui la « nouvelle Bulgarie » en août-septembre 1913 (Exadaktylos 1913). Il faut noter ici que, entre 1913 et 1915, 189 190 Musulmans ont quitté la « nouvelle Serbie » (94 816) et la « nouvelle Bulgarie » (94 374) pour gagner l'Anatolie, en passant par le port de Salonique (Naltsas 1918). On ignore combien des 44 208 réfugiés du 1913 sont inclus dans ce dernier total.

20 Sur Kilkis cf. interview avec Leonidas Embiricos dans ce dossier.

21 La correspondance diplomatique relative à cet effort se trouve aux Archives du MAE grec (dossiers 1913/8 et 1913/9).

22 Pour une description des événements par l'officier grec qui entra le premier dans la ville, cf. Sofoulis 2007 : 76-7. Pour d'autres témoignages : Dotation Carnegie 1914 : 78-9. La « libération » de la ville (où en 1913 il n'y avait point des Grecs, ni même des « patriarchistes slavophones ») est commémorée officiellement chaque année le 21 juin.

23 Il faut noter que dans la traduction française des *Mémoires* du général publié en 1979 par le très officiel Institut d'études balkaniques de Salonique (IMXA), le passage cité est complètement censuré (p. 111).

24 Pour une première présentation de ce débat aujourd'hui totalement oublié, cf. Ios tis Kyriakis (2007). Les propositions officielles sont publiées dans Polyhroniadis 1913.

25 La carte en cause n'a malheureusement été repérée dans aucune archive. Du contexte on peut supposer que la zone A est celle de Drama et de Chari Chaban, la zone B la plaine de Demir Hissar (aujourd'hui Sidirokastro), et la zone C la région de Kilkis.

26 Il faut noter que les exactions de ce « fléau » étaient commises contre un élément numériquement égal : selon le même rapport (p. 35), les réfugiés établis dans l'arrondissement de Kato Thodoraki (ex-Dolno Todorak) étaient 2 605 face à 2 498 « bulgarophones » et 9 458 musulmans indigènes.

27 Les métayers qui possédaient les semences nécessaires et deux animaux de labour avaient droit à des lots de terre « entiers » ; ceux qui n'en avaient qu'un, allaient recevoir des demi-lots. Encore plus défavorisés étaient les travailleurs agricoles, dont chaque famille recevait seulement 20-30 000 m<sup>2</sup>.

28 Au total, 94 villages de la Macédoine orientale ont été complètement détruits ; dans la zone contrôlée par l'Entente, on compte 92 villages rasés et 48 « à moitié détruits » dans les seuls arrondissements de Florina, Kilkis, Enotia et Nigrita, ainsi que tous les villages de Karadjova (Kostopoulos 2007 : 288).

29 La famine a surtout touché les couches les plus défavorisées de la population urbaine de Kavala, Serrès, Drama et Pravi, ainsi que les villages producteurs de tabac dans la région du Mont Pangaion qui dépendaient traditionnellement des importations de céréales pour leur alimentation. Parmi les victimes, un grand nombre étaient des musulmans ou des chrétiens slavophones, même exarchistes. Pour une analyse détaillée de ces données par région, groupe ethnique et classe sociale, cf. Kostopoulos (2007 : 281-99).

30 Selon la Commission interalliée, les expulsés étaient environ 40 000 (p. 20), nombre qui n'est pourtant pas confirmé par les informations données par cette même source au niveau de l'arrondissement (p. 49, 140-9, 327, 431 et 697). D'après le rapport, 10 à 12 000 habitants de la région ont aussi gagné la Bulgarie volontairement, pour éviter la famine. Environ 12 000 personnes de toutes les catégories n'avaient pas regagné leurs foyers au début de 1919.

31 Un autre argument pour l'incorporation de la région au Royaume de Grèce fut avancé en même temps par le colonel Konstantinos Mazarakis, frère d'Alexandros et chef de la mission de l'armée grecque en Bulgarie après l'armistice : « La destruction totale [par la guerre] des villes de Doiran et de Gevgelija et des leurs alentours, où pas un seul habitant n'y est resté », écrivait-il en novembre 1918, « pourrait faciliter l'adjudication de ces pays [à la Grèce], parce qu'il ne s'agit plus des habitants soi-disant serbes ou serbisants, mais d'une parcelle de terre et de ruines » (Kostopoulos 2007 : 86-7).

32 Il y a eu aussi d'autres exceptions pour des populations qui étaient considérées comme appartenant à des nationalités différentes. Les musulmans Albanais de l'Épire furent ainsi exclus de l'échange, tandis que quelques milliers de Bulgares orthodoxes d'Asie Mineure partirent en Bulgarie. Parmi les orthodoxes de Turquie, l'échange était limité à ceux qui relevaient du Patriarcat d'Istanbul, laissant sur place les ouailles des autres Patriarcats ou églises nationales autonomes (Tsitselikis 2006 : 25-31).

33 D'après le recensement officiel de 1928, 1 221 849 réfugiés habitaient en Grèce, dont les 151 892 qui étaient venus avant août 1922 et 1 069 957 depuis cette date ; 626 954 provenaient d'Asie Mineure, 256 635 de Thrace orientale, 182 169 du Pont Euxin, 38 458 d'Istanbul, 49 027 de Bulgarie, 47 091 du Caucase, 11 435 de Russie, 6 057 de Serbie et 2 498 d'Albanie (Pentzopoulos 1962 : 99, Tsitselikis 2006 : 43). Sur le degré d'exactitude de ces données officielles, cf. Pentzopoulos (1962 : 98-9) et Kostopoulos (2007 : 264-5).

34 Ainsi que de la « Nouvelle Turquie ». Pour la Bulgarie, l'envergure de la transformation fut bien moins radicale, étant donné que les Grecs ne constituaient qu'un groupe minoritaire relativement peu nombreux, comparé aux populations musulmanes qui y étaient (et restent) d'une taille considérable.

35 En janvier 1923, il y a eu des manifestations à Athènes contre le caractère obligatoire de l'échange ; cf. Tsitselikis (2006 : 31-4). Le fait le plus révélateur est pourtant le refus de tous les hommes d'État impliqués d'assumer la responsabilité de la paternité du projet (Pentzopoulos 1962 : 61-7). Pour la position des communistes grecs, qui ont dénoncé « l'immense bazar humain de Lausanne » comme une « traite d'esclaves » et un mécanisme de « prolétarianisation violente des masses populaires » échangées, cf. Stavridis (1924).

36 Bureaux de colonisation de Veroia, de Boemitsa (aujourd'hui Axioupoli), de Gianitsa, de Salonique, de Kastoria, de Kilkis, de Sidirokastro et de Florina.

37 Bureaux de colonisation de Drama, d'Edessa, de Kailaria (aujourd'hui Ptolemaida), de Kozani et de Serrès.

38 Bureaux de colonisation de Katerini (tous les Valaques de la région étant considérés comme Grecs) et de Langada (ou parmi 854 familles slavophones trois seulement ont été classifiées comme « slavisantes »).

39 Détail significatif : pendant la dictature du général Metaxas (1936-1941) ce même officier, en sa qualité de préfet de Florina, est un des acteurs notoires de la lutte étatique contre l'usage de la langue slave ; en 1931, d'ailleurs, il se trouve à la tête des phalanges fascistes de l'organisation EEE (*Ethniki Enosis Ellas*) qui ont « visité » cette même ville (Kostopoulos 2000 : 125, 171-3 et 178).

40 Archives historiques de la Macédoine [Salonique] - Archives de la direction générale de la Macédoine, dossier 108, Chef de l'état-major du 3<sup>e</sup> corps d'armée. Tetsis à la Commission d'établissement des Réfugiés, Salonique 4.5.1925, no 705/639.

41 Formule intéressante qui trahit la conception de l'appareil sécuritaire sur un échange des populations qui, selon la lettre de la convention, devait être complètement « volontaire »...

42 La répression aveugle de la slavophonie sous Metaxas est depuis longtemps reconnue par l'historiographie semi-officielle grecque (Kofos 1964 : 50, Gounaris 1994 : 234). Il faut cependant noter l'émergence, depuis une quinzaine d'années, d'une école historiographique révisionniste qui essaie de nier son impact sur la population (Koliopoulos 1994:51) ou même la justifier comme mesure qui « protégeait » les slavophones du danger d'incompréhension pendant les transactions commerciales (Kallianiotis 2007 : 46) !

43 Il a commencé sa carrière en dénonçant les atrocités kemalistes en Asie Mineure en 1921 ; il l'a terminée en 1943 comme apôtre de l'« alliance éternelle » – dès la préhistoire ! – entre Grecs et Allemands contre la barbarie aussi éternelle des sous-hommes « venus de la steppe » (Kostopoulos 2007 : 20).

44 La seule mesure « démographique » approuvée fut l'éviction graduelle et discrète des réfugiés arméniens établis dans la zone frontalière (Mihalakopoulos 1927).

45 Pour une liste détaillée des victimes, cf. Paschalidis - Hatzianastasiou 2003. Des 2 140 victimes dont les noms sont connus, 1 547 ont été tués dans le département de Drama, 483 dans celui de Serrès et 110 dans le département de Kavala.

46 Leur nombre, selon des sources grecques, variant de 14 149 à 18 426 entre octobre 1942 et avril 1944 (Kostopoulos 2000 : 188). Il faut pourtant tenir compte du fait que parmi eux se trouvaient beaucoup de grecophones, qui s'étaient « inscrits comme Bulgares » pour s'approvisionner en vivres ou pour se protéger contre les représailles et autres mesures répressives de l'armée d'occupation allemande, alliée de la Bulgarie.

47 Formellement, le rapport de Vrettos se réfère à l'épuration de la Thrace occidentale occupée par la Bulgarie, sa logique s'étend cependant aussi à la Macédoine grecque.

48 Trois ans plus tard, le même auteur expliquait, dans une édition semi-officielle adressée au public étranger, que « l'unique désir » des Grecs était « d'être débarrassés des quelques milliers de Slaves établis encore en Grèce, car, qu'ils le veuillent ou non, ces derniers furent et demeureront des fauteurs des troubles dans les Balkans » (Christides 1949 : 104).

49 Il semble néanmoins que l'ambassade britannique à Athènes soit vite revenue sur cette proposition, après la lecture d'un rapport sur la composition ethnique de la région de Florina rédigé au début décembre par le capitaine Patrick Evans, ancien officier de liaison avec les unités locales d'ELAS. En prenant conscience que « la population slave de la Macédoine occidentale » est « plus homogène, moins mélangée avec des réfugiés ou autres Grecs » et « considérablement plus nombreuse que ce qu'indiquent les figures officielles grecques », ainsi que le fait que le mouvement autonomiste local est lié aux (alliés) yougoslaves plutôt qu'à l'(ennemi) bulgare, les diplomates anglais arrivent à la conclusion que « le problème de la Macédoine occidentale semble être d'une forme plus ou moins différente de celle qu'on observait jusqu'ici » et que « le transfert des Slaves macédoniens semble ainsi être un problème beaucoup plus difficile que ce qu'on croyait » (FO 371/43649/R22039, British Embassy to the Southern Department, Athens 12.12.1944, No 156/19/44 ; pour le rapport d'Evans, cf. Rossos 1991).

50 Parmi les régions où il y avait « une proportion forte des gens ayant des sentiments slaves », on estimait la puissance de cette alliance à 60 % dans la préfecture de Pella, 45 % dans celle de Florina, 30 %



à Kastoria et 15-20 % à Kozani. Dans les préfectures macédoniennes où cette proportion était considérée comme « négligeable », le pourcentage respectif de l'alliance était estimé à environ 20 % dans la région de Salonique, 35-40 % à Kilkis, 20-25 % à Serres et 15-20 % à Kavala et à Drama.

51 Y figuraient aussi 5 492 et 3 232 « bulgarisants » de deux listes dans la Thrace occidentale (parmi eux de nombreux Arméniens et Grecs non slavophones) et 2 740 Valaques « roumanisants » de toute catégorie (chiffre considéré comme très inférieur à la réalité).

52 Cas des villages de Lakkomata et de Korissos, dans la préfecture de Kastoria.

53 Cas des villages de Dendrochori, de Vevi et d'Agios Panteleimonas, dans la préfecture de Florina.

54 Résultats d'une enquête de l'auteur en Macédoine centre-occidentale grecque (préfectures de Florina, Pella et Kozani) en septembre 2008.

55 La différence entre les deux catégories avait des conséquences sérieuses au niveau de la vie quotidienne : les enfants des personnes « ayant une conscience nationale fluide » pouvaient par exemple entrer dans le service public (exception faite des forces armées ou des services de sécurité), tandis que ceux des « slavisants » en étaient exclus.

56 Pour ces événements, cf. Kofos (1964 : 177-84 ; 1989 : 26-31) et Kirjazovski (1995 : 95-177).

57 Lui-même était un slavophone du village voisin de Pagoneri, qui ne fut pas touché par la purge.

58 Les informations citées proviennent des documents qui se trouvent dans le dossier 1950/63.4 des Archives historiques du ministère grec des Affaires étrangères.

59 Les akrites sont des unités auxiliaires irrégulières de l'armée grecque chargées de la garde des zones frontalières. Ils tirent leur nom d'unités similaires employées sous l'Empire byzantin.

60 Pour une telle entreprise, cf. Librairie Gennadeios – Archives de Philippe Dragoumis, dossier 91, doc. 74, « Note sur l'affaire de l'adjudant-chef G. Gritzalis et le service pour les Étrangers de Kastoria », Kastoria 3.7.1950.

61 Archives générales d'Etat – Archives de la Cour royale, d. 390, « Μακεδονία - Θράκη. Μεταναστευτικόν (1966-1967) », et réponse écrite du président de l'Éphorie des archives générales d'État, Konstantinos Manafis à l'auteur, Athènes 29.5.2009, no Φ2/175.

62 Pour plus de détails sur ce sujet, cf. Ο Ιός της Κυριακής, «Φαιά 'επανάδρυση » στα ΓΑΚ [Une « refondation » brune aux Archives générales de l'État], Eleftherotypia 7.3.2009.

63 Les villages ainsi transférés sont Trivouno et Koryfi dans le département de Florina, Kromni et Agios Athanasios dans celui de Pella, ainsi qu'une partie du groupe des villages de Korestia dans le département de Kastoria.

64 La principale et décisive intervention contre tout rapatriement des réfugiés politiques, qualifié de « colonisation arbitraire par une minorité nationaliste étrangère des régions frontalières des départements macédoniens du pays », a été celle du spécialiste du ministère grec des Affaires extérieures sur les Balkans pendant trois décennies (1963-1995), Evangelos Kofos (cf. Kofos 2003).

---

## References

### Electronic reference

Tassos Kostopoulos, « *How the North was won* », *European Journal of Turkish Studies* [Online], 12 | 2011, Online since 13 December 2011, Connection on 07 June 2013. URL : <http://ejts.revues.org/4437>

---

## Copyright

© Some rights reserved / Creative Commons license

---

## Index terms

**Index de mots-clés** : Grèce, Ingénierie démographique, Macédoine

**Index by keywords** : Demographic Ingeniering, Greece, Macedonia